



Yann Le Cun
L'incroyable destin
du génie français
de l'IA

**Démocratie
et populisme**
Quand la science
explique nos partis pris

Iran
Un vent de
liberté contre
les mollahs

Le Point

www.lepoint.fr Hebdomadaire d'information du jeudi 8 janvier 2026 n° 2789 - 7,50 €

L 13780 - 2789 - F: 7,50 €

Donald Trump
en visite sur le
porte-avions USS
George H. W. Bush.

À qui le tour?

Gastronomie: Paris, capitale de l'Italie

BELGIQUE : 7,90 € - LUXEMBOURG : 8,00 € - SUISSE : 9,90 CHF - CANADA : 13,95 CAD - DOM : 7,60 € - POL : 1300 XPF - NCAL : 1300 XPF - ALLEMAGNE : 9,00 € - ESPAGNE/ITALIE/PORTUGAL : 7,90 € - GRECE : 8,00 € - MAROC : 70 MAD - TUNISIE : 14,20 TND - AFRIQUE CFA : 5000 CFA

SAUL LOEB/AFP, JOEL SAGET/AFP

DUBAIL

PARIS

La maison des grandes maisons



BOUTIQUES DUBAIL

21, place Vendôme - 1^{er}
73, avenue des Champs-Élysées - 8^e

BOUTIQUES ROLEX

9, place Vendôme - 1^{er}
71, avenue des Champs-Élysées - 8^e





A 0 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

(1) Autonomie du CLA Berline 250+ Progressive Line. (2) Plus d'informations sur score-environnemental-bonus.ademe.fr. (3) Hybride disponible sur le CLA Berline. Disponible prochainement sur la version Break (commercialisation prévue en mars 2026). (4) Autonomie du CLA Break 250+ Progressive Line. **Consommation électrique modèles CLA Berline : 12,2-14,7 kWh/100km (données cycle mixte WLTP au 16/10/25). Consommation carburant modèles CLA Berline Hybride : 4,9-5,8 L/100 km (données cycle mixte WLTP au 04/11/25). Consommation électrique modèles CLA Break : 12,7-15,6 kWh/100km (données cycle mixte WLTP au 25/11/25).** Photo non contractuelle. Détails sur mercedes-benz.fr. Mercedes-Benz France. RCS Versailles 622 044 287.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche



NOUVEAUX CLA

Électrique ou hybride, berline ou break.

Profitez du CLA berline 100% électrique :
jusqu'à 790 km d'autonomie⁽¹⁾ et éligible au score environnemental⁽²⁾
Disponible également en motorisation hybride⁽³⁾

Besoin de plus de place ? Découvrez la version break
100% électrique : jusqu'à 760 km d'autonomie⁽⁴⁾



Découvrez le modèle CLA qui répond à vos attentes :



Mercedes-Benz

ou le vélo. #SeDéplacerMoinsPolluer



Nouveau T-Roc. Partez confiant.

Projecteurs LED dynamiques et intelligents
'IQ Light Matrix Led'.*



Modèle présenté: Nouveau T-Roc R-Line 1.5 eTSI Hybrid avec options pack design 'Black', jantes 'Calgary' 20", couleur 'Jaune Canary' toit noir. Plus d'informations sur volkswagen.fr * En option selon les finitions. Les technologies d'aide à la conduite ne dispensent pas le conducteur d'être vigilant.

Cycles mixtes du Nouveau T-Roc R-Line (l/100 km) WLTP: 5,7. Rejets de CO₂ (g/km) WLTP: 130.
Valeurs au 01/09/2025, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

SAS Volkswagen Group France, RCS Soissons 832 277 370.

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer



Trump: ne tirez pas (tout de suite) sur le shérif

Est-ce parce qu'il est passablement marteau que Donald Trump rend fou tout le monde ou presque ? Certes, ses prétentions sur le Groenland sont aussi délirantes qu'inquiétantes. Mais il y a quelque chose de comique à voir tant de nos « grandes consciences » éplorées – comme le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot – dénoncer, au nom du droit international, la capture de Nicolas Maduro, incarnation d'un régime abject qui a dévasté le Venezuela.

À l'ère de l'interversion des valeurs, les mêmes pleureuses en viennent à soutenir l'Iran des mollahs, que Trump a menacé de ses foudres s'il lui prenait l'envie de noyer dans les sangl'actuelle révolte populaire. Une révolte impressionnante que nos chers médias bien-pensants ont, comme par hasard, tardé à découvrir, à l'image du *Monde* ou de *Libération*, peut-être contrariés par les ennuis du pire ennemi d'Israël. *No Jews, no news*.

À croire que, pour les cervelles occidentales détraquées, l'enfer est devenu le paradis, surtout s'il est islamiste, sinon « marxiste ». D'où le soutien éhonté des fascistes de gauche comme d'une partie non négligeable de la classe politique au Hamas, à son mégapogrom du 7 octobre 2023 (1 200 victimes), au Hezbollah ou à la République islamique d'Iran. Sans parler de l'« opération spéciale » de Poutine en Ukraine ou du Venezuela, présenté, il n'y a pas si longtemps, comme un « modèle » par Jean-Luc Mélenchon ou Dominique de Villepin.

Mauvais début d'année pour LFI et ses idiots utiles, escrologistes ou pas : après la décimation de leurs amis du Hamas ou du Hezbollah, voici qu'a été amené manu militari aux États-Unis pour y être jugé le « président Maduro » (1) comme l'appelle Mélenchon, dont la sinistre dictature a fait fuir du Venezuela environ 8 millions de personnes, à peu près un quart de la population chassée par la faim, la violence, la torture, les escadrons de la mort du pouvoir, etc. Le régime n'en a pas moins été soutenu par toutes les gauches dures du monde...

Tour de force, le régime marxiste, criminel et véreux de Maduro a réussi à ruiner un pays qui détient les plus gros gisements pétrolifères de la planète, plus encore que l'Arabie saoudite. Sous sa fêrule, le Venezuela

a manqué de tout, même d'essence. Ces « socialistes », on leur donnerait toute l'eau du monde, il faudrait encore qu'ils en importent. Mais la nomenklatura a bien profité, à commencer par Maria Gabriela Chavez, la fille du fondateur du régime, présentée comme la plus grosse fortune vénézuélienne (près de 4 milliards d'euros). Là-bas, les détournements de dizaines de milliards, gonflés par le narcotrafic, ont donné une idée de l'infini.

Que Trump n'écoute que son hubris et son mantra reaganien (« La paix par la force »), c'est l'évidence. Il ne peut s'empêcher, même quand la cause est bonne, d'établir un agenda de prédateur. Si le géant pétrolier américain Chevron est bien implanté au Venezuela, où il arrosait déjà le régime, on a peu de chances de se tromper quand on dit que l'arrière-pensée trumpienne est de priver de pétrole vénézuélien la Russie et la Chine, qu'on ne plaindra certes pas. En attendant, pour n'avoir aucune considération envers le personnage, sa boursofflure mercantile, son incommensurable vulgarité, on ne s'en réjouit pas moins que le président américain nous ait débarrassés de Maduro, pour le bonheur des Vénézuéliens, qui, en fin de semaine, lors de manifestations de liesse monstres, disaient leur joie dans les rues. Merci pour eux.

À qui le tour ? La République islamique d'Iran est peut-être la prochaine cible sur la liste de Trump. Là encore, les fascistes de gauche « passionnément anti-sémites » et soumis à la bigoterie islamiste sont prêts à afficher leur soutien aux mollahs, qui méritent pourtant bien l'injonction de Voltaire contre le fanatisme religieux : « *Écrasons l'infâme !* » Lors de la révolte des femmes iraniennes qui ne voulaient plus porter le voile, en 2022, le silence des prétendus progressistes ou féministes avait au demeurant été assourdissant, ce qui en dit long sur la société qu'ils appellent de leurs vœux.

La morale de tout cela, c'est qu'un personnage comme Donald Trump, si détestable soit-il, peut commettre, parfois, de bonnes actions. On l'attend maintenant sur la transition au Venezuela ●

(1) En 2024, le grotesque et maduriste « Tribunal suprême de justice » valide la victoire de Nicolas Maduro, alors que la plupart des observateurs indépendants établirent que, d'après les dépouillements, le candidat de l'opposition, Edmundo Gonzalez Urrutia, l'avait très largement emporté.

Le guide de l'après-bac ?



Le Point a mené l'enquête dans les coulisses de Parcoursup ! Dans ce guide complet, découvrez les secrets des commissions, les vrais critères de sélection et les stratégies gagnantes pour choisir les bons cursus. Pour transformer le stress en réussite !

En vente en kiosque et sur boutique.lepoint.fr

Tout pour faire **Le Point**

2789

SOMMAIRE

- 7 L'éditorial de Franz-Olivier Giesbert
- 9 L'éditorial d'Étienne Gernelle
- 11 La chronique de Sophia Aram
- 13 *Le Point* de la semaine
- 16 Les éditoriaux de Nicolas Baverez, Abnousse Shalmani, Peggy Sastre

EN COUVERTURE

- 26 À qui le tour ?
- 31 La CIA retrouve son jardin
- 32 Hémisphère Trump
- 36 Les nouveaux visages de « l'hydre de Caracas »
- 40 Pétrole, un pari coûteux
- 41 Roberto Saviano : « Un centre logistique du narcotrafic »
- 42 « Nous ne sommes pas encore libres »
- 44 « Le Venezuela, mon paradis perdu », par Laurence Debray
- 46 L'éternel laboratoire de l'empire américain
- 48 L'Eldorado des Insoumis
- 50 Groenland : le coup d'après
- 53 Iran : les mollahs doublement menacés

FRANCE

- 58 Martine Vassal : Marseille, la bataille de sa vie

ÉCONOMIE

- 62 Yann Le Cun, le génie de l'IA qui vaut 3 milliards

SOCIÉTÉ

- 68 **EXCLUSIF** La mystérieuse affaire Mahdiah Esfandiari
- 72 Les nouveaux tisserands du lien social

CULTURE

- 74 Entretien - Denis Podalydès dans la peau de François Mitterrand
- 78 J.M.G. Le Clézio : « Je suis un rêveur »
- 80 Roman (Élise Lépine) - Force vitale
- 80 Roman (Constance Debré) - Peine capitale
- 82 Roman (Pascal Quignard) - Partir pour rester en vie
- 82 Roman (Vincent Jaury) - Comme une tombe
- 84 Roman (Gaspard Koenig) - Tragédie en zone humide
- 85 La minute antique de Christophe Ono-dit-Biot
- 85 Livres - Le classement de la Fnac

STYLE

- 87 Hommage - Jacqueline de Ribes, l'esprit français
- 88 Gastronomie - « Italie in Paris »
- 94 Joaillerie - Mazarin change de cap
- 95 Mode - Tout sur Brunello Cucinelli
- 96 Auto - Jeep Compass : le cousin américain
- 97 Le bloc-notes de Bernard-Henri Lévy
- 98 Bridge & Mots croisés

LE POSTILLON

- 99 Pascal Boyer - Ce que la biologie fait à la politique
- 103 Jonathan Haidt - Le débat public face aux biais de l'esprit



À NOS ABONNÉS

Vous n'avez pas encore de compte ? Créez le vôtre facilement pour gérer votre abonnement et vos changements d'adresse temporaires simplement.



Le Point est publié chaque semaine par la Société d'exploitation de l'hebdomadaire *Le Point-Sebdo*, 1, boulevard Victor, 75015 Paris, France. Copyright *Le Point* 2026. Origine géographique du papier : Allemagne, Autriche. Taux de fibres recyclées : 66 %. Certification des fibres : PEFC. Eutrophisation Ptot : 0,003 kg/T. **PRINTED IN FRANCE.** Un encart Livosges jeté (abonnés) ; un encart Renault broché entre les p. 54-55 (ventes et abonnés) ; un encart abonnement *Le Point* jeté (ventes).



2026, une année pour rien ?

Les Européens font penser, ces jours-ci, à Maurice Biraud et Charles Aznavour dans *Un taxi pour Tobrouk*, lorsque le premier lance au second : « Deux intellectuels assis vont moins loin qu'une brute qui marche. » L'Europe a cessé de se moquer des pitreries trumpiennes, tout simplement parce que ce ne sont pas des blagues : le butor de la Maison-Blanche fait ce qu'il dit, pour le meilleur et pour le pire.

Il est certes difficile, sauf à s'appeler Jean-Luc Mélenchon, de s'apitoyer sur les malheurs d'Ali Khamenei – dont les installations nucléaires ont été bombardées – ou le sort de Nicolas Maduro, qui croupit en prison. Il y a de quoi s'inquiéter franchement, en revanche, des mœurs commerciales prédatrices du président américain, de ses menaces à l'encontre du Groenland ou de ses velléités de faire régner la loi des géants du numérique américains sur le territoire européen. Où cela s'arrêtera-t-il ? L'Europe se débat avec une pathétique mollesse. Elle a pris le pli. Sa terreur d'avoir à assurer elle-même sa défense – et d'abord celle de l'Ukraine, notre première ligne – l'emporte sur tout, et le spectacle donné par ses dirigeants n'est pas beau à voir.

Le tableau est plus cruel encore pour le plus flamboyant d'entre eux : Emmanuel Macron. Non seulement le président français avait, alors que le monde était plus clément, le verbe plutôt haut, mais sur le fond – et à juste titre – il s'était fait le héraut de « l'autonomie stratégique européenne ». S'il peut se targuer d'avoir eu raison avant les autres, il ne peut pas tellement se vanter du résultat...

Pire, le « meneur » de la bande en est devenu le mailon faible. La fin du parcours présidentiel d'Emmanuel Macron est assez lugubre. Ainsi sa tirade lors des vœux du 31 décembre sur « l'année utile », pour beaucoup, a fait l'effet d'une mauvaise plaisanterie. Comment peut-on dire cela ? Sauf magistrale surprise, 2026 ne verra en France aucune réforme significative.

On peut peut-être espérer quelques bricoles, quelques simplifications, quelques fusions d'agences gouvernementales, toutes choses bienvenues, mais rien qui soit à l'échelle de nos problèmes. Le monde est un volcan, mais ici on s'accommode de tout, on attend. Jules Renard avait sa formule pour cela : « *Le temps perdu ne se rattrape jamais. Alors continuons de ne rien faire.* » Le seul changement d'ampleur que l'on peut déjà prédire sera certainement un alourdissement de la fiscalité...

Dans les antichambres du pouvoir, on justifie comme on peut ces reniements, en se répétant que l'on évite ainsi une dissolution, des élections, et que l'on empêche donc le RN de parvenir au pouvoir... Croient-ils vraiment à ce qu'ils disent ? En général, la manifestation de l'impuissance publique nourrit plutôt les populistes... La plus terrible désertion du pouvoir macronien se situe d'ailleurs sur le plan des idées. Le camp du président ne cesse de s'asseoir sur ses convictions, lesquelles semblent désormais si aplaties qu'on ne les distingue plus vraiment. L'une des illustrations les plus éclatantes de cette capitulation intellectuelle est l'attitude de l'exécutif face au traité avec le Mercosur. Alors qu'Emmanuel Macron était, en 2017, l'un des rares soutiens au Ceta, traité avec le Canada qui a depuis produit des résultats très positifs, il s'est cette fois-ci joint au chœur des diatribes caricaturales. Si la vigilance en la matière est évidemment légitime et nécessaire, le discours du gouvernement finit par se confondre avec le protectionnisme pavlovien du RN ou de LFI. Quelle victoire pour eux ! Et finalement, c'est Giorgia Meloni, en approuvant le texte avant la France, qui a préempté – en comparaison – la posture de la raison. En somme, de l'« intellectuel assis » Emmanuel Macron n'a gardé vraiment que la position...

La seule chose, sans doute, que l'on peut espérer du président français en 2026, c'est de continuer son action pour sauver l'Ukraine de la mâchoire poutino-trumpienne. Sur ce point, au moins, il s'est tenu debout ●

ILLUSTRATION: SYLVIE FAUR POUR « LE POINT »

ÇA SE PASSE AU « POINT »



« Y a-t-il une seule vérité ? »

Les enjeux pour notre civilisation, les réponses des philosophes et des chercheurs. *En kiosque.*



Les Outre-mer aux avant-postes

Rendez-vous le 29 janvier 2026 à la Maison de l'Océan à Paris. Inscriptions : evenements.lepoint.fr/outre-mer/



Géopolitique 2026

« *Le temps des prédateurs* », nouveau hors-série du *Point*, en kiosque le 14 janvier.

PRÉSERVER LE PATRIMOINE.
LE PLUS BEAU CADEAU
QU'ON PUISSE FAIRE
AUX GÉNÉRATIONS FUTURES.

FAITES UN DON SUR FONDATION-PATRIMOINE.ORG



**FONDATION
DU
PATRIMOINE**

DONNONS UN AVENIR
À NOTRE HISTOIRE.





LA CHRONIQUE DE **SOPHIA ARAM**

À Téhéran, tous unis contre la vie chère

Les Iraniens manifestent pour leur pouvoir d'achat et contre le pouvoir en place. Dans l'indifférence, voire l'incompréhension, d'une partie de la gauche française.

A en croire l'AFP, France Info et quelques députés Insoumis, les Iraniens sont fous. Après avoir supporté près de quarante-sept années de dictature islamique, les voilà jeunes, vieux, commerçants, étudiants ou ouvriers « tous unis contre la vie chère ». Oui, un peu comme les Mousquetaires d'Intermarché. C'est dingue, non ? Sauf bien sûr pour celles qui, comme Sandrine Rousseau et la plupart des endives bio qui nous servent d'écoféministes intersectionnelles, expliquaient que les Iraniennes qui risquent leur vie depuis plus de trois ans pour en finir avec l'apartheid de genre instauré par la dictature des mollahs le feraient essentiellement pour « défendre leur droit à porter le voile ou non ». Sans jamais expliquer par quel truchement des femmes exécutées pour une mèche de cheveux dépassant de leur voile seraient assez dingues pour militer aussi pour le droit à le porter, ce que personne ne leur dénie... et pour cause.

Mais peu importe. Vu depuis l'axe Bastille-Montreuil, risquer sa vie pour en finir avec une dictature islamique moyenâgeuse et brutale, c'est la même chose que de manifester contre la vie chère ou le port de l'abaya à l'école. Pour les militants de cette gauche délétère, l'enjeu n'est pas de prendre la mesure du combat des Iraniens depuis trois ans, mais d'effacer la singularité de l'idéologie qu'ils combattent au péril de leur vie, à savoir la dictature islamique de quelques vieux mollahs qui font pipi sous eux. Voilà comment cette gauche qui se prétend décoloniale et opposée à toute forme d'oppression s'emploie à ne jamais nommer l'idéologie qui, de Téhéran à Kaboul et de Doha à Damas, caresse le projet de soumettre le monde entier à la douceur de vivre sous la bienveillante vigilance des barbus et les joies de la charia.

Voilà comment le combat contre la barbarie islamique se retrouve réduit à une manifestation contre la vie chère dans un pays où la vie ne vaut visiblement pas si cher que cela.

Il y a dans ce combat acharné que mène une partie de la gauche française jusque dans certaines rédactions pour éviter de nommer le naufrage de la dictature islamique d'Iran (à commencer par le fait d'éviter le sujet) quelque chose de proprement consternant.

Une obstination à nier le combat contre la charia confinant à l'absurde quand le député Insoumis Hadrien Clouet s'enfonce (le clou ?) jusqu'à rebaptiser le régime des mollahs de « théocapitaliste ».

Un concept creux destiné à faire disparaître l'islamisme du constat et donc à le rendre plus compatible avec l'idéologie totalitaire qui traverse cette gauche. Et si ça ne suffit pas, il leur reste toujours la possibilité d'invoquer l'ingérence israélienne, ce que le journal *L'Humanité* et Mélenchon n'ont pas hésité à faire. Parce qu'après tout, au bout du bout, on peut toujours mettre ça sur le dos des Juifs. L'essentiel étant de préserver l'islam politique, quitte à refuser d'entendre les slogans invitant Khomeini à mourir, ce qui, vous en conviendrez, nous éloigne un peu d'une manifestation pour le pouvoir d'achat...

Les retards à l'allumage de certaines rédactions à traiter ces mouvements qui ont commencé bien avant la mort de Mahsa Jina Amini sont symptomatiques d'un piège abscons dans lequel il faudrait choisir entre le ras-le-bol des Iraniens face à la dictature islamique ou face au naufrage économique dans lequel les mêmes ont plongé l'Iran. Mais j'imagine qu'au moment où tant d'Iraniens manifestent au risque de leur vie, vu de Téhéran, Ispahan, Chiraz ou Qom, ce débat de cornecul ne compte pas ●

COMMENT PRENDRE SOIN DE LA SANTÉ DE CHACUN ?

À la fin de l'année 2024, nous avons souligné que la santé est une responsabilité partagée, qui rassemble les professionnels de santé, les industriels et les institutions au service des patients. Face aux pressions croissantes sur le secteur pharmaceutique, nous avons appelé à une action collective pour garantir l'accès aux soins pour tous.

Un an plus tard, la situation s'est encore complexifiée. Les défis liés au maintien de l'accès aux traitements pour les patients s'intensifient et la nécessité de collaborer est plus grande que jamais. C'est pourquoi nous prenons à nouveau la parole aujourd'hui : pour renouveler notre engagement et appeler à des solutions communes.

Chez Viatris, en tant que premier acteur sur le marché pharmaceutique français¹ et principal fournisseur de médicaments en Europe², nous nous efforçons d'assurer notre mission : permettre à chacun dans le monde entier de vivre en meilleure santé à chaque étape de sa vie. Nous le faisons en donnant accès à des médicaments de haute qualité à environ 68 millions de personnes en France et 1 milliard de patients dans le monde chaque année³.

Nous savons que la santé est une préoccupation majeure, notamment face à des enjeux tels que l'accessibilité aux soins, l'amélioration de la prévention et le vieillissement des populations aux besoins grandissants. Tout ceci dans un contexte politique difficile.

Nous nous engageons à prendre soin des patients en France en restant mobilisés pour leur fournir les médicaments dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin. Nous couvrons la quasi-totalité des aires thérapeutiques et traitons des maladies aiguës ou chroniques comme les petits maux du quotidien. Ainsi, ce sont 12 patients qui, chaque seconde, peuvent accéder à nos médicaments⁴. Et notre gamme de médicaments génériques, la plus large du marché⁵ contribue à l'équilibre de notre système de santé avec près de 800 millions d'euros d'économies chaque année⁶.

Être aux côtés des Français c'est aussi s'inscrire dans l'avenir. Pour cela, nous travaillons activement, avec nos partenaires, au développement de nouvelles solutions thérapeutiques et de services innovants pour proposer encore plus de solutions aux patients en France et dans le monde entier.

Un objectif principal nous guide : améliorer et garantir l'accès des patients aux médicaments. Néanmoins, face à un contexte complexe, des questions importantes demeurent :

- L'accès aux médicaments génériques est-il menacé ?
- Pourquoi certains médicaments sont-ils indisponibles ?
- Pourquoi en matière d'innovation, l'union fait-elle la force ?

Ces interrogations, nous avons choisi d'y répondre, dans les parutions à venir.

Pour nous, c'est ça :
Être là, utiles, à vos côtés.

Vincent Verschraegen
Président Viatris France



LE POINT HEBDO

Michel Revol, Fabien Roland-Levy et Jean-Marc Turc

Patrick Martin,
président du Medef.

VALERIE DUBOIS/HANS LUCAS VIA AFP - JACQUES WITT/SIPA

Le jour où le Medef a porté un coup dur au gouvernement

Entre le Medef et le gouvernement de Sébastien Lecornu, le torchon brûle désormais. D'un côté, l'organisation patronale, dirigée par Patrick Martin, a refusé de participer à la conférence travail, emploi, retraites, engagée par l'exécutif, et ne cesse de protester contre l'augmentation des impôts et des taxes à l'occasion des débats budgétaires. De l'autre, le Premier ministre estime que le Medef n'a pas compris qu'il lui serait plus utile de mettre la pression sur le Parlement plutôt que sur un gouvernement qui n'a pas de majorité. Ces ten-

sions font sourire Patrick Mignola, l'ancien ministre chargé des Relations avec le Parlement du gouvernement Bayrou. En juin, celui-ci avait tenté de convaincre Patrick Martin de ne pas faire échouer le conclave sur les retraites lancé par le patron du MoDem. Au moment des négociations finales, ce très proche de Bayrou avait mis en garde Patrick Martin sur les conséquences d'un échec du conclave. « *N'importe quel autre gouvernement, on s'y fera* », lui avait répliqué le patron du Medef. Cet échec contribuera à la chute de François Bayrou... ●



LES ÉMISSIONS CENTENAIRES (ET LES AUTRES)



Le Masque et la Plume fête ses 70 ans.
D'autres programmes sont encore plus anciens...

- ★ **Grand Ole Opry** ★ WSM (émission sur la musique country), États-Unis **1925**
- ★ **Shipping Forecast** ★ BBC (météo marine), Roy.-Uni **1925**
- ★ **Meet the Press** ★ NBC, États-Unis **1947**
- ★ **Le Jour du Seigneur** ★ TF1 puis France 2 **1949**
- ★ **Panorama** ★ BBC, Royaume-Uni **1953**
- ★ **The Tonight Show** ★ NBC, États-Unis **1954**
- ★ **Le Masque et la Plume** ★ France Inter **1955**

QUAND LE PC TORPILLE LE PS DANS LE 9-3

Les Insoumis se sont promis de détrôner plusieurs maires PS de Seine-Saint-Denis, où LFI a enregistré de gros scores aux dernières législatives. Dans leur viseur, le maire de Saint-Ouen, Karim Bouamrane (*photo*), et celui de Saint-Denis, Mathieu Hanotin. Pour Saint-Denis, LFI va bénéficier du soutien du PCF, selon un accord départemental conclu début décembre qui ne fait pas l'unanimité au sein du PC. De quoi ulcérer les socialistes, qui reprochent aux communistes de jouer un double jeu, au gré de leurs intérêts. « *Le PC aura à un moment à rendre des comptes, tempête un ténor du PS. On ne peut pas avoir le beurre, l'argent du beurre et des alliances à géométrie variable.* » Manifestement on peut...



EN FORME



Louis Degos

55 ans – L'avocat au sein du bureau parisien de K&L Gates prend ses fonctions de bâtonnier du barreau de Paris, le plus important de France. Carine Denoit-Benteux en est la vice-bâtonnière.



Emmanuel Kasarhérou

65 ans – Succès pour le président du musée du Quai Branly-Jacques Chirac, qui a reçu en 2025 près de 1,4 million de visiteurs, en hausse de 9,7 % en un an. C'est l'un de ses records de fréquentation.



Andrée Doubrère

77 ans – La première adjointe au maire de Tarbes a été élue à la tête du chef-lieu des Hautes-Pyrénées après la condamnation à l'inéligibilité avec exécution provisoire du maire, Gérard Trémège.

EN PANNE



Nadia El Bouroumi

47 ans – L'avocate de deux accusés lors du procès des viols de Mazan est interdite d'exercer pour deux mois. Elle avait diffusé à l'époque du procès une vidéo où elle dansait sur « Wake Me Up Before You Go-Go ».



Stéphane Zerbib

52 ans – La cour d'appel a confirmé la peine de deux ans de prison avec sursis dont a écopé l'avocat de John Galliano, coupable d'avoir détourné plus de 800 000 euros appartenant au styliste entre 2008 et 2011.



Matthieu Marchio

32 ans – La condamnation du député RN aux prud'hommes pour ne pas avoir pris de mesures pour « protéger la sécurité et la santé physique et mentale » de son ex-collaboratrice est confirmée en appel.

LE FLAGORNOMÈTRE

Le concours des courtisans

Les entourages de Donald Trump et de Vladimir Poutine rivalisent de superlatifs pour flatter leur président.



« C'est officiel: Donald Trump est le **GOAT** [*Greatest Of All Times*, NDLR] de la présidence américaine. »

Lindsey Graham, sénateur, 3 janvier, après le kidnapping de Nicolas Maduro.

« Il a montré le **leadership américain**. »

① **Pete Hegseth**, secrétaire à la Défense, 3 janvier.

« C'est le meilleur des gouvernements qui travaille pour le **plus grand des présidents**. »

Howard Lutnick, secrétaire au Commerce, août 2025.

« Monsieur le président, je vous invite à voir **votre beau grand visage** sur la bannière affichée sur la façade du département du Travail. »

② **Lori Chavez-DeRemer**, secrétaire au Travail, août 2025.

« Je ne souhaite qu'une seule chose: que le comité du Nobel (de la paix) se rende compte que vous êtes l'**unique et meilleur candidat pour ce prix Nobel**. »

③ **Steve Witkoff**, envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient, août 2025.

« Nous apprécions tellement **votre leadership**, monsieur le président. »

Tulsi Gabbard, directrice du renseignement national, août 2025.

« Monsieur le président, vos cent premiers jours ont largement dépassé ceux de toute autre présidence dans ce pays. Je n'ai **jamais rien vu de tel**. »

Pam Bondi, procureure générale, mai 2025.

« Son **leadership** est la clé de notre victoire et de notre unité nationale. »

① **Sergueï Choïgou**, ministre de la Défense, décembre 2024.

« Grâce à lui, la Russie est devenue un phare de stabilité dans un monde chaotique. »

② **Valentina Matvienko**, présidente du Conseil de la fédération, mars 2025.

« Son **approche visionnaire** nous permet de surmonter les défis et de renforcer notre souveraineté. »

Mikhaïl Michoustine, Premier ministre, mai 2024.

« Son courage et sa détermination sont une **source d'inspiration** pour chaque citoyen. »

Nikolaï Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité, janvier 2025.

« Notre président est l'**avantage compétitif** de la Russie. »

Viatcheslav Volodine, président de la Douma, 18 mars 2024.

« Vladimir Vladimirovitch est un mentor, un père et un **chef suprême** [...]. »

Ramzan Kadyrov, président de la Tchétchénie, Telegram, 2024.

« Le président Poutine incarne la **volonté et la détermination** du peuple russe. »

③ **Sergeï Lavrov**, ministre des Affaires étrangères, 2023.

« Vladimir Vladimirovitch [...] est l'**architecte de la nouvelle ère** de la grandeur russe. »

Sergueï Kirienko, chef de l'administration, octobre 2022.

Make Imperialism Great Again



LE RN A FAIT UNE CROIX SUR LA DISSOLUTION

Le RN ne croit plus du tout à une dissolution de l'Assemblée nationale avant 2027. « On a acté qu'elle était peu probable », admet un des députés du Rassemblement national les plus influents. Pour le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella, c'est une grosse déconvenue: cet automne, ses représentants avaient sérieusement cru que des élections législatives anticipées étaient inéluctables en raison de l'instabilité politique et avaient pour cela sélectionné drastiquement leurs candidats. Ils devront sans doute patienter.

FACE AUX COUPS DE FORCE DES ÉTATS-UNIS, ILS DISENT (EN GROS) LA MÊME CHOSE

François Mitterrand
après l'arrestation
du président
Noriega au
Panama en 1989



Emmanuel Macron
après l'arrestation
du président
Maduro au
Venezuela en 2026

SUR LA MÉTHODE DE L'INTERVENTION

« Regrettable »

« Ni soutenue, ni approuvée »

SUR LE PRÉSIDENT DESTITUÉ

« Un chef d'État compromis d'une façon grave dans des affaires de drogue »

« Un dictateur »

SUR LE SORT DES PEUPLES

« Chaque peuple doit se déterminer lui-même »

« Nous défendons le droit international et la liberté des peuples »

SUR CE QUE L'INTERVENTION DOIT FAIRE CESSER

« Des incidents multiples [...]. Des assassinats de citoyens américains [...]. Une situation difficilement supportable »

« Une atteinte grave à la dignité du peuple vénézuélien »
« Les libertés fondamentales piétinées »

Ces Américains qui choisissent la France

1



2



3



1. L'acteur George Clooney et Amal, sa femme, viennent d'obtenir la nationalité française. 2. Le cinéaste Jim Jarmusch a demandé sa naturalisation, car « Paris est [s]on deuxième amour », explique-t-il en paraphrasant Joséphine Baker. 3. En 2018, Evan Spiegel, le patron de Snapchat, obtient la nationalité française. Il l'a demandée, assure-t-il, par amour de la France.

LE CHIFFRE

DE PIERRE-ANTOINE DELHOMMAIS

7,1 milliards d'euros

de jouets ont été importés dans l'Union européenne en 2024, selon Eurostat. Avec 5,6 milliards d'euros, soit une part de 80 %, la Chine était le premier pays fournisseur, loin devant le Vietnam (418 millions d'euros, 6 %). L'Allemagne et les Pays-Bas ont été les plus gros importateurs de jouets dans l'UE (17 % chacun), devant la France (14 %).

L'ÉDITORIAL DE NICOLAS BAVEREZ

Venezuela, première marche d'un nouvel empire



Les motifs profonds de la frappe éclair contre Caracas demeurent confus.

Samedi 3 janvier, les États-Unis ont réalisé une démonstration de force militaire avec l'opération Absolute Resolve lancée contre le Venezuela chaviste. Mobilisant plus de 150 aéronaves, elle a permis, sans aucune perte humaine ni matérielle, de détruire les infrastructures militaires du pays et d'arrêter Nicolas Maduro ainsi que sa femme, Cilia Flores. Le président déchu et son épouse ont été conduits aux États-Unis pour être incarcérés et inculpés. Dans le même temps, Donald Trump a affirmé que les États-Unis «dirigeront le pays dans l'attente d'une transition sûre, appropriée et judicieuse» et que les compagnies américaines prendront le contrôle du secteur pétrolier pour le redévelopper.

Cette intervention marque l'aboutissement de la confrontation entre le Venezuela et les États-Unis depuis l'élection en 1998 de Hugo Chavez, qui nationalisa les installations pétrolières pour financer le «socialisme du XXI^e siècle» et soutenir les régimes hostiles aux États-Unis, notamment Cuba. Face à la dérive dictatoriale et criminelle du régime chaviste, qui s'est tourné vers le trafic de drogue pour suppléer la ruine du secteur pétrolier, face à son rapprochement avec la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord, Washington a multiplié les sanctions.

La frappe éclair contre Caracas constitue surtout l'application directe de la nouvelle stratégie nationale de sécurité des États-Unis, organisée autour de la «doctrine Donroe», qui érige les Amériques en zone d'influence exclusive de Washington. Elle avait été précédée à l'automne 2025 du déploiement de 14 000 hommes et d'une flotte de combat dans les Caraïbes pour réassurer la sécurité du Guyana et lutter

contre le trafic de drogue puis d'un blocus pétrolier à compter du 16 décembre 2025. L'intervention militaire des États-Unis peut se réclamer de motifs solides. Le Venezuela chaviste constitue en effet un cas d'école d'un pays immensément riche réduit à la misère et l'anomie, le chaos et la servitude par une dictature liberticide, corrompue et mafieuse.

Alors que le pays possède, avec plus de 300 milliards de barils, les premières réserves de pétrole devant l'Arabie saoudite mais aussi d'immenses gisements de gaz, d'or, de bauxite, de fer, de nickel et de mé-

La «doctrine Donroe» érige les Amériques en zone d'influence exclusive de Washington.

taux rares, son économie a été annihilée. Mais l'opération des États-Unis laisse ouvertes nombre de questions décisives. Tout d'abord, l'effet géopolitique reste ambigu. Un signal très clair est adressé à Pékin et

à Moscou sur la supériorité des forces américaines et sur la détermination de Washington à les bouter hors d'Amérique latine, où leur influence a beaucoup progressé. Pour autant, les motifs profonds et les suites de l'opération demeurent confus. Trois justifications ont été avancées par Trump : la lutte contre le narcotrafic et la protection des Américains contre l'afflux de drogue et de migrants ; le changement de régime, allié de la Chine, de la Russie et de l'Iran ; et la prise de contrôle des ressources stratégiques du Venezuela, pétrole et minerais. Dans le même temps, la transition est plongée dans les limbes. Trump prétend diriger le pays quitte à l'occuper, quand Marco Rubio semble privilégier l'ouverture d'un dialogue avec la vice-présidente chaviste, Delcy Rodríguez. Et ce alors que la logique voudrait qu'il soit fait appel en priorité à Edmundo Gonzales Urrutia, président élu en 2024, et à Maria Corina Machado, Prix Nobel de la paix en 2025. Enfin Trump n'exclut pas une dangereuse escalade avec la Colombie, Cuba, voire le Groenland.

Le Venezuela est ainsi devenu le laboratoire à très haut risque du nouvel impérialisme américain, qui revendique, à l'égal de la Chine et de la Russie, la logique de puissance et le primat de la force sur le droit. Le principe selon lequel la fin justifie les moyens est caractéristique des régimes illibéraux. Il est gros de désillusions futures pour les États-Unis, tant le régime chaviste lui-même montre que le culte de la violence repose sur le mensonge et débouche sur la ruine, tant il reste certain qu'en Amérique latine comme en Ukraine ou en Asie-Pacifique, les hommes et les nations ne renonceront pas à la maîtrise de leur destin sans combattre ●

LE DESSIN DE Xavier Gorce

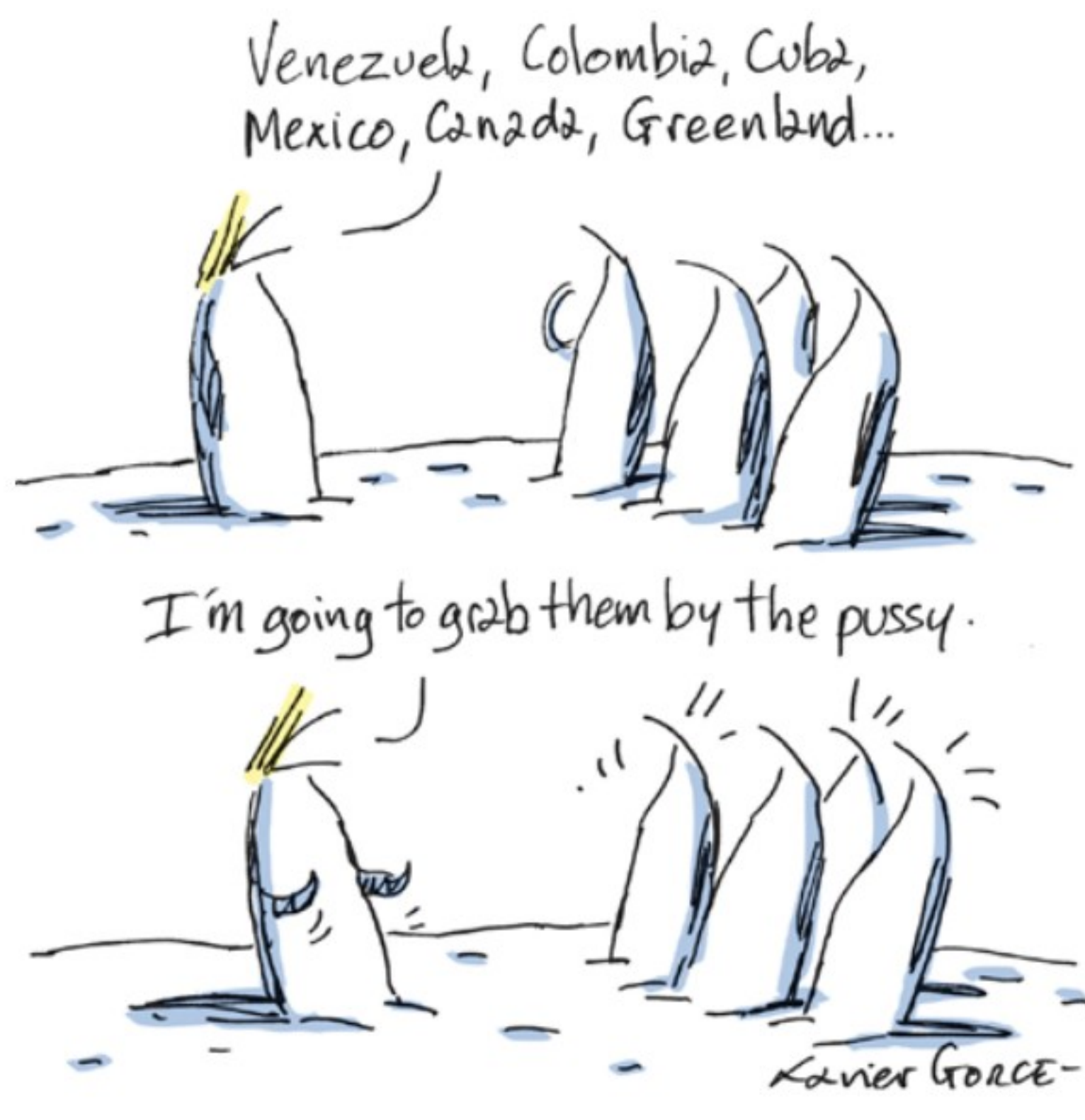


ILLUSTRATION : SYLVIE FAUR POUR « LE POINT » - ILLUSTRATION : XAVIER GORCE POUR « LE POINT »



NOUVELLE TOYOTA AYGO X HYBRIDE



100% HYBRIDE 100% FUN

Avec elle, la ville est fantastique.

Gamme AYGO X Hybride : consommations mixtes combinées (L/100 km) et émissions de CO2 combinées (g/km) selon norme WLTP : de 3,7 à 3,9 et de 85 à 89.

A 87g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. Pensez à covoiturer.
Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinspolluer

L'ÉDITORIAL D'ABNOUSSE SHALMANI

Le « del » de Téhéran



L'âme de la capitale iranienne se trouve dans son Bazar.
S'il ferme, c'est le début de la fin de la mollaharchie.

Le Bazar de Téhéran n'est pas le poumon de la ville (on n'y respire pas), ni son cœur (il n'y est pas question d'amour), ni son cerveau (on y commerce, on n'y pense pas) mais son *del*, unique, profond, irriguant toute la ville et au-delà, jusqu'aux frontières de l'Iran. Le *del*, c'est le ventre, mais c'est aussi la maison de l'âme. Le *del*, c'est le centre névralgique de tout homme, de toute ville, de toute nation, de toute époque. Tout se foment au Bazar et tout s'y délie. Avant que Téhéran ne se réveille, son *del* sait déjà la couleur du lendemain.

La Révolution islamique de 1979 s'est jouée dans le Bazar, et, depuis quarante-sept ans, à chaque manifestation, à chaque révolte, à chaque prérévolution, les regards se tournent vers le Bazar. Que le Bazar se mette durablement en grève et s'en est fini de la mollaharchie.

Depuis quelques jours, le Bazar n'a plus rien à vendre et les consommateurs n'ont plus les moyens d'acheter; depuis quelques années, l'inflation, la faim, la misère (plus de 80 % de la population iranienne vit sous le seuil de pauvreté), le manque d'eau potable et d'électricité dans deux tiers du pays (pourtant l'un des plus riches du monde avec son pétrole et son gaz) s'installent durablement en mollaharchie, signes de la corruption endémique, de la rupture définitive entre le pouvoir et l'immense majorité des Iraniens – 81 % d'entre eux désirent ardemment la fin de la République islamique, selon une étude d'ampleur publiée par la Fondapol en juin 2025.

Alors ? Ça y est ? Les mollahs vont-ils enfin tomber ? Si, malgré les manifestations monstres consécutives à l'assassinat de Mahsa

Amini en septembre 2022, ses milliers d'arrestations, ses centaines de morts, la torture, les viols, malgré les femmes qui rejettent massivement le voile (étendard des islamistes), malgré les mots d'ordre (« *Nous sommes les petits-enfants de Cyrus le Grand* ») scandés par des collégiens, des lycéens, des étudiants, adresse sans ambiguïté à Israël en référence à la libération des juifs de Babylone par Cyrus en – 539 av. J.C., malgré la chanson de la Révolution *Barayé* de Shervin Hajipour, qui compile toutes les revendications anti-mollahs des Ira-

La révolution des mentalités est actée, mais la mollaharchie détient encore fermement les rênes de l'économie.

niens, malgré les milliers de « jeté de turban » des mollahs par des jeunes et des moins jeunes dans tout le pays, malgré l'absence absolue de solidarité nationale vis-à-vis de la mollaharchie après la guerre des douze jours qu'Israël a heureusement menée contre les mollahs en juin 2025,

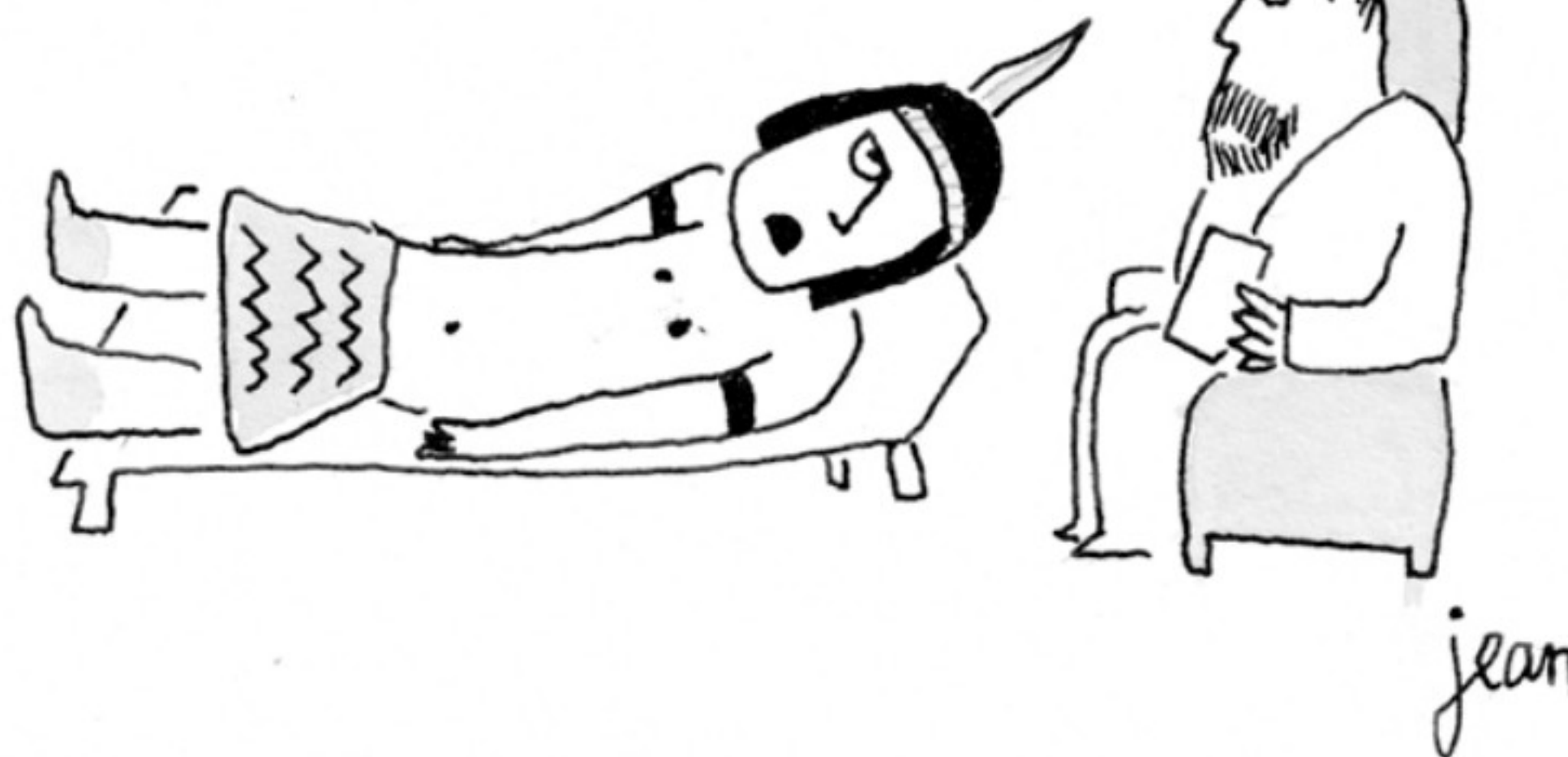
malgré les 30 000 arrestations qui s'en sont suivies, si malgré tout cela la mollaharchie est encore en place, alors, quand ?

La révolution des mentalités est actée, mais la mollaharchie détient encore fermement les rênes de l'économie à 60 %, et les gardiens de la révolution exercent une répression extrêmement brutale. Le courage s'arme de patience, et à ceux, nombreux incultes, qui voient encore, dans les révoltes massives de la faim, des manifestations pour le pouvoir d'achat, ils oublient volontairement que déjà à l'automne 2019, les mêmes manifestations contre l'inflation galopante enflammaient les rues d'Iran aux cris de « *Ni Gaza ni Hezbollah, je donne ma vie pour l'Iran* », repris aujourd'hui tout comme les « *Nous n'avons pas peur* » et les « *Que les mollahs aillent au diable* ».

Et à ceux qui répètent en boucle le narratif de la mollaharchie qui condamne l'intervention israélienne contre les gardiens de la révolution et les infrastructures militaires, et qui promet le chaos régional après la chute des mollahs, je rappelle que les Iraniens sont des Persans. Que l'islam iranien est le fruit des invasions arabo-musulmanes du VIII^e siècle, que les Persans célèbrent depuis près de trois

mille ans, République islamique ou pas, les fêtes zoroastriennes, et qu'au contraire des Automnes arabes, une alternative culturelle, politique, sociétale est solidement ancrée dans les villes comme dans les campagnes, et que jamais la fin des mollahs ne signera la fin de la Perse ni le fou-tour au Moyen-Orient. Au contraire. À ceux qui doutent encore, je répète avec raison et enthousiasme : l'été prochain à Téhéran via Tel-Aviv! ●

LE DESSIN DE Jean



« Au fond de moi, je sais que je suis un cow-boy. »

L'ÉDITORIAL DE PEGGY SASTRE

Et Dieu créa... la purge!



La mort de Brigitte Bardot questionne notre capacité à célébrer des icônes imparfaites à l'ère du jugement permanent.

Dans les heures qui ont suivi l'annonce officielle de la mort de Brigitte Bardot, un drôle de train s'est mis en marche: celui d'hommages aussitôt escortés d'un rappel au caractère «controversé» de la star. Autant de petits cailloux balisant un *backlash* éclair et ses injonctions routinières à la clarification – prise de distance, dédouanement, nécessité absolue de ne surtout pas laisser croire que l'on «cautionne». Le symptôme de la gêne que suscite désormais toute figure du passé jugée insuffisamment conforme aux «valeurs» du présent.

Mais si un gros bout du «monde médiatique» a pu s'employer à ensevelir le cadavre encore tiède de Bardot sous l'inventaire de ses opinions les plus polémiques, sa disparition a aussi et surtout ravivé une nostalgie tout à fait populaire. Celle d'une beauté affranchie des précautions, antérieure qu'elle fut à la guerre déclarée aux normes esthétiques?

D'un vedettariat qui ne s'était pas encore moulé dans l'exposition permanente de soi et sa surveillance algorithmique? D'une liberté sexuelle alors si loin de la très contemporaine obsession – juste, peut-être, étouffante, sûrement – des «limites»? De scandales qui faisaient du bruit, parfois du mal, mais qui ne débouchaient pas forcément sur l'effacement définitif d'un nom, d'une œuvre, d'une vie? Ou bien est-ce celle, plus sourde encore, d'une époque où l'on préférait l'incandescence à la conservation, l'usure du plaisir à la sécurité du temps, et le chaos de la vie à la gestion anxieuse du risque?

D'aucuns rappellent, non sans raison, que Bardot n'aura finalement fait qu'incarner les valeurs d'une culture qui a fait d'elle un mythe: l'idole défunte d'un monde défunt, devenue infrequentable à mesure que le progrès moral redessinaient les frontières du dicible et du faisable.

Bardot était libre, entend-on aussi en boucle. Libre jusqu'à l'inconfort, jusqu'à l'erreur. Mais qu'on veuille bien à souligner la «toxicité» d'une telle liberté, comme si le rôle d'une actrice, d'une chanteuse ou d'une romancière

avait jamais été de promouvoir la prudence ou d'enseigner la bienveillance à l'usage des âmes sensibles.

Que toute personnalité subisse l'autopsie publique de son existence et de ses dires est devenu une habitude. Reste une question: ceux qui réclament l'effacement au nom des valeurs actuelles ont-ils conscience que, dans une société, par définition, en perpétuelle re-composition morale, leur propre position les expose tôt ou tard au même sort? Qui, exactement, peut prétendre y échapper? Car l'effacement n'est pas une sanction ponctuelle: c'est une mécanique, et de celles qui finissent par se retourner contre ceux qui l'actionnent. Qui promet aux uns, en léger différé, le sort qu'ils ont réservé aux autres. À ce régime-là, la primauté absolue de l'artiste sur l'œuvre

ne peut mener qu'à une impasse: nul ne méritera d'être admiré, encore moins célébré, puisqu'rien ni personne ne pourra durablement

satisfaire l'exigence d'une vertu mouvante, rétroactive et sans cesse redéfinie.

Bardot a sans doute dit des conneries, beaucoup; elle a heurté, parfois. Mais c'est peut-être cette obstination à ne pas toujours penser juste, ni comme il faut, ni comme tout le monde, qui nourrit aujourd'hui une nostalgie si vive chez des millions de Français lassés de voir leurs idoles se confondre avec des précepteurs de bonnes manières. Bardot était infidèle, mauvaise mère, mangeuse d'hommes, patriote, vieux jeu, croyante, libertaire. Et alors? Fallait-il, pour cela, diminuer son œuvre, minorer sa splendeur, raboter sa filmographie, soumettre son héritage au contrôle de nouveaux commissaires?

On a pu lire, sous une plume inspirée, que «la vieille tante raciste et acariâtre débarrassait enfin le plancher». Il me semble, au contraire, que beaucoup ont compris que cette tante avait le cœur plus lourd, le rire plus franc et l'âme plus haute que cette armée de grandes sœurs et de grands frères dont la générosité s'épuise dans le discours, et dont le catéchisme, sous couvert de progrès, s'avère surtout plus sectaire, plus triste et infiniment plus ennuyeux. ●

LE DESSIN DE
Morgan Navarro

PAPACAB



L'IA au secours des problèmes mathématiques irrésolus

Coup de tonnerre dans le monde académique : Ken Ono, spécialiste de la théorie des nombres et professeur titulaire à l'université de Virginie, quitte le monde universitaire pour la Silicon Valley. L'invité vedette du prochain Paris-Saclay Summit, événement organisé par *Le Point* les 18 et 19 février, devient « mathématicien fondateur » chez Axiom Math, start-up cofondée par une de ses anciennes élèves, Carina Hong, 24 ans. Après avoir levé 64 millions de dollars, elle poursuit un objectif ambitieux : créer le premier mathématicien artificiel, capable de tenir des raisonnements complexes et de résoudre des « problèmes ouverts » – ceux auxquels les humains n'ont pas encore trouvé de solution.

Un pari ambitieux

Axiom Math entend chambouler l'univers des start-up technologiques en s'éloignant de l'activité des grands modèles de langage classiques, comme GPT-4, encore relativement médiocres dans le domaine de la logique ou de calcul. L'entreprise



Figure mondiale de la théorie des nombres, le mathématicien Ken Ono quitte l'université de Virginie pour rejoindre la Silicon Valley.

entend se concentrer sur le raisonnement pur, la preuve mathématique et la vérification autonome, loin des intelligences artificielles dites « bavardes ».

Carina Hong croit dur comme fer au succès. D'origine chinoise, cette mathématicienne prodige n'a pas hésité à abandonner son doctorat à Stanford pour fonder sa propre entreprise. Elle y attire déjà des talents issus de Google DeepMind et de Meta, entre autres.

La preuve par l'IA

Ce virage est symbolique pour Ken Ono, l'une de ces recrues de choix, qui se montrait naguère

sceptique face à l'intelligence artificielle et qui y voit désormais l'avenir de sa discipline. « *Je n'ai absolument pas dit adieu aux mathématiques, je vais au contraire aller encore plus loin, explique-t-il au Point. L'IA introduit de nouveaux outils qui façonnent la manière dont la vérité mathématique est découverte et validée. J'ai rejoint Axiom Math pour guider cette transformation, afin qu'elle serve les mathématiciens avec une rigueur accrue.* » ●

ROMAIN GONZALEZ

UNE MIGRATION MILLIMÉTRÉE

Une étude de l'université de Lund (Suède) révèle l'extraordinaire précision migratoire des pies-grièches écorcheurs. Grâce à des enregistreurs miniaturisés de 1 gramme, les chercheurs, qui ont pu suivre leurs déplacements en continu, ont découvert un programme migratoire génétique d'une rare sophistication. Les oiseaux parcourent plus de 11 000 kilomètres, avec seulement 6 % de variation entre les individus, exécutant un « plan de vol » inné qui les mène de la Scandinavie à l'Afrique australe. Des résultats qui éclairent de façon nouvelle l'influence des programmes génétiques sur le comportement animal. **HÉLOÏSE PONS**

Un enregistreur de 1g a permis de suivre la pie-grièche écorcheur de la Scandinavie à l'Afrique.

ÉCRANS PRÉCOCES, RETARDS DURABLES

Une étude de l'Agence pour la science, la technologie et la recherche, installée à Singapour, menée sur 168 enfants pendant plus de dix ans, a établi un lien entre une forte exposition aux écrans avant l'âge de 2 ans et des effets durables sur leur développement. Les enfants concernés présentent vers 8 ans et demi une prise de décision plus lente et davantage de symptômes d'anxiété à l'adolescence. Les résultats soulignent également que la lecture partagée entre parents et enfants peut atténuer en partie ces effets. **H. P.**

COURSE À L'IA : QUAND LA FRANCE RIVALISE AVEC LA CHINE

Certes, la Chine prévoit de déployer des robots humanoïdes – comme Iron, de XPeng, ou les modèles Ubtech – dans ses usines et a déployé des essaims de drones au-dessus de grandes villes comme Chongqing pour illuminer le Nouvel An 2026.

Mais, dans ce vacarme technologique, un robot français avance en silence : Aru (*ci-dessus*), né à Toulouse chez Nio Robotics, est un quadrupède hybride capable de rouler, marcher et de se métamorphoser pour inspecter les usines, les sites énergétiques ou d'autres infrastructures sensibles comme les centrales nucléaires. Bref, une riposte française bien sentie à la robotique chinoise, en pleine expansion. **GUILLAUME GRALLET**

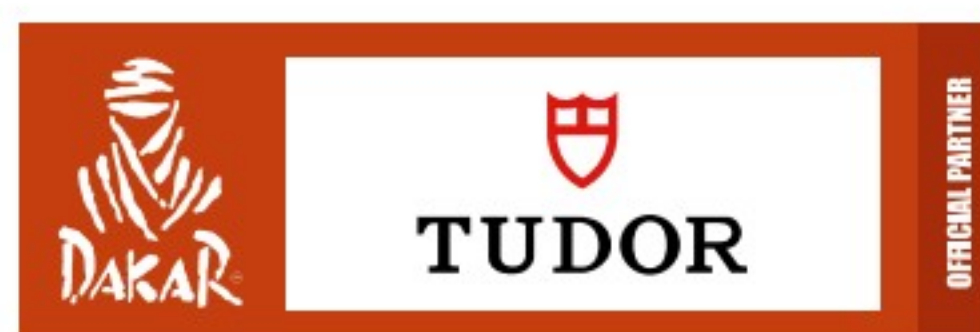




TUDOR



RANGER



Qu'est-ce qui nous pousse à nous dépasser ? À braver l'inconnu ? À nous aventurer au-delà de nos propres limites ? C'est l'état d'esprit à l'origine de la marque TUDOR, le même qui anime chaque individu qui porte cette montre. À l'image des participants du redouté Rallye **Dakar**. Ils portent à leur poignet la TUDOR Ranger, une montre d'expédition en acier de 36 ou 39mm, avec un Calibre Manufacture haute performance. Une montre robuste qui ne craint pas quelques grains de sable. Certains se contentent de suivre. D'autres sont nés pour oser.

**BORN TO
DARE***
*Né pour oser

CARNET



Légion d'honneur
Jean-Marc Sauvé,
vice-président
honoraire du
Conseil d'État et
ancien président
de la Commission

indépendante sur les abus sexuels dans l'Église catholique, a été élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur.

Échecs

Le Norvégien Magnus Carlsen, numéro un mondial des échecs, a remporté à Doha le Championnat du monde en cadence blitz. Il a battu en finale l'Ouzbek Nodirbek Abdusattorov, s'assurant son 20^e titre de champion du monde.

Théâtre



Alors que **Dominique Blanc** va quitter la Comédie-Française en juin, quatre comédiens viennent d'être nommés sociétaires : Noam Morgensztern, Claire de La Rue du Can, Pauline Clément et Gaël Kamilindi.

Fortune

Beyoncé a officiellement atteint le statut de milliardaire, rejoignant le groupe très restreint des chanteurs ayant franchi ce cap, comme son époux, Jay-Z, Taylor Swift, Bruce Springsteen et Rihanna, selon le magazine *Forbes*.

Opéra



Le chef d'orchestre **Semyon Bychkov** sera le nouveau directeur musical de l'Opéra de Paris pour un mandat de quatre saisons à

partir du 1^{er} août 2028, avec notamment pour mission de développer davantage son activité symphonique.

DÉCÈS



Francis Hallé

87 ans. Botaniste et biologiste. Ardent défenseur des forêts primaires, il était spécialiste de l'architecture des arbres et de l'écologie des forêts tropicales humides. Ancien professeur de botanique à l'université de Montpellier et à l'université Lovanium de Kinshasa, il lance en 1986 la grande aventure du «radeau des cimes». Aidé d'un architecte et d'un pilote de montgolfière, le botaniste met au point un dispositif ingénieux : une plateforme stationnée au-dessus de la canopée des forêts tropicales, soutenue par un

dirigeable, permet aux botanistes de travailler au sommet des arbres, où se trouve la biodiversité la plus riche. Il dirigera différentes missions scientifiques jusqu'en 2003. Francis Hallé portait aussi un autre projet : soutenir la renaissance d'une forêt primaire en Europe de l'Ouest sur un vaste espace d'environ 70 000 hectares, dans lequel une forêt déjà existante évoluera de façon autonome, renouvelant et développant sa faune et sa flore sans intervention humaine, sur une période de plusieurs siècles.



Évelyne Leclercq

74 ans. Ancienne animatrice télé. Après avoir débuté comme speakerine à l'ORTF, elle avait animé l'émission *Tournez... manège!*

Calbo

52 ans. Rappeur et écrivain franco-congolais. Voix emblématique du rap français, Calbony M'Bani était le cofondateur du groupe Arsenik avec son frère Lino.

Béla Tarr

70 ans. Réalisateur hongrois. Connu pour son œuvre souvent sombre, dont *Satantango*.

Jacqueline de Ribes

96 ans. Comtesse, icône du raffinement et de l'élégance française (*lire aussi p. 87*).

Pierre Bordage

70 ans. Écrivain. Révélé au début des années 1990 avec *Les Guerriers du silence*, immense succès qui contribua au renouveau de la science-fiction française.

Mohammed Harbi

92 ans. Historien algérien. Il a été l'un des premiers historiens algériens à questionner les récits officiels de la guerre de libération (1954-1962) et la construction politique post-indépendance.

Tatiana Schlossberg

35 ans. Journaliste américaine. Petite-fille de John Fitzgerald Kennedy, la fille de Caroline Kennedy souffrait d'un cancer rare du sang diagnostiqué en mai 2024.

PAGE RÉALISÉE PAR STELLA DE SANTIS



La toiture en bois et les puits de lumière naturelle, qui évoquent les forêts côtières du Pacifique Nord-Ouest, réduisent au maximum l'empreinte carbone du bâtiment.

À Portland, une canopée aéroportuaire

Le plus grand terminal d'aéroport en bois massif du monde, c'est lui. Ouvert cet été à Portland, ville de la côte ouest des États-Unis, ce gros porteur combine approche écologique et prouesse technique. Un sacré coup double qui a fait mouche auprès du jury des Holcim Awards 2025, concours international ayant réuni 20 mégaprojets de conception durable en clôture de la Biennale d'architecture de Venise. Ambiance forestière, abondante lumière naturelle... Participant à lutter contre le réchauffement climatique, cette structure réduit considérablement son empreinte carbone par rap-

port aux plateformes aéroportuaires classiques. Sa botte secrète ? Tout d'abord cette imposante toiture en bois massif local (sapin de Douglas lamellé-collé), haute de 15 mètres, dont les sections de taille équivalente à celle d'un terrain de football, couvre pas moins de 3,6 hectares ! Ensuite, pour atteindre leur objectif d'équilibre écologique, les équipes de ZGF Architects et du groupe Arup ont misé sur l'éclairage naturel passif du gigantesque auvent boisé, troué de puits de lumière inspirés des canopées des forêts côtières du Pacifique Nord-Ouest ● **SÉBASTIEN CHABAS**

PAGE DIRIGÉE PAR BRUNO MONIER-VINARD



ALPINE



A 0g CO₂/km



*Vectorisation Active du Couple Alpine

pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer

***400 CHEVAUX
4 ROUES MOTRICES
ALPINE ACTIVE TORQUE VECTORING*
SON HAUTE-FIDÉLITÉ DEVIALET®
MANUFACTURÉE À DIEPPE***

***4390
ÉLECTRIQUE***

EN COUVERTURE

À qui le tour ?

WHITE HOUSE/GETTY IMAGES VIA AFP

A photograph showing Donald Trump seated at a table in the foreground, looking towards the left. Behind him stand three men: Pete Hegseth on the left in a blue suit, John Ratcliffe in the center in a dark suit, and another man on the right in a dark suit with a red tie. They are in a dimly lit room with heavy black curtains in the background. A plastic water bottle is on the table to the right of Trump.

En direct. Le président américain Donald Trump, le secrétaire à la Défense Pete Hegseth (à gauche) et le directeur de la CIA John Ratcliffe surveillent les opérations militaires américaines au Venezuela depuis le club Mar-a-Lago de Donald Trump, le 3 janvier à Palm Beach, en Floride.

Hubris. Maduro capturé, Cuba et la Colombie menacés, le Groenland convoité et l'Iran sous haute surveillance... En 2026, Donald Trump fait feu de tout bois. Bien décidé à asseoir sa suprématie sur tout le continent américain et au-delà. Jusqu'où parviendra-t-il à pousser ses pions ?

PAR BRUNO TERTRAIS

Venons-nous, avec l'opération américaine au Venezuela, de connaître un véritable tournant dans la vie internationale ? Ce n'est pas certain. Mais l'opération Absolute Resolve ne va pas manquer de créer de nombreux soubresauts géopolitiques. Les proclamations hâtives sur « l'enterrement du droit international » ne sont pas de saison. Celui-ci a survécu à bien des crises depuis trois siècles, et surtout ne se limite pas à la question de la légalité des interventions militaires. De même, il n'est guère convaincant d'annoncer « la fin de l'ordre libéral », en affirmant que le signal donné par Donald Trump marque une nouvelle ère de la vie internationale.

Trump a-t-il ouvert une brèche dans laquelle d'autres vont forcément s'engouffrer ? L'intervention américaine au Panama et la capture du général Noriega (décembre 1989) sous George Bush père – d'ailleurs non condamnée

Pour Trump, « personne ne remettra plus en question la domination américaine dans l'hémisphère occidental ».

par la France – n'avait pas créé de précédent dont d'autres pays se seraient réclamés. Au demeurant, les Poutine et autres Xi n'ont nullement besoin d'un signal américain pour prendre quelque initiative stratégique que ce soit. Si la Chine devait tenter un coup de force sur Taïwan, le moment choisi dépendrait essentiellement des paramètres intérieurs et régionaux. Quant à la Russie, elle a déjà tenté plus d'une fois de renverser Volodymyr Zelensky ! Mais il est vrai que ces pays restent préoccupés de la légitimation – même artificielle – de leurs actions auprès des gouvernements et de l'opinion internationale. En cela, l'opération américaine joue en leur faveur.

À l'inverse, le coup de force de Trump pourrait avoir un effet dissuasif. On s'en souvient peu, mais c'est en partie en raison des images de la capture de Saddam Hussein que le ●●●



KYLE MAZZA-CNP/DPA/SIPA

Sous haute protection. L'ancien président vénézuélien Nicolas Maduro et son épouse arrivent à l'héliport de Wall Street, à New York, pour être conduits devant un tribunal, le 5 janvier.



●●● colonel Kadhafi avait signalé sa volonté de conclure un arrangement avec les Occidentaux. De même, le renversement du régime irakien avait incité Téhéran à suspendre ses activités nucléaires militaires.

La Russie et la Chine ne peuvent tirer aucune conclusion définitive de ce qui s'est passé au Venezuela. L'intervention américaine doit-elle être comprise comme signifiant une plus grande disponibilité de Trump à employer la force qu'elles ne le pensaient lors de son retour au pouvoir ? Ou est-elle le signe d'une focalisation des États-Unis sur leur environnement immédiat, au détriment de l'Europe et même de l'Asie ?

L'année commence en tout cas fort mal pour « l'axe des autoritaires ». Pour Moscou, l'enlèvement du président vénézuélien Nicolas Maduro est particulièrement cruel. D'abord parce que les deux pays venaient de ratifier un important « *traité de partenariat stratégique et de coopération* ». Ensuite parce que c'est la deuxième fois en six mois – après l'Iran en juin 2025 – que les défenses sol-air russes, une fierté du pays et un excellent produit d'exportation, sont prises en défaut. Tout comme les radars chinois... La Russie et la Chine peuvent aussi dire adieu aux ressources du sous-sol vénézuélien, qui regorge de matières premières. Pour Téhéran aussi, c'est une mauvaise nouvelle. L'Iran entretenait les meilleures relations avec le régime chaviste, et exploitait pleinement ses connexions narcoterroristes. Le pays, affaibli l'an dernier par les frappes israéliennes et américaines, connaît actuellement ses émeutes les plus importantes depuis des années. Or l'avertissement donné par Donald Trump, qui a affirmé le 2 janvier qu'il « *viendrait au secours* » du peuple iranien si les autorités du pays tuaient leurs opposants, ne peut que renforcer la paranoïa de celles-ci.

Démarche impérialiste, voire colonialiste.

Mais s'il y a une prochaine cible américaine, elle sera probablement en Amérique latine. Trump n'en fait nullement mystère : pour lui, « *personne ne remettra plus en question la domination américaine dans l'hémisphère occidental* ». C'est un retour sinon à la doctrine de Monroe – explicitement embrassée par la Stratégie de sécurité nationale publiée en décembre dernier – du moins à la deuxième moitié du XX^e siècle, émaillée d'interventions américaines sur le continent destinées à y garantir la prééminence de Washington. Ce n'est pas une démarche « néoconservatrice » : dans son intervention télévisée justifiant le coup de Caracas, Trump n'a à aucun moment prononcé le mot « démocratie ». La Maison-Blanche raisonnait vis-

à-vis de Maduro un peu comme Dick Cheney et Donald Rumsfeld voyaient Saddam Hussein : le but est de le renverser, peu importe le type de régime qui vient après. En l'espèce, c'est aussi une démarche impérialiste, voire colonialiste dès lors que l'appétit du président américain pour les ressources du sous-sol vénézuélien est ouvertement affirmé. Sans oublier la lutte contre les narcotrafics, qui a servi de justification juridique – sur le plan du droit américain – à l'intervention.

Cuba, une obsession américaine. Et le prochain pays sur la liste pourrait bien être Cuba, une obsession américaine plus ancienne que le Venezuela, l'Irak ou l'Iran, l'île des ancêtres du secrétaire d'État Marco Rubio... et de nombre d'habitants de cette Floride chère au cœur du président américain. Avec l'interruption de son approvisionnement en pétrole vénézuélien, combien de temps pourra-t-elle tenir ? L'autre pays sur ses gardes est la Colombie, dont le président est stigmatisé par Trump comme « *producteur de cocaïne* ». Mais si la lutte contre les narcotrafics est consensuelle à Washington, reproduire le même coup

dans un pays voisin du Venezuela alors que l'avenir politique de ce dernier reste incertain serait un pari plus que risqué. Quid du Groenland, comme le craignent certains en Europe depuis samedi ? Risquons une hypothèse : Trump fera tout pour acquérir le territoire – qui, du point de vue américain, fait lui aussi partie de

« l'hémisphère occidental » – mais il est sans doute persuadé qu'il pourra « l'acheter ». Il reste l'Iran. Mais Trump aurait bien davantage intérêt à attendre de voir si le régime s'effondre de lui-même qu'à se risquer à enlever l'ayatollah Khamenei, d'ajouter le chaos au désordre et à se retrouver dans une situation à l'irakienne...

Ce début d'année réduit en tout cas un peu plus les chances de Donald Trump d'obtenir un jour le prix Nobel de la paix. En moins d'un an, il a d'ailleurs procédé à davantage de frappes – missiles, bombes, drones – que son prédécesseur Joe Biden en tout un mandat.

Donald Trump n'a pas de stratégie. L'enquête réalisée par le *New York Times* (« The Separation », 30 décembre 2025) montre bien le mouvement brownien de la diplomatie américaine, la désorganisation d'une administration dans laquelle se font concurrence de multiples centres de pouvoir, et où des factions jouent chacune leur jeu pour appliquer au mieux la politique du président, et parfois pour les contrecarrer. Mais Trump a une vision, qu'il entend bien mettre en œuvre, et Absolute Resolve en est une nouvelle et brutale démonstration ●

Trump n'a pas de stratégie, mais une vision. « Absolute Resolve » en est une nouvelle et brutale démonstration.



Opération spéciale. De g. à dr., le général Dan Caine, le patron de la CIA, John Ratcliffe, et le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, en Floride, le 3 janvier.

La CIA retrouve son jardin

Secret. L'agence de renseignement renoue avec une longue tradition interventionniste en Amérique latine.

PAR ROMAIN GUBERT

D'ordinaire, les opérations de la CIA sont classées « top secret ». Une manière de protéger les sources sur le terrain. Une question de culture aussi : l'agence de renseignement agit dans l'ombre et ne revendique jamais ses actions. Avec l'assaut Absolute Resolve, mené au Venezuela contre Nicolas Maduro, la logique est inversée. Donald Trump a délibérément mis en scène le rôle de l'agence. John Ratcliffe, son patron, figurait au premier plan des clichés de la « war room » de Mar-a-Lago. Il a aussi participé à la conférence de presse célébrant le bon déroulé de l'opération.

Plusieurs fuites (savamment orchestrées) ont aussi permis de découvrir que la CIA avait installé, il y a plusieurs semaines, une taupe au sein du premier cercle de Nicolas Maduro,

qu'elle connaissait le moindre de ses faits et gestes et qu'une cellule clandestine d'agents américains était installée depuis le mois d'août à Caracas pour préparer l'opération. Cette mise en scène ne s'explique pas seulement par l'hubris de Donald Trump. Elle relève surtout d'un calcul politique et d'une rupture assumée : annoncer le retour en force des services de renseignement sur le continent latino-américain. Lors de son premier mandat, Donald Trump avait demandé en vain à la CIA, alors dirigée par Gina Haspel, d'organiser des opérations clandestines contre Nicolas Maduro. Sans succès. L'Amérique latine n'était pas la priorité de l'agence.

Antécédents. Pour le chercheur Raphaël Ramos, auteur de *La Puissance et l'Ombre. 250 ans de guerres secrètes de l'Amérique* (éd. du Cerf), cette opération se place dans un contexte de redéfinition des priorités américaines : « Tandis que l'administration Biden, avec William Burns à la tête de la CIA, avait mis sur pied en 2021 une cellule dédiée à la Chine regroupant l'ensemble des agences de renseignement américaines, l'administration Trump a, elle, mis en place le même type de structure mais sur la probléma-

tique du narcotrafic, et donc ciblant directement le continent. »

Même chose lors de la récente publication des priorités stratégiques américaines : la Chine a quitté le podium des risques prioritaires. Elle a été remplacée par les thèmes de la drogue et de l'immigration clandestine. Une façon, là encore, de pointer du doigt l'Amérique latine et de dégager des moyens opérationnels sur ce terrain.

Afficher aussi clairement le rôle de la CIA au Venezuela est une façon d'assumer le rôle de l'agence sur le continent. Ainsi que son passé, alors même que les services américains n'y ont pas laissé le meilleur souvenir.

En 1954, la CIA a ainsi joué un rôle direct dans le coup d'État au Guatemala pour défendre les intérêts de la puissante United Fruit Company, une entreprise bananière américaine. En avril 1961, à Cuba, l'opération de la baie des Cochons avait directement été organisée par l'agence. Elle a aussi joué un rôle majeur et direct dans le soutien aux dictatures militaires des années 1970 en Argentine, au Chili, en Uruguay, au Paraguay, en Bolivie et au Brésil.

En 2019, Trump avait demandé – sans succès – à la CIA de préparer une opération à Caracas.

Plus tard, Ronald Reagan a bien failli ruiner son premier mandat après avoir autorisé secrètement la CIA à apporter une aide de 20 millions de dollars aux Contras (contre-révolutionnaires nicaraguayens) et envoyé des agents de la CIA au Salvador pour étouffer la rébellion d'extrême gauche dans une guerre civile (1979-1992) qui a fait 72 000 morts.

Enfin, les agents américains ont évidemment joué un rôle majeur dans les deux opérations militaires américaines en Amérique centrale, en 1983, à Grenade, puis en 1989, au Panama, pour chasser Manuel Noriega, qui avait longtemps travaillé... comme informateur de la CIA ●

Maga show.

Donald Trump, ici lors d'un meeting à Rocky Mount (Caroline du Nord), le 19 décembre, a promis un « âge d'or » pour les États-Unis.

Hémisphère Trump

« **Americas First** ». En prenant le contrôle du Venezuela, Donald Trump revendique la suprématie des États-Unis sur tout le continent.

DE NOTRE CORRESPONDANTE
AUX ÉTATS-UNIS, CLAIRE MEYNIAL

Les Vénézuéliens n'y croyaient plus: le 3 janvier 2026, Nicolas Maduro a été fait prisonnier. À Mar-a-Lago, Donald Trump raconte l'« opération militaire extraordinaire ». Et annonce: « Nous allons diriger le pays jusqu'à ce que nous puissions faire une transition sûre, appropriée et judicieuse. » Cela pourrait prendre « un moment ». Son discours est désarmant de franchise. Trump évoque à peine le tournant pour les Vénézuéliens. Mais il avertit: « Nos entreprises pétrolières américaines, les plus grandes du monde, vont s'installer, dépenser des milliards de dollars, réparer les infrastructures, très abîmées, et gagner de l'argent pour le pays. »

Il s'agit de réparations pour le pétrole américain, « unilatéralement saisi et vendu » lors des nationalisations sous Chavez, en 2007, ainsi que pour les migrants vénézuéliens arrivés aux États-Unis. Marco Rubio, secrétaire d'État, et Pete Hegseth, secrétaire à la Défense, géreront le pays, même si Delcy Rodríguez, vice-présidente de Maduro, devient présidente. Les mots « démocratie » et « élections » ne sont pas prononcés.

C'est l'application de ce que le *New York Post* a appelé, le 8 janvier 2025, la « doctrine Donroe », jeu de mots alliant la doctrine Monroe et le prénom de Trump. Il s'y réfère. « La doctrine Monroe,



c'est pas rien, mais on l'a largement dépassée... On l'appelle maintenant le « document Donroe »... D'après la nouvelle Stratégie de sécurité nationale [la NSS, doctrine de politique étrangère et de défense de la Maison-Blanche, NDLR], la domination américaine dans l'hémisphère occidental ne sera plus jamais remise en question... » Le président colombien, Gustavo Petro, devrait « faire gaffe à ses fesses » et Cuba est « quelque chose dont nous finirons par parler ».

Rubio, d'origine cubaine, savoure. Il rêvait de la chute de Maduro pour mettre fin au bolivarisme, socialisme lancé par

Il y a un an. Le 8 janvier 2025, la « doctrine Donroe » fait la une du *New York Post*. La veille, expliquait le quotidien, le président américain, réélu en novembre 2024, avait notamment déclaré « vouloir renommer le golfe du Mexique « golfe d'Amérique » ».

Hugo Chavez, au Venezuela, à Cuba et au Nicaragua – la « troïka de la tyrannie », selon John Bolton, ex-conseiller à la sécurité nationale de Trump. Il déclare que le pétrole restera sous sanctions. « C'est un moyen de faire pression sur le régime vénézuélien. Qu'il fasse ce que les États-Unis veulent », estime Phil Gunson, à Caracas, pour l'International Crisis Group.

Deux axes: « enrôler » et « s'étendre ». Ce n'est pas tout. Le pétrole du Venezuela est devenu accessible à Fidel Castro quand Hugo Chavez a été élu président, en 1998. Éperdu d'admiration pour Castro, il avait donné jusqu'à 100 000 barils par jour à Cuba, qui les revendait. Selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), le manque d'entretien des plateformes pétrolières a fait tomber la production à 960 000 barils en novembre 2024, contre 3,4 milliards en décembre 1997. Les livraisons à Cuba seraient tombées à 30 000 barils. L'espoir de Rubio est que, sans cette manne, le régime cubain ne puisse plus contenir la grogne populaire et s'effondre. Il suggère aussi que les États-Unis pourraient intervenir: « Si je vivais à La Havane et que j'étais au gouvernement, je serais inquiet. » Le lendemain, dans son avion Air Force One, Trump lance: « Cuba est près de tomber. » Il menace aussi le Mexique.

La partie « hémisphère occidental » de la NSS de 2025 est claire: « Après des années de négligence, les États-Unis réaffirmeront et appliqueront la doctrine Monroe pour restaurer la prédominance... »

... américaine dans l'hémisphère occidental, et pour protéger notre patrie et nos accès à des lieux clés dans la région. Nous refuserons aux concurrents étrangers la capacité à positionner des forces ou à posséder ou contrôler des actifs vitaux. »

Deux axes sont mis en avant : « enrôler » des pouvoirs amis (qui contrôlent l'immigration, stoppent la drogue) et « s'étendre » à de nouveaux partenaires, même « aux visions différentes », s'il existe des « intérêts communs ». La présence militaire doit être réservée à cette zone, « loin des théâtres dont l'importance relative pour la sécurité nationale américaine a décliné ». Les ressources constituent un but majeur, « que l'Amérique devrait développer en établissant des partenariats ». C'est une adaptation de la doctrine Monroe du XIX^e siècle, dont l'idée était de bouter les Européens hors de l'hémisphère occidental (le continent américain). Teddy Roosevelt l'étendit en arrojant aux États-Unis le droit d'intervenir dans les pays latino-américains qui se comporteraient mal. Lui-même était un Rough Rider, de l'unité de cavalerie qui combattit dans la guerre contre l'Espagne en 1898.

« Arrière-cour ». Les États-Unis ont ensuite mené des dizaines d'opérations et d'occupations militaires dans la région, jusqu'aux années 1930. Eduardo Gamarra, politologue à l'Université internationale de Floride, retrace : « Plus tard, elles ont cessé, pour préférer, sous Franklin Delano Roosevelt, le soutien aux dictateurs, Fulgencio Batista, à Cuba, Anastasio Somoza, au Nicaragua... » C'est l'époque de la phrase : « C'est peut-être un fils de pute, mais c'est notre fils de pute. » Pendant la guerre froide, les coups d'État pour renverser les dirigeants de gauche sont organisés et financés en secret par la CIA. Il a fallu des demandes de déclassification pour confirmer son implication dans l'opération contre Salvador Allende, au Chili, en 1973. « Aujourd'hui, nous nous en vantons », note Gamarra.



QG. Le 3 janvier, le président américain et son secrétaire d'État, Marco Rubio, supervisent l'opération militaire américaine au Venezuela de Mar-a-Lago.

Les vidéos des 30 frappes sur des bateaux vénézuéliens ont été postées sur les réseaux sociaux et Trump a organisé une conférence de presse sous les ors de Mar-a-Lago pour la chute de Maduro. « Les États-Unis s'arrogent le droit de déterminer qui dirige les pays des Caraïbes. C'est un retour au

envoient les marines. Ils prennent le droit de décider des conséquences si un gouvernement ne fait pas ce qu'ils veulent. » Le prétexte démocratique a disparu, l'intérêt économique est assumé, en supposant que ni Vladimir Poutine ni Xi Jinping ne réagiront.

Fiona Hill, conseillère de la Maison-Blanche pour la Russie de 2017 à 2019, a témoigné au Congrès que des responsables russes avaient proposé un troc : si les États-Unis les laissaient tranquilles en Ukraine, ils cesseraient de s'ingérer au Venezuela. « Vous avez votre doctrine Monroe, vous voulez qu'on sorte de votre arrière-cour. Eh bien, nous, on a la nôtre. Vous êtes dans notre arrière-cour, en Ukraine », résumait-elle. Il s'agit alors de proposer un partage du monde. « Si l'on revient aux sphères d'influence, qu'est-ce que ça signifie pour la Chine et Taïwan et pour l'Ukraine ? » demande Phil Gunson. « Il n'y a

« Si l'on revient aux sphères d'influence, qu'est-ce que ça signifie pour la Chine et Taïwan et pour l'Ukraine ? »

Phil Gunson, de l'International Crisis Group

XIX^e siècle et début du XX^e, analyse le chercheur. Quand les gouvernements de la région ne faisaient pas ce que les États-Unis voulaient, ils

plus de droit international. Le monde fondé après la Seconde Guerre mondiale n'est plus. Il n'y a plus que trois puissances – la Russie, les États-Unis et la Chine –, qui agissent de manière unilatérale et se partagent le monde en fonction de leurs intérêts, résume Gamarra. C'est l'application de la NSS. C'est pour ça que la Chine s'est permis de mener des entraînements militaires près de Taïwan.»

En un an, l'hémisphère occidental est redevenu le centre de la politique étrangère américaine. Outre les opérations et les menaces militaires, la Maison-Blanche a appliqué des taxes douanières sur le Brésil (50 %, à cause de la « chasse aux sorcières » contre l'ex-président Jair Bolsonaro, proche de Trump), des sanctions (contre le Colombien Gustavo Petro, qui avait critiqué les frappes dans les Caraïbes), des campagnes de pression (sur des politiciens mexicains) et, au contraire, accordé des aides économiques (20 milliards de dollars à Javier Milei, président de l'Argentine, allié idéologique) ou

stratégiques (retrait de l'avertissement aux voyageurs au Salvador quand le président, Nayib Bukele, a incarcéré 200 Vénézuéliens déportés des États-Unis) et des traités commerciaux (Salvador, Équateur, Guatemala).

« Il faut qu'on le refasse [dans d'autres pays]... Personne ne peut nous arrêter. » Donald Trump

Marco Rubio l'a formulé dans le *Wall Street Journal* : la politique étrangère est désormais « *Americas First* », au pluriel. Le but affiché est la domination des États-Unis sur leur moitié du globe. Roxanna Vigil, du Council on Foreign Relations, peine à trouver la cohérence d'une doctrine Donroe. « *La NSS indiquait que l'administration Trump voulait une région stable et bien gouvernée, pointe-t-elle. Là, on a un pays, très*

grand, occupé par les États-Unis, qui engendre une instabilité majeure dans la région depuis plus de dix ans. Ça ne pointe pas vers la réduction de l'instabilité, de l'immigration, des drogues vers les États-Unis. » Le bilan des occupations américaines, en Irak ou en Afghanistan, ne lui donne pas tort. Roxanna Vigil se demande « *quels sont les principes mis en œuvre par le gouvernement Trump dans la région et comment ces derniers s'appliquent au contexte vénézuélien* ». Car l'administration américaine a fourni trois justifications différentes pour les interventions au Venezuela : le narcotrafic, les sanctions pour saisir les tankers de pétrole, puis uniquement le pétrole.

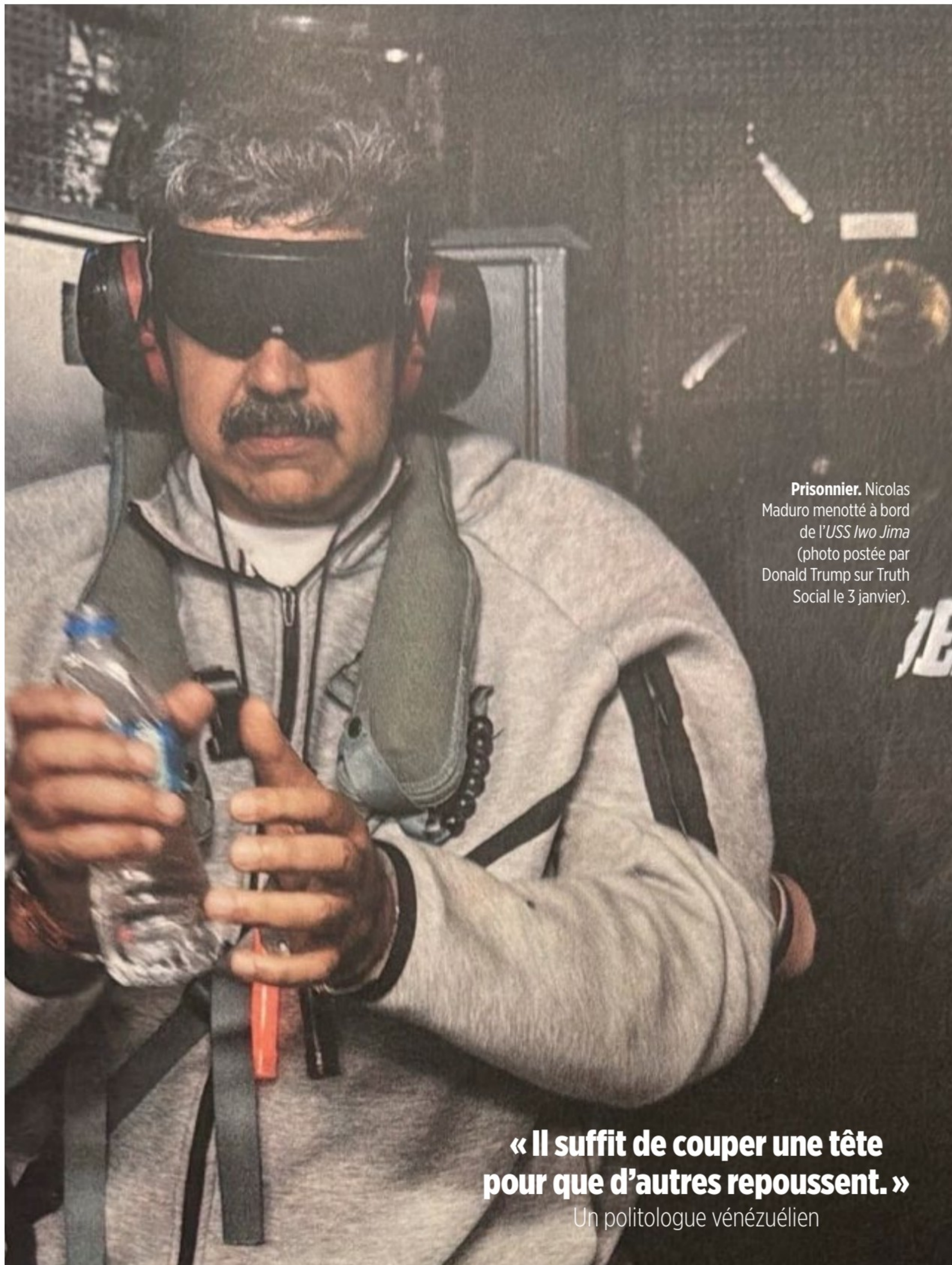
Élargissement. Celle de la drogue ressemble à un prétexte. Nicolas Maduro a été accusé à New York de narcoterrorisme, complot en vue d'importer de la cocaïne et possession d'armes automatiques, en lien avec le trafic de drogue. Pour justifier les frappes, Trump a invoqué les dizaines de milliers d'overdoses aux États-Unis de fentanyl, drogue de synthèse fabriquée au Mexique. Le Venezuela, lui, est un pays de transit pour la cocaïne colombienne destinée à l'Europe. Nicolas Maduro a comparu devant le tribunal qui a condamné à quarante-cinq ans de prison l'ex-président hondurien Juan Orlando Hernandez pour le trafic de 400 tonnes de cocaïne vers les États-Unis en 2024. Or Hernandez a été gracié par Trump le 1^{er} décembre 2025. Roxanna Vigil s'inquiète aussi de ce que l'intervention vénézuélienne signifie pour les pays de la « liste des envies » de Trump : Canada, canal de Panama, Groenland. Sur Fox News, Trump a affirmé : « *Il faut qu'on le refasse [dans d'autres pays]... Personne ne peut nous arrêter.* » Puis, interviewé par *The Atlantic* : « *On a besoin du Groenland, absolument.* » Il menace aussi d'intervenir en Iran si la répression des manifestations se poursuit. Un sérieux élargissement de l'hémisphère ●

L'AMÉRIQUE DANS LE VISEUR

- Pays ou régions menacés par Donald Trump
- Pays condamnant l'opération américaine au Venezuela
- Pays appelant à la désescalade
- Pays soutenant les États-Unis



Source : *Le Point*, au 6 janvier.
Infographie : Vanessa Gouge.



Prisonnier. Nicolas Maduro menotté à bord de l'*USS Iwo Jima* (photo postée par Donald Trump sur Truth Social le 3 janvier).

« Il suffit de couper une tête pour que d'autres repoussent. »
Un politologue vénézuélien

Les nouveaux visages de « l'hydre de Caracas »

Clan. Autour de Delcy Rodriguez, la présidente par intérim, le régime assure sa survie.

PAR OLIVIER UBERTALLI

Le siège de la Cour suprême vénézuélienne est un immense immeuble de béton d'une trentaine de mètres de hauteur situé non loin du palais présidentiel de Miraflores, dans le centre-ville de Caracas. Depuis la capture de Nicolas Maduro et de sa femme, Cilia Flores, par les Américains, c'est là que se joue la survie du régime chaviste. Le 3 janvier, l'institution, aux mains des proches de Maduro, a réalisé un tour de passe-passe juridique : elle a désigné la vice-présidente, Delcy Rodriguez, comme présidente par intérim tout en évitant de déclarer l'empêchement permanent du leader vénézuélien arrêté et transféré aux États-Unis pour y être jugé. Selon la Cour, cette circonstance exceptionnelle n'est pas prévue par la Constitution bolivarienne, ce qui ne l'oblige donc pas à convoquer rapidement une élection présidentielle, comme elle aurait dû le faire. De quoi donner au moins six mois de sursis au pouvoir. Les nouvelles fonctions de Delcy Rodriguez, d'une durée maximale de quatre-vingt-dix jours, sont en effet prolongeables une fois par l'Assemblée nationale, dont le président n'est autre que... le frère de la présidente, Jorge Rodriguez, devant qui elle a prêté serment ! Les



immenses portraits d'Hugo Chavez qui jalonnent Caracas peuvent continuer de sourire.

Même sans Maduro, le régime chaviste reste arrimé au béton de la Cour suprême. « *C'est une hydre très résiliente. Il suffit de couper une de ses têtes pour que d'autres repoussent* », ironise un politologue vénézuélien qui requiert l'anonymat. Aujourd'hui, Delcy Rodriguez, en juriste disciplinée, mine grave, ton martial, dénonce « *une attaque qui a des relents sionistes* » (sic) et assure qu'elle ne cédera pas un centimètre de souveraineté. Mais, derrière les grandes phrases, une question taraude les Vénézuéliens : celle qui dit ne vouloir que « *la paix* » négocie-t-elle déjà, en coulisses, avec ceux qui ont arrêté son ex-patron ?

Pour les Américains, le pari est clair. Ils ne croient pas que l'opposition au régime, incarnée par le Nobel de la paix Maria Corina Machado et Edmundo Gonzalez Urrutia, qu'une grande partie de la communauté internationale considère comme le président légitimement élu le 28 juillet 2024, dispose de la force opérationnelle suffisante pour prendre le pou-

voir : pas d'appareil militaire, pas de contrôle territorial, pas de chaînes de commandement. L'administration de Donald Trump, poussée par le secrétaire d'État, Marco Rubio, et par une partie du Congrès, regarde donc vers Delcy Rodriguez.

À Caracas, on redoute pourtant que l'arrestation de Maduro ne soit pas le grand soir démocratique tant espéré mais un arrangement de realpolitik. Delcy Rodriguez resterait en place sous le parapluie des Américains et leur garantirait l'accès aux richesses pétrolières du Venezuela. En échange, elle obtiendrait la promesse de ne pas être capturée, Trump l'ayant menacée de connaître un sort « *probablement pire que celui de Maduro* » si elle ne se pliait pas aux exigences américaines. Ainsi survivrait le « *madurisme* » sans Maduro.

Des rentes et des crimes. « *Sous Chavez, il y avait une tête qui dépassait toutes les autres. Aujourd'hui, il n'y a plus de leader charismatique qui impose sa décision à tout le monde. On a une conjonction d'intérêts qui fait que personne n'a intérêt à céder le pouvoir* », remarque Thomas Posado, auteur de *Venezuela : de la révolution à l'effondrement* (Presses universitaires du Midi). L'hydre arbore désormais quatre visages : Delcy Rodriguez ; son frère Jorge ; le ministre de l'Intérieur, Diosdado Cabello ; et le ministre de la Défense, Vladimir Padrino Lopez. Des civils et des militaires, des idéologues et des affairistes, tous liés par les rentes et les crimes du système.

Delcy Rodriguez, d'abord. Fille d'un « *martyr de la révolu-*... »

... tion»—Jorge Antonio Rodriguez, accusé de braquages de banque et du kidnapping d'un entrepreneur américain, et torturé à mort par la police lors d'un interrogatoire—, l'ex-chef de la diplomatie représente le versant civil du régime. Celui des cadres politiques, des négociateurs, des avocats du pouvoir. Elle n'a ni le charisme rugueux de Chavez ni la raideur syndicale de Maduro. C'est elle, chuchote-t-on à Caracas, qui aurait « livré » Maduro à Trump. Elle forme avec son frère Jorge un binôme clé. Lui à l'Assemblée nationale et au Parti socialiste unifié du Venezuela, elle à l'exécutif et au pétrole.

Delcy Rodriguez vit de contrats, de négociations pétrolières, de ponts tendus vers les compagnies étrangères, d'arrangements avec les partenaires chinois, russes, iraniens. Dans le schéma imaginé à Washington, elle ouvrirait les vannes de l'or noir vénézuélien. Un visage acceptable par la communauté internationale ? *« C'est une des pires figures de la dictature vénézuélienne. Elle représente l'autocratie, la corruption et le narcotrafic. Quelle autorité morale a-t-elle pour mener une transition vers la démocratie ? »* peste le président panaméen, José Raul Mulino.

Delcy Rodriguez sait ce qu'elle risque si le système s'effondre. Dossier à La Haye, accusations de répression, de complicité de crimes contre l'humanité...

À ses côtés, Jorge Rodriguez, cerveau politique, a été le grand architecte de toutes les pseudo-négociations avec l'opposition. Il a appris à signer des accords qu'on n'applique jamais et à donner juste

« Delcy Rodriguez est une des pires figures de la dictature vénézuélienne. » José Raul Mulino

assez de gages pour desserrer l'étau sans jamais rompre le cercle du pouvoir. Il contrôle l'agenda parlementaire et la prolongation éventuelle de l'intérim de sa sœur.

Plus bestial, Diosdado Cabello reste le *bad cop* du chavisme. Ancien militaire, compagnon de route historique de Chavez, il incarne la ligne dure et répressive. *« Il appartient à cette aile affairiste et répressive qui combine enrichissement et intimidation permanente »*, note Thomas Posado. Il serait selon Washington l'une des figures centrales du cartel de Los Soles,

ce réseau de militaires et de fonctionnaires soupçonnés de faciliter le transit de la cocaïne et de permettre l'exportation de plusieurs centaines de tonnes de drogue vers les États-Unis et l'Europe. Pour les services américains, le cœur du pouvoir chaviste fonctionne comme un *« cartel adossé à l'État »*, où les institutions servent autant à la survie politique du régime qu'à la protection des flux de cocaïne.

L'affaire des *narcosobrinos* (« neveux trafiquants de drogue ») en a fourni une illustration spectaculaire et a servi de fondement au raid américain. En 2015, deux neveux de Cilia Flores sont arrêtés par la Drug Enforcement Administration (DEA) à Port-au-Prince alors qu'ils tentent d'acheminer 800 kilos de cocaïne vers les États-Unis, en utilisant des militaires, des avions privés et des passeports diplomatiques. Devant un tribunal de New York, ils expliqueront que l'argent de l'opération devait *« aider la famille à se maintenir au pouvoir »*, avant d'être condamnés à dix-huit ans de prison, peine effacée en 2022 lors d'un échange de prisonniers entre Washington et Caracas.

L'enfer de l'Orénoque. Enfin, le général Vladimir Padrino Lopez, ministre de la Défense depuis onze ans, assure la loyauté de l'armée. Une institution qui a beaucoup à perdre, car des centaines de hauts gradés ont bâti des fortunes à l'ombre de l'État. Ils gèrent des entreprises publiques et semi-publiques, en particulier dans le secteur pétrolier et minier.

Dans l'« arc minier de l'Orénoque » (sud-est du pays), militaires et groupes armés tirent profit de l'extraction sauvage de l'or et du cobalt. L'Orénoque est ainsi un territoire de non-droit où se combinent exploitation illégale, travail forcé, violences contre les communautés indigènes et présence de groupes armés comme l'ELN colombien, le tout sous le regard bienveillant ou la participation active des com-

Sur la trace des millions de Maduro

On ignore précisément le montant de la fortune amassée par Nicolas Maduro, ancien chauffeur de bus, resté au pouvoir pendant treize ans. Son ancien vice-président et ministre du Pétrole, Tareck el-Aissami, arrêté en 2023, avait été accusé d'avoir détourné, à lui seul, près de 15 milliards de dollars. La Suisse a ordonné, le 5 janvier, le gel des avoirs liés au régime, sans en préciser le montant. En août 2025, la procureure générale américaine Pam Bondi a annoncé avoir saisi plus de 700 millions de dollars de biens appartenant à Maduro. Sur la liste, deux jets, une villa en République dominicaine et des pro-

priétés en Floride, un haras, neuf voitures, des bijoux... En 2019, une série d'enquêtes internationales avait révélé la vente par Caracas de plus de 100 tonnes d'or pour contourner les sanctions commerciales et, officiellement, renflouer les caisses de l'État. Cet or a été principalement cédé à la Turquie, via une raffinerie appartenant à un proche d'Erdogan, et à une société de courtage émiratie, basée à Dubai, la plaque tournante du trafic d'or mondial. Au profit de qui ? Les nombreux voyages de Nicolas Maduro dans la région avaient éveillé les soupçons d'une évasion de capitaux à grande échelle ● GUILLAUME PERRIER



mandants vénézuéliens. Le même schéma se retrouve à la frontière colombienne, où la protection accordée à l'ELN et à des dissidents des Farc permet au régime de taxer le passage de la cocaïne et d'entretenir une économie parallèle aux sanctions internationales.

Face à cette machine à cash et à répression, la société vénézuélienne paie le prix fort depuis des années. Plus de 8 millions de personnes ont quitté le pays, soit un tiers de la population. Le PIB a chuté de 74 % entre 2014 et 2020. Le salaire minimal officiel est de moins de 1 dollar par mois. Les infirmières gagnent 3 dollars, les professeurs une quinzaine. Les hôpitaux manquent de tout. Les écoles publiques n'ouvrent que deux ou trois demi-journées par semaine, poussant des institutrices à enseigner bénévolement dans leur salon, à Petare ou à Antimano. « Toute l'innovation et l'expertise scientifique du pays ont été démantelées », soupire un ancien recteur de l'université Simon-Bolívar.

Le pouvoir soumet la population par la pauvreté et la répression. Après la présidentielle truquée de 2024, plus de 2 300 personnes ont été arrêtées et 25 tuées en quelques jours, selon les chiffres officiels. L'ONG Foro Penal recensait encore plus de 800 prisonniers politiques fin 2025, dont des proches de Maria Corina Machado et un gendarme argentin, après plusieurs vagues de libérations. Cette « machinerie répressive », selon Human Rights Watch, qui aurait fait des cen-

Héritiers. Sous les portraits de Bolívar, de Maduro avec son épouse et de Chavez, la présidente par intérim, Delcy Rodríguez, le ministre de la Défense, Vladimir Padrino Lopez (en treillis), et le ministre de l'Intérieur, Diosdado Cabello (casquette), à Caracas, le 4 janvier.



« Narcosobrinos ».

Deux neveux de Cilia Flores, l'épouse de Nicolas Maduro, lors de leur arrestation par la Drug Enforcement Administration en 2015 pour trafic de cocaïne vers les États-Unis.

taines de victimes depuis l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez en 1999, combine exécutions judiciaires, disparitions forcées, tortures et détentions arbitraires, souvent menées par la garde nationale bolivarienne et les services de renseignement. Une mission d'enquête de l'ONU sur le Venezuela parle de « crimes contre l'humanité » commis de manière planifiée contre les opposants réels ou supposés et dénonce « l'impunité quasi totale » des responsables politico-militaires.

Autour de l'appareil d'État, un autre bras armé opère : les *colectivos*, véritables milices urbaines au service du pouvoir. Ils répriment les manifestations, contrôlent des morceaux de territoire et servent d'auxiliaires à la police politique. « C'est d'eux que nous nous méfions le plus en cas de vide institutionnel », témoigne un habitant du bidonville de Petare.

Des quartiers populaires de Caracas aux mines de l'État de Bolívar, le pouvoir partage le contrôle de la violence avec ces groupes. Impossible d'imaginer un changement de régime en fermant les yeux sur ces forces de terrain qui ont appris à vivre de la guerre de basse intensité. « Le système Maduro provient du castisme, qui n'est pas seulement une idéologie mais une technologie du pouvoir. Cela passe par la surveillance, le clientélisme et le chantage à la nourriture et aux médicaments », explique l'historienne franco-vénézuélienne Elizabeth Burgos, qui a bien connu Fidel Castro.

Cette « technologie du pouvoir » a été importée de La Havane avec l'implantation de conseillers et de médecins cubains au cœur des services de renseignement et des dispositifs de contrôle social : registres d'électeurs, comités de quartier, distribution de nourriture. À la matrice castriste s'est greffé, au fil des années Maduro, un réseau d'alliances géopolitiques. D'anciens responsables du renseignement décrivent le pays comme une plateforme logistique et financière pour ces réseaux, dans une logique d'« axe narcoterroriste » qui mêle officiers chavistes, guérillas colombiennes et cadres du Hezbollah. En ruine, le Venezuela est devenu un nœud géopolitique où se croisent ELN colombien, résidus des Farc, réseaux iraniens, Hamas, cartels de la cocaïne et investissements chinois.

Protectorat. Dans les rues de Caracas, l'embrasement redouté n'a pas eu lieu. Du moins pour l'instant. Il n'y a pour l'heure pas d'appel à l'insubordination de l'armée, pas de base aérienne occupée et peu de dissidences visibles. Donald Trump n'a pas choisi de composer avec Maria Corina Machado, qui promettait au *Point*, en janvier 2025, de transformer en « hub énergétique » le « hub criminel » vénézuélien. En coulisses, l'entourage du président américain négocierait avec Delcy Rodríguez, son frère Jorge et les généraux – le secrétaire d'État, Marco Rubio, servant de courroie de transmission. Trump parle d'une transition qu'il entend contrôler, évoque presque un protectorat et se vante déjà de sécuriser le pétrole vénézuélien comme on sécurise un actif stratégique. Dans ce jeu à somme nulle, les Vénézuéliens se retrouvent pris entre la survie politique de l'« hydre de Caracas » sur fond de rentes et les calculs de Donald Trump. Pour leur plus grand malheur, le régime est encore debout malgré la décapitation de son chef. « On n'aperçoit pas le bout du tunnel », regrette un habitant de Caracas ●

Pétrole, un pari coûteux

Or noir. Mis à mal sous les ères Chavez et Maduro, le secteur est délabré.

PAR OLIVIER UBERTALLI

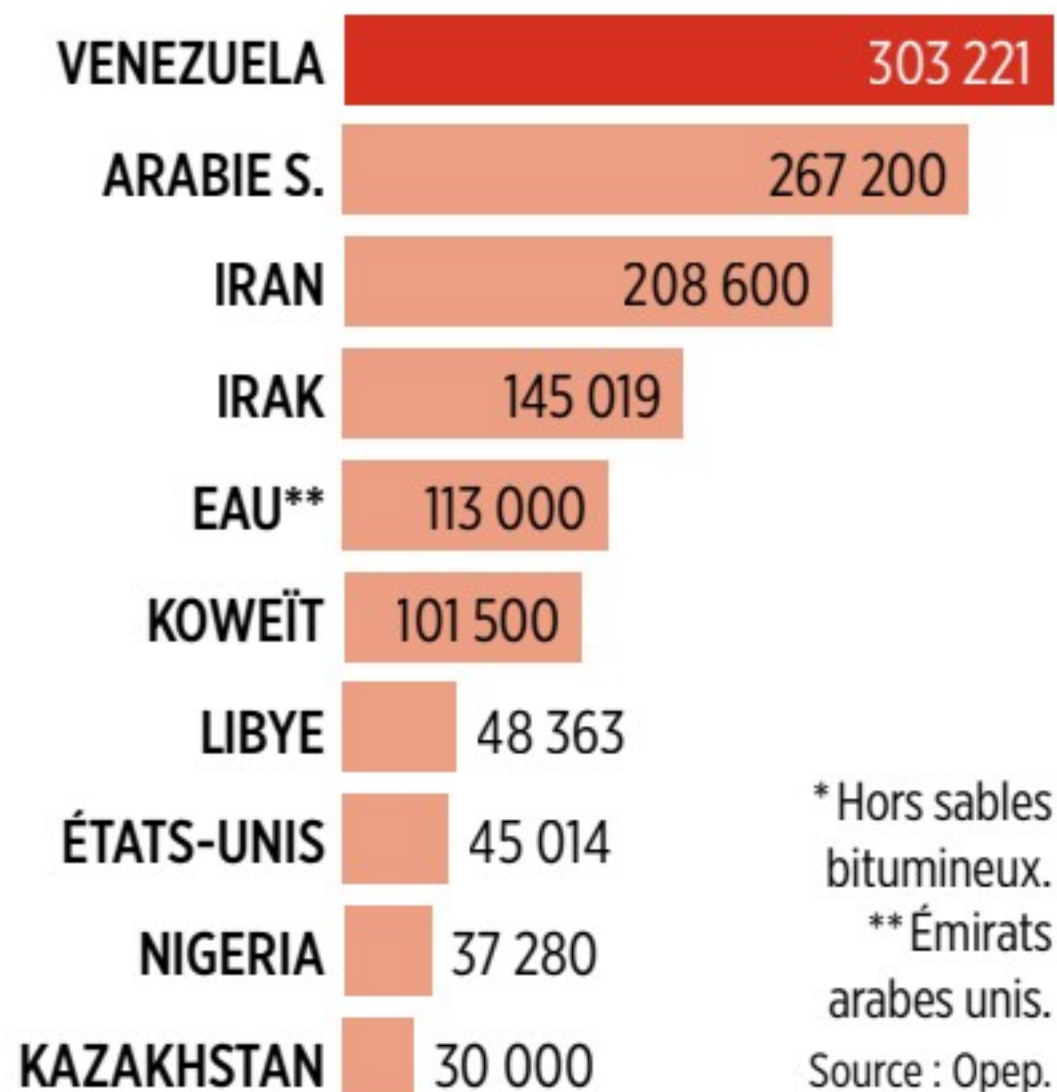
« **C'**est pour le pétrole ! » Trump a cloué le bec des complotistes en avouant, avec le sourire, sa stratégie économique. Oui, les États-Unis sont très intéressés par les hydrocarbures du Venezuela. « *Nous allons faire entrer nos très grandes compagnies pétrolières américaines pour qu'elles investissent des milliards de dollars, réparent les infrastructures gravement dégradées et recommencent à faire gagner de l'argent au pays* », promet-il. Pas si simple. Pour relancer la production, il faut des dizaines de milliards de dollars d'investissements sur plus de dix ans.

Les infrastructures sont en effet en état de délabrement. Entre 1920 et 1980, le pétrole avait pourtant permis au Venezuela d'afficher l'un des PIB par habitant les plus élevés d'Amérique latine. Jusqu'à ce qu'Hugo Chavez exproprie les sociétés étrangères et intervienne dans PDVSA : « *Avant, c'était l'une des entreprises publiques les mieux gérées du monde. Puis il a mis son nez dans les comptes et puisé dans les caisses pour financer ses programmes sociaux et politiques* », rappelle l'ex-directeur, José Toro Hardy. Fin 2002, Chavez licencie 18 000 employés, « *remplacés par des cadres sans compétence* ». Dès 2013, Nicolas Maduro prolonge les purges. La corruption finit de siphonner les ressources. L'un des plus gros scandales aurait permis de détourner 17 milliards de dollars.

« *Nous devrions produire 6 millions de barils par jour, pas 1 million. Mais Chavez et Maduro ont pris l'argent et sous-investi pendant vingt-cinq ans. Nous avons des réserves prouvées pour mille ans, mais il est clair que le pétrole ne durera pas si longtemps. C'est maintenant que notre pays doit écouler sa production* », se déssole Toro Hardy. Sans stabilité politique, pas sûr que les majors américaines se

LE VENEZUELA CONCENTRE 15 % DU PÉTROLE MONDIAL

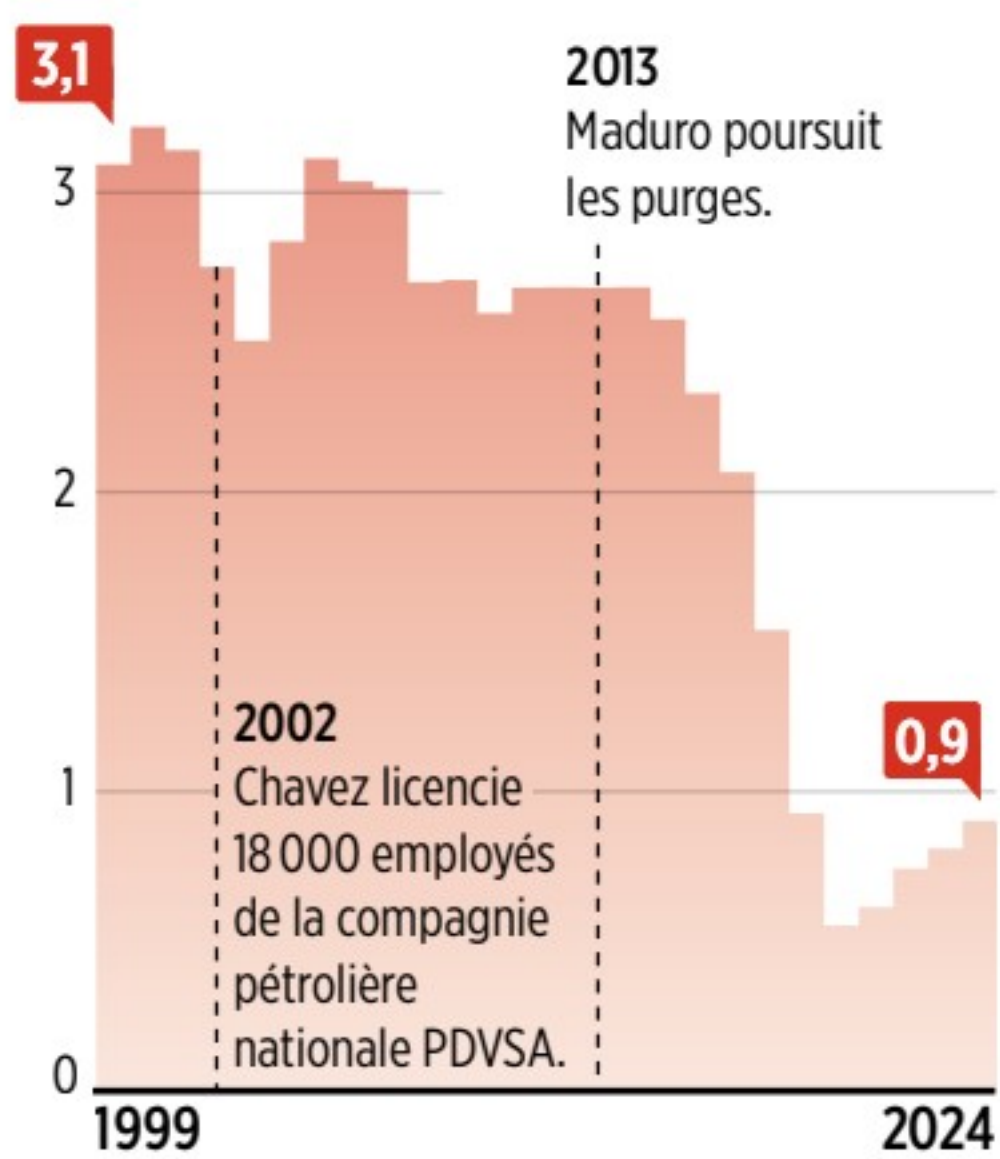
Réserves prouvées de pétrole brut en 2024, en millions de barils*



* Hors sables bitumineux.
** Émirats arabes unis.
Source : Opep.

UNE PRODUCTION EN BERNE

Production de pétrole et autres liquides, en millions de barils par jour



Sources : Institut national de statistique du Venezuela, Agence américaine d'information sur l'énergie.

Licenciements massifs, corruption et sous-investissement ont siphonné les ressources pétrolières.

presseront pour pomper les réserves du lac de Maracaibo et de l'Orénoque.

L'ambition trumpienne s'appuie sur un besoin pragmatique. Les raffineries américaines du golfe du Mexique ont en effet été conçues pour traiter le brut vénézuélien, essentiel à la production de diesel pour les milliers de camions américains. Ne tournant pas à plein régime, elles ont besoin de ce pétrole lourd et acide, sachant que les relations avec le Canada, principal fournisseur étranger, se sont refroidies. Trump a beau jeu de présenter ce retour en force comme une revanche sur les nationalisations de 1976. Les compagnies américaines avaient alors été largement indemnisées.

Juste avant l'intervention du président américain, les tankers de Chevron sortaient encore des ports vénézuéliens. Le groupe bénéficie d'une exemption. Après avoir révoqué l'ancienne licence, le Trésor lui a accordé, en juillet 2025, une nouvelle dérogation pour continuer d'exploiter et de transporter le brut via des sociétés communes avec la société publique PDVSA. Officiellement, elle interdit à Chevron de verser de « *l'argent frais* » au gouvernement.

Cheval de Troie. Présente depuis 1923, Chevron est la seule major américaine à être restée au Venezuela lorsque Chavez a renationalisé les actifs, tenant bon malgré les purges et la corruption. « *Nous souhaitons participer à la reconstruction de l'économie vénézuélienne quand les circonstances évolueront* », expliquait son PDG, Mike Wirth, en novembre 2025. La société assure près d'un quart de la production – environ 250 000 barils par jour –, et reste le premier investisseur étranger, alors que le français TotalEnergies et le norvégien Equinor ont renoncé.

Pour Caracas, Chevron représente un lien avec Washington. Pour la Maison-Blanche, c'est un moyen de pression, voire un cheval de Troie, le jour où un gouvernement coopératif voudra « reconstruire » l'industrie. Delcy Rodríguez, la présidente par intérim déjà en charge des dossiers pétroliers, se dit prête à discuter ●

Roberto Saviano

« Un centre logistique du narcotrafic »

Méthode. L'auteur de « Gomorra » nous décrit le système Maduro, où les neveux de la première dame avaient un rôle central.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE ONO-DIT-BIOT

Le Point: Comment fonctionne exactement le trafic de drogue au Venezuela ?

Roberto Saviano: Depuis des décennies, le pouvoir vénézuélien est étroitement lié aux cartels criminels, non pas comme une déviation, mais comme une architecture gouvernementale. Les enquêtes les plus fiables, en particulier celles d'InSight Crime, ont montré que le Venezuela n'est pas un pays producteur de cocaïne, mais qu'il est l'un des principaux centres logistiques du trafic mondial de drogue. Au centre de ce système, il n'y a pas un cartel classique, mais le Cartel de los Soles : une structure militaire et étatique qui garantit la couverture, l'impunité et les infrastructures au trafic, principalement colombien, en utilisant les aéroports, les ports, les documents officiels et les appareils de sécurité vénézuéliens. À côté de la dimension institutionnelle, une figure clé avait émergé : Wilber Varela, dit « Jabon », mort en 2008. Ce n'était pas un simple narcotrafiquant, mais un courtier politico-criminel qui gérait les expéditions vers le Honduras et les Caraïbes, coordonnait les itinéraires, entretenait des relations avec l'appareil militaire et contrôlait des segments décisifs du système pénitentiaire. Il était le point de contact entre les cartels, l'État et la répression. Le Venezuela est ainsi, en effet, devenu un narco-État de transit. La drogue n'infiltrer pas le pouvoir : c'est le pouvoir qui organise, protège et monétise le trafic. La criminalité ne défie pas l'État, mais l'utilise. L'idéologie du régime a servi d'écran moral pour neutraliser la dissidence interne, légitimer la violence, et justifier l'enrichissement des cadres dirigeants.

Quel était le rôle des neveux de Cilia Flores, épouse de Maduro ? Où sont-ils aujourd'hui ?

Efrain Antonio Campo Flores et Franqui Francisco Flores de Freitas sont surnommés les « narco-sobrinos », les « narco-neveux ». Ils sont en effet les neveux de Cilia Flores, épouse de Maduro, et ils ont été arrêtés en 2015, interceptés par la DEA [Drug Enforcement Administration, agence fédérale américaine chargée notamment de la lutte contre le trafic de drogue aux États-Unis, NDLR] en Haïti alors qu'ils organisaient l'expédition de 800 kilos de cocaïne à destination des États-Unis. Il ne



Roberto Saviano.
Écrivain et journaliste italien. Dernier livre paru : *Giovanni Falcone* (Gallimard).

s'agit pas de personnages marginaux, mais de deux hommes qui ont grandi au sein du palais du pouvoir, protégés, accrédités et convaincus d'être intouchables. Ils ne parlent pas comme de petits trafiquants, mais comme des fonctionnaires, promettant à leurs interlocuteurs l'accès à des pistes militaires, une couverture institutionnelle et une protection politique. Leurs propos montrent clairement que la drogue sert à financer le pouvoir, à maintenir le régime en place. Lorsque leur procès s'ouvre à New York, en 2016, la salle d'audience n'entend pas seulement la description du trafic de stupéfiants, mais aussi une mise au point sur une méthode « étatisée », à savoir l'utilisation des infrastructures vénézuéliennes – aéroports, forces armées, passeports diplomatiques – comme outils logistiques du trafic de drogue.

Les deux hommes ont été condamnés en 2017 à dix-huit ans de prison. Mais en décembre 2022, Maduro a obtenu leur libération dans le cadre d'un échange de prisonniers avec les États-Unis : sept citoyens américains en échange des neveux de la première dame. La condamnation reste valable. Mais l'impunité est rétablie.

Comment expliquer que Trump ait gracié l'ancien président du Honduras, Juan Orlando Hernandez, reconnu coupable d'avoir facilité l'importation de plus de 400 tonnes de cocaïne aux États-Unis ?

Juan Orlando Hernandez a été, en effet, reconnu coupable par un tribunal fédéral américain d'avoir facilité l'importation de plus de 400 tonnes de cocaïne aux États-Unis et d'avoir reçu des millions de dollars de pots-de-vin de la part d'organisations criminelles, y compris des réseaux liés au cartel

d'El Chapo. Le 26 juin 2024, il est condamné à quarante-cinq ans de prison dans un pénitencier fédéral américain. Un peu plus d'un an plus tard, le 1^{er} décembre 2025, Trump lui accorde, en effet, une grâce totale. Mais la sortie de prison de Hernandez n'est en rien une contradiction pour le pouvoir trumpien, car l'ancien président du Honduras peut soutenir des politiques anti-immigration et protéger les intérêts américains directement liés à la présidence. Il apparaît donc clairement que la lutte contre la drogue n'est pas un principe, mais une rhétorique modulable, et que la cohérence n'est pour Trump qu'un frein à l'exercice de son autorité ●

« C'est le pouvoir qui organise, protège et monétise le trafic. »

« Nous ne sommes pas encore libres »

Reportage. À Caracas, les Vénézuéliens se réjouissent du départ du dictateur. Mais la peur demeure face au système en place.



PAR SIMON GIRARDIN, À CARACAS,
AVEC OLIVIER UBERTALLI

Le Venezuela retient son souffle, après l'extraction de Nicolas Maduro et de son épouse, Cilia Flores, vers les États-Unis. Dans les rues de la capitale, une question obsède désormais les esprits : « *Et maintenant ?* » Entre un soulagement presque électrique et une incertitude pesante, la population tente de décrypter un paysage politique et social qui refuse encore de se dessiner clairement. Le silence de plomb qui s'était abattu sur Caracas le 3 janvier, après les bombardements et le passage des chasseurs américains, s'est fissuré dès le dimanche 4 janvier. La capitale a repris un semblant de vie. Dans les parcs et sur les grandes avenues, on croise des joggeurs, des familles au restau-

rant et un trafic automobile plus dense que la veille. Mais sous le vernis de la normalité, la méfiance reste la règle. Si certains osent commenter les événements des derniers jours à voix haute, d'autres s'emmurent dans le si-

Incertitude. Après l'attaque menée dans la capitale par les forces américaines le 3 janvier, le pays retient son souffle.

« Ce qui nous terrifie, c'est que le régime survive à Maduro. »

Carlos, habitant de Caracas

lence, jetant des regards furtifs autour d'eux. On ne perd pas si rapidement les réflexes de discrétion acquis en vingt-six ans de chavisme.

« *Ils ont sorti Maduro, c'est ce qu'on voulait. Mais les autres sont toujours là : Diosdado Cabello, Delcy Rodríguez, Padrino Lopez...* », lâche

Victoria, une quarantenaire de grande taille, dans la file d'attente d'un supermarché d'El Cafetal, un quartier de classe moyenne situé au sud-est de la ville. « *Il y a encore des centaines de prisonniers politiques. Nous ne sommes pas encore libres et le plus dur reste à faire.* » Comme elle, des centaines de Vénézuéliens, hantés par le spectre des grandes pénuries des années 2016 et 2017, se ruent sur les produits d'hygiène, les médicaments et les denrées de base.

Devant les pharmacies et les épiceries, les rideaux de fer restent à demi baissés. On laisse entrer les clients au compte-gouttes. « *Ce qui nous terrifie, c'est que tout s'arrête là. Que rien ne bouge plus et que le régime survive à Maduro* », confie Carlos, un architecte d'une cinquantaine d'années aux cheveux noirs bouclés, posté sur l'avenue Rio-de-Janeiro.

AFP

La tension est palpable autour des points de vente d'eau potable. Dans une ville soumise aux coupures chroniques, l'incertitude sur la continuité des services publics est totale. Dans le quartier chic et commercial de Las Mercedes, surnommé «le Manhattan de Caracas», Pedro Leal attend dans sa voiture, coincé dans une file interminable devant une station-service. «Donald Trump a dit que si le gouvernement ne cédait pas, les bombardements pourraient reprendre. Il faut être prêt et avoir de l'eau, de la nourriture, des médicaments... On ne sait pas combien de temps on va devoir tenir», souffle-t-il.

Alors que le régime avait durci les mesures de sécurité sous la pression américaine, les habituels points de contrôle policiers ont mystérieusement disparu le dimanche. Mais la situation sécuritaire reste précaire. Dès le 5 janvier, le jour où Delcy Rodríguez a prêté serment devant son frère Jorge, président de l'Assemblée nationale, le régime a rétabli les contrôles arbitraires. Une quinzaine de journalistes vénézuéliens et étrangers ont été arrêtés. Certains ont été relâchés, d'autres expulsés. Le soir, des tirs ont été entendus autour du palais présidentiel de Miraflores.

Angoissés. Juliana et Gerardo, deux septuagénaires du quartier modeste de Las Acacias, ont été surpris dans leur sommeil, le samedi matin vers 1 h 50. Quelques minutes avant les premières bombes, le courant a sauté dans leur appartement. Une sous-station électrique du secteur a été frappée par les Américains. Dimanche soir, ils étaient toujours dans le noir. L'électricité a été rétablie dans la semaine dans la plupart des quartiers de la ville, tandis que les coupures d'eau se poursuivaient parfois, sans que l'on sache s'il fallait blâmer le pouvoir de sous-investissements chroniques ou les Américains.

«Nous sommes terriblement angoissés. Nous voulons juste être informés de ce qui se passe réellement,

parler à notre fille en Espagne. Mais sans électricité, il n'y a plus d'Internet. Nous sommes coupés du monde», déplore Juliana. Le couple a fini par charger des batteries et des lampes de poche chez des proches. Il a également tenté de sauver ce qui lui restait de nourriture dans leur congélateur alors que la température dépasse les 20 °C à Caracas en ce moment.

Selon la compagnie publique de fourniture d'électricité Corpoelec, les frappes américaines ont visé plusieurs infrastructures stratégiques, plongeant dans l'obscurité de vastes zones de Caracas (Manzanares, Alto Prado, El Valle, Coche...). Pour Eleonora et Lorena, deux amies qui ont dû vider leurs frigos afin de transporter leur



Vieille garde. Des partisans armés du président Nicolas Maduro manifestent à moto à Caracas, le 4 janvier.

contenu chez des voisins qui disposent d'électricité, le confort est secondaire. «C'est un moindre mal si cela permet de débloquer la situation qui s'enlisait depuis des années», espèrent-elles.

Changement de décor dans le centre et l'ouest de la ville. Sur l'avenue Urdaneta, à deux pas du palais présidentiel de Miraflores, les soutiens du régime chaviste ont dressé une estrade. On y réclame le retour de «l'enlevé», Nicolas Maduro, et de sa femme, Cilia Flores. Si la mobilisation du 3 janvier était famélique, celle du 4 janvier est beaucoup plus visible. Le noyau dur du chavisme, encore sous le choc, tente de reprendre pied.

«C'est un enlèvement pur et simple. Nous ne serons jamais une colonie yankee!» s'époumone Car-

men, une manifestante âgée. Souvent, le vrombissement des moteurs glace le quartier : des dizaines de motos de *colectivos*, ces groupes de choc utilisés pour l'intimidation, patrouillent dans les rues. «Ces types ne servent qu'à nous terroriser. Face aux Américains, ils n'ont rien fait», grince Andrea, une habitante de La Candelaria. Toute la semaine, les *colectivos* ont continué de montrer leurs armes.

Mardi 6 janvier au matin, aucun bilan officiel des victimes ou des dégâts n'avait été publié. Selon des sources officielles, les pertes se concentreraient chez de jeunes militaires du bataillon Ayala, stationnés à Fuerte Tiuna, le cœur névralgique du ministère de la Défense, où se trouvait le bunker de Maduro. Les autorités de Cuba, allié historique du Venezuela, affirme que plus d'une trentaine de Cubains seraient morts lors du raid américain.

Diaspora. Sur le terrain, dans les rues de Caracas, les stigmates sont pourtant bien réels. La base aérienne Generalísimo Francisco de Miranda – dont le nom est gravé sur l'Arc de Triomphe à Paris – porte les traces de deux frappes directes avec des carcasses de bus calcinées. Selon les informations recueillies sur place, les autorités vénézuéliennes ont transféré les blessés vers l'hôpital militaire de San Martín, à l'ouest de la capitale, et vers un petit hôpital du complexe militaire de Fuerte Tiuna.

Pendant que Caracas compte ses blessés, les images de la diaspora vénézuélienne inondent les réseaux sociaux. De Madrid à Miami, les millions d'exilés fêtent la chute du dictateur, détournant des vidéos de Maduro en jogging gris et de son personnage «Super Moustache» qui avait été créé à des fins de propagande. Ils savent que le système qui les a chassés est encore debout. Mais après vingt-six ans de régime chaviste, ils s'autorisent enfin à rêver d'un retour au pays, de liberté et d'une prospérité retrouvée ●

« Le Venezuela, mon paradis perdu »

PAR LAURENCE DEBRAY

Une dizaine d'hélicoptères militaires survolent très bas Caracas en pleine nuit. On dirait un énième film d'action américain. Des bombardements ciblés ont réveillé la capitale. Les réseaux sociaux propagent ces images en boucle. J'ai vu, sidérée, quasi en direct, la capture de Maduro et de sa femme. Comme la diaspora de plus de 8 millions de Vénézuéliens émigrés, soit environ le tiers de la population, dont la plupart a dû tout quitter pour survivre. Pour des raisons politiques ou économiques. Le plus important mouvement migratoire non provoqué par un conflit armé. Je suis à moitié vénézuélienne par ma mère [Laurence Debray est la fille de Régis Debray et de l'historienne Elizabeth Burgos, NDLR]; j'y ai laissé une famille, des souvenirs d'enfance, des expériences politiques.

Depuis ma première interview de Hugo Chavez, en 1998, alors qu'il était un jeune colonel putschiste en campagne électorale, mon implication dans le quotidien traitant de l'actualité des bidonvilles, mon dialogue incessant avec les membres de l'opposition, au point de me retrouver dans le coffre de la voiture de Juan Guaido pour l'interviewer en lieu sûr, et mon dernier long entretien il y a un an avec Maria Corina Machado, alors en clandestinité. Depuis 2019, lorsque j'ai suivi les manifestations pour la démocratie qui ont paralysé le pays et réalisé un documentaire (1), on m'a fait comprendre que je n'y étais plus la bienvenue. Depuis lors, le Venezuela est devenu mon paradis perdu. Comme pour la plupart des Vénézuéliens qui ont refait leur vie à l'étranger. Ils permettent à



Témoignage.
L'écrivaine et historienne* a interviewé Chavez, Machado et filmé le pays de sa mère, où elle a grandi. Pour *Le Point*, elle raconte.

occupaient. Depuis plus d'une décennie, nous vivons de faux espoirs et de vaines espérances. Une véritable usure psychologique. Une partie de la communauté internationale s'est vite lassée de dénoncer les crimes contre l'humanité et les atteintes à la démocratie. Après tout, le Venezuela n'a pas la bombe nu-

cléaire et d'autres urgences avaient pris le dessus. Et le régime avait les moyens d'acheter la complaisance de certains dirigeants occidentaux, séduits par la prodigalité chaviste.

Le régime bolivarien a réussi à tout nous enlever, sauf la dignité. On s'est drapé d'une supériorité morale : nous avons joué la carte du pacifisme, des manifestations

massives, des preuves démontrant la victoire électorale de Maria Corina Machado, des cas de torture, même sur des mineurs, des milliers d'arrestations arbitraires et de disparitions sommaires. Le droit est de notre côté. Mais, face à une dictature jusqu'au-boutiste, à des forces armées corrompues, aux gangs et aux mafias, à l'invasion sourde de Cubains, Iraniens, Chinois

Huit millions de Vénézuéliens ont tout quitté : le plus important mouvement migratoire hors conflit armé.

et Russes, nous étions réduits à être des indignés inoffensifs, des victimes sacrificielles. Alors quand, ce 3 janvier 2026, l'Histoire s'est remise en marche, en à peine deux heures, la durée effective de l'opération commando américaine, nous avons été saisis par la stupeur. J'ai attendu de voir Maduro menotté pour imaginer qu'il y avait peut-être des raisons d'envisager un retour au pays. Au-delà de considérations déontologiques d'ingérence et de droit international bafoué. Entre les élucubrations d'ordre personnel et familial et les constats géopolitiques, comme dirait Camus, «entre la justice et ma mère, je choisis ma mère». Le fameux dilemme entre la légalité et la moralité.

Trump a tenu sa conférence de presse et a prouvé au monde qu'il avait un plan et qu'il pouvait même lire des notes. Évidemment, les intérêts économiques priment, le Venezuela a les plus grandes réserves de pétrole du monde, des mines d'or et d'autres métaux stratégiques. À la surprise de beaucoup de naïfs, les États-Unis ne sont pas une ONG. Des milliers d'émigrés vénézuéliens se sont réunis partout dans le monde pour célébrer leur joie et le retour de la liberté. Quelle liberté ? Comme d'habitude, le «réalisme magique» a pris le pas sur la réalité crue. Depuis que Hugo Chavez m'a fait déjeuner avec Simon Bolivar, à qui il avait mis le couvert surplombé par son portrait, je reste persuadée que le surnaturel

La seule urgence est d'ouvrir les centres de torture et de libérer les prisonniers politiques.

fait partie de notre imaginaire collectif. Aujourd'hui, nous voudrions, par un coup de baguette magique, le retour d'un État démocratique. Rome ne s'est pas faite en un jour. Maduro n'est plus aux manettes mais le régime reste en place. Un symbole est tombé sans faire vaciller le système, qui fonctionne comme un cartel, avec ses loyautés et ses complicités. Dans la patrie de la *telenovela*, où l'État est au service de tous les trafics au point de devenir un «Narco-État», la transition s'annonce compliquée. Le plus dur reste à venir. Une démocratie ne se décrète pas, elle se construit.

Les Américains n'ont jamais brillé dans leur gestion des «post-opérations». Ils préfèrent les grands coups, athlétiques et techniques, aux longs et tortueux processus de reconstruction. Ils tiennent à l'écart la seule personne à avoir une légitimité démocratique dans le pays, Maria Corina Machado, Prix Nobel de la paix cette année. Est-ce pour l'épargner provisoirement ? Pour garantir une certaine stabilité afin de négocier une transition ? La seule urgence est d'ouvrir les centres de torture et de libérer les prisonniers politiques. Il faudra une génération pour recomposer un pays de citoyens, et non de survivants et de trafiquants.

*Écrivaine et historienne, Laurence Debray a collaboré à l'écriture des Mémoires de Juan Carlos I^{er} d'Espagne. *Réconciliation* (Stock, 512 p., 26,90 €).

(1) *Venezuela, l'ombre de Chavez*, Arte, 2019.



Le guide indispensable

Santé, défense, culture,
travail, quotidien :
explorez toutes
les révolutions en cours
de l'intelligence artificielle.
Enquêtes et interviews
exclusives. Pour mieux
apprivoiser l'IA.

En vente en kiosque et sur
boutique.lepoint.fr

Tout pour faire **Le Point**

L'éternel laboratoire de l'empire américain

Doctrines. De Monroe à Trump, le Venezuela a toujours été le terrain d'expérimentation de l'hégémonie américaine sur le continent.

PAR EMMANUEL BERRETTA

La « capture » de Nicolas Maduro par l'Administration Trump marque le retour spectaculaire d'une théorie vieille de deux siècles : la doctrine Monroe, énoncée dès 1823. Donald Trump réactive précisément la lecture rooseveltienne de cette doctrine en chassant du pouvoir celui qu'il présente comme un narcotraffiquant nuisible à la jeunesse américaine.

Si le président James Monroe proclamait, en 1823, que toute intervention européenne dans les Amériques serait un acte d'hostilité, c'est le « corollaire Roosevelt » de 1904 qui a donné à Washington le droit d'agir comme « police internationale » dans l'hémisphère occidental. Or le Venezuela a servi de laboratoire à cette doctrine bien avant cette formalisation.

L'histoire débute en 1895, lors du conflit territorial opposant le Venezuela à la Grande-Bretagne au sujet de l'Essequibo, région riche en or. Après vingt ans de passivité, tout change avec le secrétaire d'État Richard Olney : il envoie une note comminatoire à Londres, déclarant sans ambages que « les États-Unis

sont pratiquement souverains sur ce continent ». Le président Grover Cleveland obtient alors du Congrès la création d'une commission sur les frontières, menaçant implicitement Londres de ripostes armées. Londres finit par accepter l'arbitrage international.

L'historien britannique Robert Arthur Humphreys qualifiera plus tard cette crise d'« épisode le plus important de l'histoire des relations anglo-américaines » : pour la première fois, une puissance européenne accepte tacitement la prééminence américaine dans l'hémisphère occidental. Si le tribunal international de Paris de 1899 donne raison à Londres sur le territoire, Washington remporte un triomphe stratégique : la doctrine Monroe devient un instrument d'hégémonie régionale.



Suprématie. James Monroe, 5^e président des États-Unis (1817-1825). En 1823, la doctrine Monroe affirme la souveraineté des États-Unis sur les Amériques.

« Pétro-relation ». Sept ans plus tard, en 1902, le Venezuela sert à nouveau de test lorsque son président, Cipriano Castro, refuse de rembourser les dettes contractées auprès de créanciers britanniques, allemands et italiens. Face au blocus naval imposé par ces puissances européennes, Theodore Roosevelt administre une leçon de realpolitik à Castro : la doctrine n'interdit que l'annexion de territoires, pas les interventions punitives pour dettes. Cet épisode précipite la formulation officielle du corollaire Roosevelt, qui transformera l'Amérique latine en zone d'influence exclusive.

Cette tradition interventionniste trouve son expression la plus brutale en 1989 au Panama. L'opération Just Cause mobilise 27 000 soldats américains pour renverser Manuel Noriega,



Alliance. John Fitzgerald Kennedy (à dr.) et Romulo Betancourt, à Washington, en 1963. L'ex-président vénézuélien est considéré comme le père de la démocratie au Venezuela.

ancien allié devenu gênant. Le dictateur panaméen est extradé et emprisonné pour trafic de drogue. Ce précédent juridique et militaire est crucial : Washington établit qu'il est légitime de déposer un dirigeant latino-américain sous prétexte de lutte antidrogue et de « restauration de la démocratie ». Trump n'a eu qu'à suivre ce chemin tracé par George Bush père.

L'histoire pétrolière bilatérale commence en 1908. Lorsque Juan Vicente Gomez renverse Cipriano Castro – avec un appui logistique présumé mais contesté de la marine américaine –, il ouvre grand les vannes à la Standard Oil et autres majors de l'or noir. Cette « pétro-relation » scelle une alliance pragmatique avec les dictatures : jusqu'en 1958, Washington soutient des régimes autoritaires tant qu'ils garantissent l'approvisionnement.



Intervention. Le 21 décembre 1989, 27 000 soldats américains débarquent au Panama. Ordonnée par George Bush, l'opération Juste cause est justifiée, entre autres, par la lutte contre le narcotrafic.



Capturé. Le 3 janvier 1990, le dictateur panaméen Manuel Noriega est exfiltré vers Miami. Il sera condamné à 40 ans de prison.

à l'OPEP tant que le flux d'or noir reste fiable.

L'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez en 1999, sur les ruines du système politique traditionnel, marque la fin du consensus. Le point de non-retour est atteint en avril 2002 : lors du coup d'État éphémère contre Chavez, l'administration Bush reconnaît illico la junte, et des documents déclassifiés révéleront des contacts directs avec les putschistes.

« Trêve ». Le retour de Chavez, porté par une mobilisation populaire massive, devient le mythe fondateur du régime. Pourtant, l'interdépendance énergétique a longtemps limité l'escalade, les échanges commerciaux atteignant encore la somme colossale de 50 milliards de dollars en 2007.

Mais la mort de Chavez en 2013 et l'effondrement économique – plus de 75 % du PIB perdu, 7 millions d'exilés – changent la donne. Maduro hérite d'un système fragilisé, mais opère surtout une transformation politique majeure lors de son 3^e mandat, en juillet 2024. Le sociologue américain Gabriel Hetland, professeur agrégé à l'université

d'État de New York à Albany, relève que le régime délaisse les classes populaires pour forger un « *pacte interbourgeois* » avec le patronat vénézuélien. En coulisses, cette mutation s'accompagne d'une répression féroce contre les syndicats, avec 120 dirigeants ouvriers arrêtés depuis 2013, et un rapprochement avec la Fedecamaras, l'organisation patronale qui avait pourtant soutenu le coup d'État de 2002.

Cependant, cette ouverture interne ne suffit pas à apaiser Washington. Dès son premier mandat, Trump intensifie les sanctions contre la compagnie nationale pétrolière (PDVSA), la banque centrale et le secteur aurifère, coupant le régime de ses revenus et plaçant les actifs vénézuéliens, comme la raffinerie Citgo, sous le contrôle de l'opposition. Si Joe Biden a tenté quelques ouvertures tactiques après l'invasion de l'Ukraine, la structure des sanctions est restée intacte.

Washington ne tolère pas qu'un gouvernement hostile contrôle les ressources stratégiques de la Caraïbe.

Les frappes américaines du 3 janvier sur les sites stratégiques de Forte Tiuna, La Carlota et le Cuartel de la Montaña – où repose la dépouille de Chavez – s'inscrivent dans la logique implacable esquissée par Trump dès son premier mandat. En justifiant l'opération par la lutte antidrogue et la récupération du pétrole « *illégalement pris à des entreprises américaines* », Trump applique la vieille doctrine : Washington ne tolère pas qu'un gouvernement hostile contrôle les ressources stratégiques de la Caraïbe.

L'Histoire bégaye terriblement. Du conflit de l'Essequibo en 1895 aux frappes de 2026, le Venezuela demeure le laboratoire de l'hégémonie américaine. Ce qui change aujourd'hui, c'est la brutalité assumée du geste : plus besoin de coups d'État déguisés comme en 2002, Trump frappe directement, à la manière de Bush père au Panama ●



Point de bascule. Le président vénézuélien Hugo Chavez, ici sous un portrait du héros de l'Indépendance Simon Bolívar.

Le point culminant de ce cynisme est atteint en 1954, lorsque le dictateur Marcos Perez Jimenez reçoit la Légion du mérite des États-Unis. Son anti-communisme zélé et son ouverture aux capitaux étrangers suffisent à légitimer la torture orchestrée par sa police politique. Même l'avènement de la démocratie avec le Pacte de Punto Fijo et la nationalisation de l'industrie pétrolière en 1976 ne rompent pas cet équilibre, les États-Unis tolérant les positions tiers-mondistes de Caracas

L'Eldorado des Insoumis

Aveuglement. La vénération de Mélenchon pour la révolution castriste est intacte. Son soutien à Maduro le prouve.

PAR ERWAN SEZNEC,
AVEC ISMAËL EL BOU-COTTEREAU

La séquence date du 31 décembre 2025 et elle est déjà culte. Nicolas Maduro, président du Venezuela, est au volant de sa voiture, de nuit, quelque part dans Caracas. Assis sur le siège passager, le journaliste franco-espagnol Ignacio Ramonet, ancien directeur du *Monde diplomatique*, lui demande comment il vit « face à la menace d'une attaque de la première puissance militaire mondiale ». « J'ai un bunker imprenable : Dieu tout-puissant », répond Nicolas Maduro. Il a été capturé 72 heures plus tard par des commandos américains, dans son palais présidentiel, lors d'une opération éclair.

La première question de cette interview témoigne d'un aveuglement remarquable. Ignacio Ramonet demande à Nicolas Maduro comment il explique le « miracle économique » national, avec une croissance annuelle du PIB attendue à 6,5 % par la Banque centrale.

Invité à parler avec le président à chaque Saint-Sylvestre depuis une dizaine d'années, le journaliste ne peut pourtant pas ignorer la réalité. Défaut de paiement de la dette souveraine, inflation attendue à 548 % cette année par le Fonds monétaire international (FMI), criminalité galopante, corruption, le Venezuela est un pays exsangue, malgré des ressources naturelles prodigieuses. Estimées à 300 milliards de barils, ses réserves d'hydrocarbures sont les plus importantes du monde.

Près de 8 millions d'habitants sur 30 millions l'ont quitté depuis l'arrivée



Affidé. Paris, 3 janvier 2026. Jean-Luc Mélenchon prend la parole place de la République, lors d'un rassemblement de soutien au Venezuela, ou plus précisément à ses dirigeants controversés.

au pouvoir de Maduro en 2013. Le taux de croissance 2025, selon le FMI, ne sera pas de 6,5 %, mais de 0,5 %. Le PIB s'est effondré de 80 % en deux décennies. Malgré ce naufrage largement documenté, le Venezuela reste une référence pour la gauche altermondialiste, dont Ignacio Ramonet est un pilier.

« Il faut exiger la libération et le retour immédiat de Nicolas Maduro. » J.-L. Mélenchon

En plus d'avoir dirigé *Le Monde diplomatique*, il est cofondateur d'Attac et membre du comité scientifique de l'Institut La Boétie, laboratoire d'idées créé en 2019 par La France insoumise. La gauche latino-américaine incarne l'anti-impérialisme US ; un camp à soutenir contre vents et marées, parfois au-delà du raisonnable.

Un homme incarne cet engagement mieux que personne, Christian Rodriguez. Peu connu du grand public, il a été candidat du parti aux législatives de 2022 dans la 2^e circonscription des Français de l'étranger, mais il est surtout le « Monsieur Amérique latine » de LFI. Il a grandi au Chili. Un de ses cousins a été enlevé à l'âge de 15 ans par les sbires du général Pinochet, ce qui l'a poussé à s'engager dans le Mouvement de la gauche révolutionnaire (Movimiento de Izquierda Revolucionaria), une organisation de lutte armée. « Mon cousin et tous ces détenus disparus me hantent jusqu'à aujourd'hui », expliquait-il en 2022 dans un entretien au site du parti, L'Insoumission.

Ligne claire, positions confuses. Simple et romantique : on ne transige pas avec le soutien aux révolutionnaires latinos. La position qui en résulte est consensuelle, du moins quand le vent de l'Histoire souffle dans le bon sens. La France insoumise se retrouve aujourd'hui alignée avec le PCF, le PS et

RAPHAEL KESSLER/HANS LUCAS VIA AFP

la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères, Kaja Kallas, pour condamner l'enlèvement de Maduro à Caracas! Mais la boussole bloquée vers le sud a provoqué des égarements.

L'état-major de LFI, il y a quelques années, envisageait sérieusement de rejoindre l'Alliance bolivarienne pour les Amériques, club formé en 2005 par une dizaine d'États, dont le Nicaragua et la Bolivie, mais aussi Cuba et le Venezuela. Deux dictatures socialistes qui ont conduit leurs nations respectives à la ruine, perdant de facto la maîtrise de leur destin.

«*Il faut exiger la libération et le retour immédiat de Nicolas Maduro et de son épouse*», s'est indigné Jean-Luc Mélenchon dans son discours place de la République le 3 janvier. «*Les USA de Trump s'emparent du pétrole du Venezuela en violant sa souveraineté avec une intervention militaire d'un autre âge*», avançait-il le même jour sur son compte X. C'est exact, mais les «Yankees» sont loin d'être les seuls à convoiter les gisements d'hydrocarbures vénézuéliens. La Chine est montée en puissance au Venezuela à toute vitesse, ces dernières années.

Myopie. Jean-Luc Mélenchon ne s'en est jamais ému. Même au sein de l'extrême gauche, sa myopie à l'internationale a souvent été relevée. Dans un éditorial du 26 août 2025, Denis Sieffert, directeur de la rédaction de *Politis*, évoquait «*l'autre Mélenchon*», «*celui qui galère en géopolitique. Celui qui, tel un "visiteur", semble échappé d'une autre époque. Celle de Georges Marchais et de Leonid Brejnev, quand l'antagonisme est ouest suffisait à expliquer le monde*».

Au décès d'Hugo Chavez, en 2013, Jean-Luc Mélenchon lui a rendu un hommage bouleversé: «*Les cendres de Chavez sont chaudes, elles sont brûlantes, nous continuons son combat*», déclarait-il, les larmes aux yeux. «*Ce qu'il est ne meurt jamais.*»

Jean-Luc Mélenchon aime présenter le Venezuela comme un pays ayant mené une politique «*pour les pauvres*» opposée au néolibéralisme, assumant l'affrontement avec «*l'empire*» américain.



Affinités. Hugo Chavez et Jean-Luc Mélenchon le 6 juillet 2012 à Caracas.

En 2018, dans un entretien accordé au média *Le vent se lève*, il explicite cette filiation: «*Il ne s'agit plus de construire une avant-garde révolutionnaire mais de faire d'un peuple révolté un peuple révolutionnaire. La stratégie de la conflictualité est le moyen de cette orientation.*» Son seul grief? La transformation économique ne serait pas allée assez loin. «*Le programme bolivarien de Chavez, c'est pour l'essentiel de la social-démocratie radicalisée: le partage des richesses avant tout*», développe-t-il dans le même entretien.

Alors que le monde entier convenait que le Venezuela basculait dans l'autoritarisme, Jean-Luc Mélenchon a entraîné LFI dans un soutien inconditionnel de moins en moins compréhensible.

Même Révolution permanente n'arrive plus à suivre. Sur son site, le 3 janvier 2026, l'organisation trotskiste dénonce à la fois le coup américain et «*le régime bonapartiste et répressif de Maduro*»!

Banqueroute. Par le passé, l'Insoumis a mis en doute les chiffres des tués lors des manifestations antirégime, allant jusqu'à affirmer que les morts sont en majorité des «*forces de l'ordre et des chavistes*». Des propos contredits par un rapport de l'ONU. La banqueroute économique, les exilés, les prisonniers, les opposants mis au pas? Il nie tout en bloc dans *L'Émission politique*. À ses yeux, ce serait de la propagande américaine. Quand le régime muselle le Parlement, il déclare: «*Nous ne perdrons pas notre temps à jeter des pierres à nos amis.*»

En 2019, quand la communauté internationale presse Nicolas Maduro de convoquer des élections démocratiques, Mélenchon dit souhaiter qu'il «*tienne*». Cinq ans plus tard, à l'issue d'un simulacre d'élection présidentielle, il s'abstient de toute condamnation du régime. Un silence que l'on retrouve aujourd'hui. Le 3 janvier, entouré d'un aréopage d'élus LFI venus manifester place de la République, il affirme son «*soutien au peuple vénézuélien et à son gouvernement légal*». Et de balayer d'un revers de main toute question sur la dimension dictatoriale du gouvernement Maduro: «*C'est l'affaire des peuples, qu'ils se débrouillent!*»

Magie de l'anti-américanisme, le leader Insoumis se retrouve à tonner avec Florian Philippot, leader du mouvement Patriotes, contre l'opération américaine à Caracas.

Les amis européens du Venezuela ne peuvent que souhaiter le retour de la stabilité et de la prospérité pour le pays. Mais comment y arriver sans tourner la page du chavisme et admettre que son bilan était désastreux? Il serait paradoxal que les derniers défenseurs de cet idéal se trouvent en France. La vie politique française, cependant, n'est plus à un paradoxe près ●

Villepin le Vénézuélien

Dominique de Villepin a eu des mots très durs à l'endroit d'Emmanuel Macron qui, dans un premier communiqué, a pris acte de l'enlèvement de Maduro, sans condamnation. «*Une logique de soumission et de vassalisation*», a dénoncé l'ancien Premier ministre. Ses arguments seraient tout de même plus convaincants s'il avait

dénoncé plus tôt la dictature vénézuélienne. En 2008, Hugo Chavez le recevait à Caracas, saluant «*un vieil ami du Venezuela*». Dominique de Villepin a passé une partie de sa jeunesse en Amérique latine, et en particulier au Venezuela, où il s'est souvent rendu dans le cadre des activités de sa société de conseil, Villepin International.

Groenland, le coup d'après

Cible. L'Otan et l'Union européenne sont-elles en mesure de réagir à l'appétit de Trump pour ce territoire danois ?

PAR EMMANUEL BERRETTA

Dans le cockpit d'Air Force One, ce 4 janvier, Donald Trump lâche une boutade aux journalistes : « Vous savez ce que le Danemark a fait récemment pour renforcer la sécurité au Groenland ? Ils ont ajouté un traîneau à chiens de plus. C'est vrai. Ils pensaient que c'était un gros coup. » Dans la cabine pressurisée, des rires fusent complaisamment. À Copenhague, le sang de Mette Frederiksen, la Première ministre danoise, ne fait qu'un tour. « Il est totalement absurde de parler de la nécessité pour les États-Unis d'annexer le Groenland, réagit-elle vertement le 4 janvier. Les États-Unis n'ont aucun droit d'annexer l'un des trois pays du royaume. J'exhorte donc vivement les États-Unis à cesser leurs menaces contre un allié historiquement proche, ainsi que contre un autre pays et un autre peuple qui ont clairement affirmé qu'ils n'étaient pas à vendre. »

Car derrière la blague du président américain se dessine une réalité brutale : l'Amérique ne plaisante plus quand elle se voit en empire conquérant. Le Groenland, Donald Trump y pense depuis longtemps. En août 2019, cela passait pour une lubie d'agent immobilier évoquant l'« achat » de l'île comme on acquiert un casino à Atlantic City. Le Premier ministre Lars Lokke Rasmussen avait balayé ce « poisson d'avril hors saison ». Mais à l'aube de

2026, l'opération militaire de la Delta Force menée sur Caracas, au Venezuela, rend très concrète la suite annoncée « dans les deux mois » sur le sol glacé du royaume du Danemark. La prédation géopolitique est clairement assumée par Trump. Une telle annexion serait un bouleversement sans précédent de l'ordre international : une mainmise pure et simple entre alliés de l'Otan ! Du jamais-vu, et pour cause... Les États-Unis sont censés protéger le Danemark, et non s'arroger l'un de ses territoires. Vladimir Poutine n'aurait donc aucune raison de renoncer à reconstituer l'empire soviétique, ni la Chine de lancer ses filets sur Taïwan.

« Nous avons absolument besoin du Groenland. »

Donald Trump

Le jeu en vaut-il la chandelle ? « J'ai toujours énormément de mal à imaginer les États-Unis envahir le Groenland, explique Peter Viggo Jakobsen, chercheur au Collège royal de défense à Copenhague. Le Venezuela est un État paria, sans alliés internationaux. Ce n'est pas le cas du Groenland, où une prise de contrôle militaire aurait des conséquences bien plus importantes. Aux États-Unis, une telle intervention ne bénéficierait d'aucun soutien et éloignerait leurs alliés européens et asiatiques. »

Certes, dans la Stratégie nationale de sécurité publiée en novembre 2025, les États-Unis ne mentionnent pas le Groenland explicitement. Mais ils posent un cadre : accès prioritaire aux ressources et contrôle des points stratégiques pour

tenir la Chine et la Russie à distance. Le Groenland, géographiquement nord-américain mais politiquement européen, est la pièce manquante de ce puzzle hégémonique.

Cette escalade s'appuie sur une construction idéologique précise : la « doctrine Donroe », réécriture narcissique de la doctrine Monroe de 1823, dans laquelle l'hémisphère occidental devient la chasse gardée exclusive de Washington. Enhardie, Katie Miller, la femme du chef de cabinet adjoint de Trump, publie un photomontage montrant le Groenland drapé de la bannière étoilée, flanqué d'un menaçant « SOON » (« bientôt »).

Ironie du sort. Interrogé par *The Atlantic*, le président américain n'a pas cillé : « Nous avons absolument besoin du Groenland. » Le message est clair : la souveraineté est un concept charmant, mais soluble dans l'intérêt américain. Face à l'ogre, le Danemark a tenté plusieurs manœuvres désespérées : payer pour exister. Dès janvier 2025, Copenhague annonce 2 milliards d'euros pour sa défense arctique. Puis, en octobre, nouvelle tentative : 16 F-35 supplémentaires pour 4,5 milliards de dollars et 4,2 milliards pour des navires, drones et radars. Trump encaisse les commandes, mais ne lâche pas sa proie et ironise sur les « chiens de traîneau ».

L'ironie est cruelle : le Danemark acquitte un tribut de vassal, se ruine en armements *made in USA* pour prouver qu'il est digne de garder ses terres alors que, ce faisant, il se jette dans la gueule du loup. Les armes acquises ne lui seront d'aucune utilité face aux Américains, qui peuvent les neutraliser à distance. Mette Frederiksen, acculée, en est réduite à l'impensable : invoquer l'article 5 de l'Otan pour protéger le royaume contre... le leader de ●●●

UNE POSITION STRATÉGIQUE

- Routes maritimes de l'Arctique
- ★ Base militaire américaine et canadienne
- ★ Base militaire russe

Au carrefour des routes arctiques, le Groenland occupe une position charnière. Riche en ressources halieutiques et en terres rares, il se trouve au cœur des tensions entre Washington et Moscou. Un an après avoir érigé l'achat de l'île en « *priorité absolue* », Donald Trump invoque désormais la « *sécurité nationale* » face aux « *larrons habituels* », les navires russes et chinois, dont la présence s'intensifie dans ces eaux stratégiques.



●●● l'Otan. Elle souligne que l'accord de défense de 1951 offre déjà aux Américains un « large accès » au territoire. En clair : vous avez déjà la base de Pituffik, pourquoi voulez-vous aussi le titre de propriété ? Mais Trump ne veut pas seulement une base. Il veut la certitude. Il veut l'île. Aux yeux de la « doctrine Donroe », laisser le Danemark gérer la sécurité de l'Arctique revient à confier les clés du coffre-fort à un vigile armé d'un lance-pierres.

Angle mort. Et l'Europe ? À Bruxelles, lundi 5 janvier, c'est le festival de l'euphémisme. Lors du point presse de la Commission européenne, les porte-parole livrent des éléments de langage en Formica. « *Le Groenland est couvert par l'Otan, ce qui fait une grande différence* », ose une porte-parole. Comme si l'appartenance à l'Otan immunisait contre les appétits de celui qui la dirige. La Commission refuse de condamner explicitement Donald Trump. L'embaras est d'autant plus grand que le Groenland ne fait pas partie de l'Union européenne (UE). Seul territoire à avoir quitté la Communauté économique européenne (CEE) en 1985 à la suite d'un référendum, l'île bénéficie d'un statut de « pays et territoire d'outre-mer » associé. Cette position en fait un angle mort juridique : le Danemark est membre de l'UE, mais le Groenland ne l'est pas. Bruxelles se retrouve dans l'incapacité de défendre fermement un territoire qui, formellement, ne relève pas de sa compétence. À Paris, on refuse d'aborder clairement une agression américaine, cette question étant « *hypothétique* ». « *Il revient au Danemark de dire ce qu'il attend de ses partenaires européens* », répond une source élyséenne. Pourtant, le général Thierry Burkhard avait tenté de secouer les consciences dès novembre 2024. Reçu à Polytechnique, il avait livré une anecdote glaçante sur les réunions de l'Otan : « *Entre Européens, les discussions sont animées. Puis le chef d'état-major américain siffle la fin des débats et dit : "On va faire comme ça." On se lève et on s'exécute.* » Son avertissement – « *l'Otan n'est pas la panacée* » – résonne comme une prophétie. Mais qui l'a écouté ? Ça ne date pas d'aujourd'hui : personne en Europe n'a écouté la France depuis les alarmes du général de Gaulle...



Solidaire. Emmanuel Macron avec Jens-Frederik Nielsen, le Premier ministre du Groenland, et Mette Frederiksen, la Première ministre danoise, à Nuuk, le 15 juin 2025.

L'ironie de l'histoire est mordante : le Danemark, qui a accepté en 2013 que ses services de renseignement aident la NSA américaine à espionner Angela Merkel, François Hollande et d'autres dirigeants européens via les câbles sous-marins transitant par le territoire

La loyauté ne protège de rien quand l'empire a faim.

danois, se retrouve aujourd'hui à quémander l'aide de ses partenaires continentaux. Le bon élève atlantiste, celui qui n'a jamais rechigné à servir Washington, même au prix de sa réputation européenne, découvre que la loyauté ne protège de rien quand l'empire a faim. Emmanuel Macron a tout de même été, en juin 2025, le seul chef d'État étranger à se rendre à Nuuk, la capitale du Groenland, martelant les principes de « *respect de la souveraineté* » et de l'« *intangibilité des frontières* ». La France y a ouvert un consulat et déployé des navires. Un geste somme toute symbolique face à l'armada US. Les Européens devront-ils entrer en

guerre contre les États-Unis alors qu'ils négocient avec Washington le soutien à la sécurité de l'Ukraine ? Absurde.

La paralysie européenne trouve son incarnation la plus pathétique dans l'attitude du secrétaire général de l'Otan, le Néerlandais Mark Rutte. Reçu à la Maison-Blanche le 13 mars 2025, il a écouté Trump lui dire à propos du Groenland : « *Mark sait que nous en avons besoin.* » Le gardien du temple atlantiste a opéré un repli déshonorant. Tout en affirmant ne pas vouloir « *mêler l'Otan à cela* », Mark Rutte a validé le diagnostic de Trump : « *Quand il s'agit de la défense dans l'Arctique, Trump a raison.* » En validant la prémisse selon laquelle le Danemark ne dépense pas assez, le secrétaire général de l'Otan offre à Trump la justification morale de son hold-up. L'Otan devient le syndic de faillite de la souveraineté européenne. Si l'Alliance ne peut protéger l'intégrité territoriale d'un membre fondateur contre un autre membre, l'article 5 n'est plus qu'un bout de papier. Un constat trop pénible pour les chancelleries européennes...

Prix. Pourquoi cette accélération maintenant ? La réponse se trouve dans les urnes américaines. Trump est pressé. La Constitution exige l'approbation du Congrès pour toute acquisition territoriale. Or l'horizon s'assombrit pour les républicains. Les élections de mi-mandat de novembre 2026 approchent. Les sondages sont mauvais. L'inflation provoquée par les droits de douane américains commence à faire son œuvre. Trump risque de perdre sa majorité. S'il veut annexer le Groenland, c'est maintenant, avant que les démocrates ne le bloquent au Congrès. Cette urgence politique explique la violence de la séquence actuelle. Trump ne négocie pas ; il bouscule. Il menace le Danemark comme il a menacé le Venezuela, espérant que la peur fera le travail. Il veut son « grand deal » historique, sa Louisiane du XXI^e siècle, avant que le rideau ne tombe sur sa majorité parlementaire. Le Groenland n'est pas à vendre, répètent les Danois et les Groenlandais. Mais dans le monde selon Trump, tout a un prix, même la souveraineté d'un vieux royaume européen. Que peut faire l'Europe qui, désormais, dépend du GNL américain comme hier du gaz russe ? Pas grand-chose ●

Iran : les mollahs doublement menacés



Étau. Défié par la rue et dans le viseur de Trump, le régime islamique n'a jamais été aussi vulnérable.

PAR ARMIN AREFI

« *Il n'y a pas de quoi être fier.* » C'est ainsi que le ministre iranien des Affaires étrangères a accueilli l'enlèvement « illégal » par les États-Unis du président vénézuélien Nicolas Maduro. Si l'Iran assure que ses rapports avec le Venezuela restent inchangés, le coup est rude pour la diplomatie iranienne. « *Le Venezuela était très important aux yeux de la République islamique car ce pays était perçu comme un partenaire stratégique lui permettant d'avoir un pied en Amérique latine*

dans sa lutte contre les États-Unis, explique l'ancien diplomate iranien Mohammad Reza Heydari. Membre de "l'axe de résistance" à l'Amérique et à Israël, il constituait notamment une plateforme militaire pour les combattants du Hezbollah. »

Unis par leur opposition commune à l'« impérialisme américain », mais aussi par une gigantesque manne pétrolière rendue difficilement exploitable en raison des sanctions de Washington, Téhéran et Caracas ont noué d'étroites relations après l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez en 1999. « *Les deux pays trouvent*

Symbole.

Un manifestant assis face aux forces de l'ordre en signe de non-violence, à Téhéran, le 29 décembre.

un intérêt commun à blanchir de l'argent du trafic de drogue qui leur permet de contourner les sanctions internationales et de financer leur appareil répressif », poursuit l'ex-diplomate. L'envoi de cash, d'armes et même de combattants avait notamment été facilité par la création en 2019 d'une liaison directe entre Téhéran et Caracas assurée par la compagnie aérienne privée Mahan Airlines, liée aux gardiens de la révolution islamique. C'est d'ailleurs par ce vol que les Pasdaran comptaient rapatrier de force en Iran l'opposante iranienne Masih Alinejad en juillet 2022, ●●●



... après avoir tenté – sans succès – de l'enlever à son domicile de Brooklyn, aux États-Unis.

La capture de Nicolas Maduro sur ordre de Donald Trump prive non seulement Téhéran de son meilleur allié sur le continent américain, mais elle envoie aussi un message clair à l'ayatollah Khamenei. Le tout-puissant guide suprême iranien, qui dirige d'une main de fer le pays depuis près de trente-sept ans, pourrait bien être le prochain dirigeant sur la liste. « *Khamenei peut tirer deux enseignements contradictoires de la situation. Le premier est que l'administration Trump est prête à recourir à la force pour atteindre ses objectifs, y compris avec l'Iran, explique Raz Zimmt, directeur du programme de recherche sur l'Iran et l'axe chiite à l'Institute for National Security Studies (INSS), à Tel-Aviv. Le second est qu'il n'y a aucun intérêt à négocier avec Trump sur les programmes nucléaire et balistique, puisqu'il cherche en définitive un changement politique.* »

Déjà, le 22 juin dernier, le président américain était sorti de sa doctrine isolationniste en bombardant les sites nucléaires iraniens en plein milieu de la « guerre des douze jours » entre Israël et l'Iran. Or, à nouveau, le pensionnaire de la Maison-Blanche menace de frapper la République islamique, si

Alliés. L'Iran et le Venezuela ont renforcé leur coopération depuis dix ans (ici, Maduro et Khamenei, en 2016).

« Pour la première fois, l'intérêt des États-Unis rejoint celui du peuple iranien. »

Mohammad Reza Heydari

celle-ci continue de tuer des manifestants. « *Pour la première fois, l'intérêt des États-Unis pour la fin du régime rejoint celui du peuple iranien* », veut croire Mohammad Reza Heydari. Depuis une dizaine de jours, plus de 35 personnes sont mortes en Iran dans la répression d'un mouvement de révolte inédit qui secoue le pays.

Initialement motivée par des revendications économiques, la fronde vise désormais l'ayatollah Khamenei, et à travers lui l'ensemble du régime islamique.

Le Point a pu recueillir en Iran les témoignages de manifestants et d'observateurs privilégiés de ce nouveau soulèvement populaire. « *Mort à Khamenei!* » hurle une foule de 200 personnes rassemblée rue Jomhuri, au centre de Téhéran. Cachée derrière son masque anti-Covid, Taraneh* a saisi la première occasion qui lui était présentée pour battre le pavé. La jeune femme de 30 ans a accueilli avec perplexité les menaces de Donald Trump d'user de la force contre la République islamique. « *Ce genre de propos pourrait servir de prétexte au régime pour nous réprimer d'autant plus* », déplore-t-elle.

« Nous sommes des morts-vivants. » Le 29 décembre dernier, l'Iranienne a profité de la grève des commerçants du bazar de Téhéran pour se joindre à la protes-

KHAMENEI/IR/AFR



tation. Face à elle, les forces de sécurité, présentes en nombre, font usage de leur bâton pour empêcher le moindre regroupement. Le prix à payer en cas d'arrestation est immense. Lors de sa première intervention publique depuis le début de la crise, le guide suprême s'est montré intraitable face aux manifestants, qualifiés d'« émeutiers » qui devaient être « remis à leur place ».

« Nous sommes déjà des morts-vivants et n'avons plus rien à perdre », commente la jeune femme, dont l'employeur a fait faillite. Aujourd'hui au chômage, malgré son master en management, elle vit aux crochets de sa sœur médecin et de sa mère retraitée, dans un appartement exigu loué à quelques pas de là. Frappée de plein fouet par l'hyperinflation qui touche l'économie iranienne, la Téhéranaise subit, impuissante, l'inexorable hausse des prix des denrées alimentaires. « On se couche le soir, et lorsqu'on se réveille le matin, tout a encore augmenté », se désole la cadette de la famille.

Colère. Les manifestations s'étendent à plus de 45 villes dans 23 provinces.

En un an, le toman, la monnaie nationale iranienne, a perdu 71 % de sa valeur. Cette dépréciation a entraîné une explosion des prix des aliments. Le kilo de viande est aujourd'hui vendu à 3 millions de tomans (17,5 euros). Or le salaire moyen en Iran ne dépasse pas les 170 euros mensuels. « Depuis la fin de la "guerre des douze jours" avec Israël, on ne consomme

après le rétablissement des sanctions de l'ONU contre le programme nucléaire iranien, les protestataires n'en ont cure. « Les sanctions ont bien eu un effet sur l'économie, mais pas au point d'expliquer la situation actuelle, analyse depuis Téhéran l'économiste iranien Saeed Laylaz. C'est l'interventionnisme du gouvernement dans l'économie qui a rendu la situation incontrôlable. »

La décision des gouvernements successifs d'établir deux taux de change parallèles face au dollar – l'un, « préférentiel », destiné aux importateurs de denrées et aux institutions étatiques ; l'autre, bien plus élevé, au « marché libre », pour les sociétés privées et la population – devait permettre à l'État de subventionner les importations de produits essentiels, et donc de contenir l'augmentation des prix. Mais, de l'aveu même du président de la République islamique, Masoud Pezeshkian, une partie considérable de l'argent dépensé par l'État pour soutenir le taux préférentiel « est allée dans

« C'est l'interventionnisme du gouvernement dans l'économie qui a rendu la situation incontrôlable. » Saeed Laylaz

plus de viande ni de poulet », avoue, avec un brin de honte, la jeune femme. Nous en sommes réduits à manger des herbes fraîches, comme des animaux. »

Des milliards de dollars volés. Le guide suprême a beau voir dans l'effondrement de la monnaie une « manœuvre de l'ennemi »,



... les poches de quelques-uns... Quelqu'un doit nous dire où est passé cet argent et pourquoi les prix ont quand même augmenté. »

Saeed Leylaz donne des chiffres : « Depuis l'année 2022, le maintien artificiel par le gouvernement d'un taux officiel de 28 500 tomans pour 1 dollar, grâce au versement annuel de 14 milliards de dollars, a entraîné le vol officiel de 10 milliards de dollars. Il n'existe pas aujourd'hui de vision ni de courage gouvernemental pour résoudre ce problème. Or, lorsqu'ils n'arrivent plus à prendre de décision, les gouvernements sont renversés. » Durant la révolution de 1979, le basculement du bazar de Téhéran, poumon économique du pays, en faveur des manifestants, avait scellé le sort du chah d'Iran, contraint à l'exil.

Conscientes du risque explosif de s'aliéner les bazaris [marchands du bazar, NDLR], les autorités islamiques ont toutefois tenté d'éteindre l'incendie. Dès le lendemain des premières manifestations, le directeur de la Banque centrale, Mohammad Reza Farzin, a été limogé. Son remplaçant, l'économiste réformateur Abdolnasser Hemmati, a promis de supprimer le taux préférentiel. En outre, chaque citoyen se verra verser pendant quatre mois une aide mensuelle d'un million de tomans (6 euros). Mais la contestation n'a pas

faibli pour autant. Les manifestations s'étendent à plus de 45 villes dans 23 provinces.

Pour l'heure, la vague de contestation apparaît plus faible que lors du mouvement « Femme, Vie, Liberté », qui a débuté en septembre 2022. « Mais ces protestations, compte tenu de la situation générale de l'Iran – sur les plans économique et politique –, sont de telle nature qu'il est probable qu'elles deviennent plus nombreuses et sérieuses avec le temps, avertit un sociologue

« Les soutiens à Reza Pahlavi ne feront qu'augmenter avec le temps. » Ashkan*

iranien, sous le sceau de l'anonymat. Le peuple n'a jamais été aussi en colère contre ce régime, et jamais ce régime n'a été aussi proche de sa fin. Pas nécessairement pour des raisons politiques, mais en raison de son inefficacité absolue. Celle-ci est devenue tellement généralisée qu'il n'y a aucun secteur aujourd'hui qui ne soit pas en crise, et aucune classe sociale qui ne soit mécontente. »

Sur la rue Jomhuri, une minorité de manifestants se démarque par la teneur inédite de ses slogans. « Ceci est la dernière bataille, Pahlavi va revenir ! » lancent-

Impitoyable.

Le 3 janvier, l'ayatollah Khamenei fustige les « émeutiers ».

ils en soutien au fils du dernier chah d'Iran, exilé aux États-Unis. Depuis le début du mouvement, le nom du prince héritier Reza Pahlavi est repris dans de nombreux rassemblements dont les images sont amplifiées par les chaînes d'opposition à l'étranger. « Pour la première fois, les manifestants en Iran, en plus de marquer leur opposition à telle personnalité ou tel système politique, marquent leur adhésion à une personne et un projet, à savoir Reza Pahlavi », note Ashkan*, un habitant de Téhéran qui suit le mouvement de contestation de près.

Soif de modernité. Âgé d'une quarantaine d'années, ce chef d'entreprise a lui-même basculé en faveur du scénario d'un retour du fils du chah en Iran, même s'il ne l'assume pas ouvertement, par crainte pour sa vie. « La question n'est pas la personne de Reza Pahlavi, assure-t-il, mais celle de la révolution de 1979, qui a entraîné une régression du pays. Pahlavi est le symbole d'un pouvoir impérial qui, à l'époque, possédait un noyau de modernité, à la différence du régime actuel, qui demeure extrêmement idéologique. »

Ancien partisan du mouvement des réformes au sein de la République islamique, Ashkan a déchanté face à l'absence d'évolution démocratique d'un régime ultraconservateur toujours concentré entre les mains du guide suprême. « Beaucoup de gens qui ont voté en faveur des réformateurs au cours des dernières années voient aujourd'hui comme alternative un retour à une ère empreinte de modernité, jure-t-il. Les slogans pro-Pahlavi dans les manifestations ne sont que la face émergée de l'iceberg et ses soutiens sont en réalité plus importants. Avec le temps, ils ne feront qu'augmenter. » Si le pouvoir islamique semble, pour l'heure, toujours solidement installé, l'avenir de l'Iran s'annonce plus que jamais mouvementé. Surtout si Donald Trump venait à s'en mêler ●

* Pour raison de sécurité, le prénom a été changé.



J'AI l'énergie des gens d'ici.
Toujours en mouvement.
Jamais immobile. Toujours
prête à vous défendre. Grande comme
un pays, des Pyrénées à la Méditerranée.
Ici, c'est toute une vie. Une jeunesse qui
bouge partout, sans dépenser un rond.
Des gens qui s'espantent, qui parlent
haut et fort, qui disent bouducon.
Demain sera durable et en confiance.
Et demain, ce n'est pas si loin. Un seul
territoire, une mosaïque de terroirs.
Le goût de la mer, des estives, des
marchés. D'accueillir et de se respecter.
Aller de l'avant, ne jamais reculer. Fiers
de ne pas oublier son histoire, ses
luttons, ses identités. L'Occitanie, elle me
ressemble. Ma Région, elle nous
rassemble. Déjà **10 ANS.**

Bonne année 2026 !

Carole DELGA

et les membres du Conseil régional,

vous souhaitent **une bonne et heureuse année 2026,**
fidèle à l'esprit qui nous anime et nous rassemble depuis 10 ans.



**DÉCOUVRIR
10 ANS
D'OCCITANIE**

Martine Vassal

la bataille de sa vie





Volontaire.
Martine Vassal, devant
le port de Marseille,
le 15 décembre 2025.

Marseille. Après sa défaite de 2020, elle fait cette fois l'union de la droite et repart à l'assaut de la mairie.

DE NOTRE CORRESPONDANT
À MARSEILLE, FRANÇOIS TONNEAU

Des tomates cerises, quelques biscuits salés, des sodas et puis des bretzels « *parce que nous sommes alsaciens d'origine* », sourit Sylvie. Ce jeudi soir, une quinzaine de convives se réunissent dans son petit appartement des quartiers sud de Marseille, à un jet de balle du stade Vélodrome. Des voisins, des connaissances, des curieux de cercles éloignés, avocat, retraités, agent immobilier, venus discuter politique avec Martine Vassal. Veste rouge, grand sourire après une journée à courir entre la métropole d'Aix-Marseille-Provence et le département des Bouches-du-Rhône, les deux institutions qu'elle dirige, l'ancienne sarkozyste ayant rallié avec circonspection la mouvance macroniste en 2022 affiche une soixantaine sportive et décontractée. « *On avait l'image d'une dame un peu froide, mais on a découvert une femme accessible, cool* », reprend Sylvie qui, avec son mari Christian, ne voulait « *surtout pas organiser une soirée de soutien, avec des retraités tous d'accord avec elle. On a préparé un petit apéro tout simple, on n'allait pas jouer à ce qu'on n'est pas. Martine Vassal nous a étonnés par sa simplicité. Elle a aidé dans* » ●●●

... la cuisine. On sentait qu'elle pouvait tout entendre, que les reproches sur la propreté ou la sécurité ne la gêneraient pas.»

Ces «apéritifs à domicile», la droite en raffole, y voyant des occasions de sonder au plus près un électorat diffus, éparpillé depuis la défaite amère des municipales de 2020, déchiré par la tentation Rassemblement national. Les sondages sont contradictoires. L'un donne les nationalistes du député Franck Allisio, un proche de Marine Le Pen parti de l'UMP en 2015, au coude-à-coude avec Benoît Payan, le maire sortant divers gauche. L'autre (Ifop) la place quasiment à égalité avec Allisio.

Martine Vassal est en retrait d'une demi-douzaine de points dans ces photographies mouvantes. Consciente d'un retard à combler depuis six ans. «J'ai été particulièrement marquée par la défaite de 2020, rembobine-t-elle en attaquant un filet de lotte aux Réformés, un restaurant cosy sur les hauteurs de la Canebière. Les sondages me donnaient gagnante. J'ai pris la porte dans la figure. Je me suis remise en cause.» Elle soupire. «La phrase qui me rend hystérique, c'est: "On est à la veille des élections, revoilà les politiques." C'est pour ça que j'ai repris les apéros à domicile il y a deux ans. L'idée, c'était d'aller chez les gens que je ne connais pas et qui ne comprennent pas à quoi on sert. Ils n'entendent que le sempiternel "C'est pas moi, c'est l'autre" entre Payan et moi sur la propreté. Ce n'est pas ça, faire de la politique.»

Cicatrices. Sa coupe au carré et son regard sans détour, presque autoritaire, masquent parfois des pupilles humides, sensibilité à fleur de peau. Cette fille unique a évidemment ses cicatrices, les coups durs liés au départ d'un proche, aux erreurs d'un fils pris dans la spirale de la drogue. Éviter, comme toujours, de se fier aux apparences, même si l'adversaire Franck Allisio en joue avec malice. «Elle est froide, un peu sèche, comme en surplomb, elle n'a pas la rondeur de Gaudin. Je l'ai vue un



Terrain. Avec Emmanuel Macron, Vincent Jeanbrun, ministre de la Ville et du Logement, et Renaud Muselier, président du Conseil régional, sur le site du projet d'extension de la gare de Marseille, le 16 décembre 2025.

jour en gueuler un restaurateur pour une terrasse qui dépassait, on aurait dit une maîtresse d'école», assène-t-il. Le quadra taillade une concurrente qu'il sait à la recherche d'un positionnement politique précis, à l'image d'une droite locale partagée entre les valeurs centristes, les lignes rouges gaullistes et les appels d'un électorat séduit par le RN.

Ses discours de plus en plus fermes sur la sécurité dans une ville métastasée par les narcotrafics font dire qu'elle cherche à récupérer les suffrages envolés à l'extrême droite. Ses phrases sans

le corps. «Je ne fais ni ski ni vélo les années électorales pour éviter la bles-sure», glisse-elle. «Il y a deux Martine Vassal», analyse l'ancien sénateur Bruno Gilles, aujourd'hui chez Horizons après une carrière en chiraquie et qui fut son adversaire en 2020, dans les vicissitudes de l'héritage Gaudin. «Il y a celle qui se réserve et observe pour apprendre des parties d'échecs politiques, plutôt discrète. Et puis il y a la tueuse, capable de trancher avant même la fin d'un tour de table. Quand elle se lance dans le combat, c'est un mec. Elle n'est pas très chaude au début, mais, une fois partie, elle fonce.»

« Cette campagne est insidieuse, violente, plus dure encore qu'en 2020. » Martine Vassal

ambiguïté contre les Insoumis, qu'elle considère «plus dangereux» que le RN, et son «On verra au soir du premier tour», en réponse à une question sur une éventuelle alliance avec Franck Allisio, lui ont valu une tempête début décembre. «J'aurais dû dire "Foutez-moi la paix", regrette-t-elle. Mais cette campagne est insidieuse, violente, plus dure encore qu'en 2020, où la droite était divisée et où ça m'arrachait le cœur d'avoir des amis contre moi.»

Pas de quoi adoucir la posture chez une femme qui trouve une soupape dans le CrossFit et l'aéro, deux disciplines qui font transpirer, fonctionner le cardio et vident

REPÈRES

- 1962** Naissance à Marseille.
- 1987** Reprend l'entreprise familiale de textile.
- 2001** Éluë sur la liste de Jean-Claude Gaudin, elle devient adjointe à la mairie.
- 2015** Gagne l'élection départementale.
- 2018** Présidente de la métropole Aix-Marseille.

Résilience. Ces deux cadors de la vie politique marseillaise sont redevenus amis, comme à l'époque des «quatre mousquetaires» de Gaudin en 2008 où, avec l'avocat tribun Yves Moraine et la mesurée Laure-Agnès Caradec, il s'agissait de rendre la ville propre et sûre. Un éternel recommencement. «Martine a une image dure, parce qu'elle ne montre pas ses faiblesses, tempère Laure-Agnès Caradec, auprès de qui elle a commencé sa carrière politique au conseil municipal il y a vingt-quatre ans. Nous étions proches, elle avait ses enfants en bas âge, moi j'étais enceinte. Elle arrivait du monde de l'entreprise, conciliait ses trois vies. Il fallait une belle résilience. Mais elle est très sensible. Aujourd'hui, elle est souvent avec ses quatre petits-enfants, elle en amène parfois un à une séance au département. Sa fille,

elle, passe souvent une tête à la permanence de campagne. Ils sont son équilibre et lui permettent de surmonter les difficultés. » Ils lui rappellent aussi les origines arméniennes, les parents expulsés par les vents terrifiants du génocide de 1915. Sa mère avait ouvert un restaurant avec sa tante à Mimet, près de Gardanne. « Ma tante, qui était la mère du champion du monde de judo Bernard Tchoulouyan, savait faire une recette rien qu'en regardant un plat. C'était incroyable. Depuis qu'elle est décédée en 2019, je reprends ses recettes, les petits farcis, le lahmajoun [une pizza à la viande hachée, NDLR], les feuilles de vigne, les mezze. »

L'entrée de Martine Vassal en politique s'est faite avec la loi sur la parité, aux élections municipales de 2001. Après des études au lycée Montgrand, puis à l'École supérieure de commerce de Marseille, la jeune femme avait récupéré l'entreprise de textiles de son père, Élie Gilles, qui fabriquait des vêtements pour l'armée. « Je me souviens des sous-pulls de toutes les couleurs qui vous grattaient le cou, se marre Bruno Gilles – homonymie de pure coïncidence. J'ai bien connu ses parents. Manque de chance, la reprise de la boîte par Martine a correspondu à la fin du service militaire. Elle n'a pas tenu le choc et a dû fermer. »

Tempérament. Sympathisante de l'UDF, Martine Vassal fréquentait alors la permanence de Jean-Claude Gaudin, décédé il y a dix-huit mois, régulièrement élu dans les quartiers bourgeois longeant la Corniche. « Elle venait souvent en bas de la rue Paradis, où on faisait nos réunions, se remémore Laure-Agnès Caradec. On l'a repérée, elle avait des idées, du tempérament et elle s'est installée dans l'équipe assez naturellement. »

Consultant en communication politique, Didier Davitian était alors conseiller au cabinet de Jean-Claude Gaudin, à l'hôtel de ville. « Je me souviens l'avoir reçue. J'avais mis dans mes notes à l'intention du maire que Martine était une femme

déterminée, qu'elle aurait assuré un beau parcours politique. » Son entourage, à commencer par son directeur de cabinet, Marc Jolibois, aime rappeler son « neufsurdix aux élections depuis ». Et ce tournant de 2015 quand, profitant de la fin de règne du socialiste Jean-Noël Guérini au département, elle a offert à la droite sa première victoire depuis un siècle dans cette institution.

« Martine est une guerrière qui n'a pas froid aux yeux et va au combat. » Roland Blum, ancien député



Face à face. Avec Benoît Payan, actuel maire de Marseille, lors de l'inauguration des locaux de BFM Marseille à Grand Central, le 4 novembre 2025.

Après quinze ans à user ses semelles d'adjointe au maire chargée de la voirie ou de la propreté, elle gagne enfin sa légitimité dans un Sud politique très masculin. « J'avais le complexe de la fille unique qui doit sortir de sa zone de confort, explique-t-elle. Dans ce milieu de machos, il m'a fallu me faire une carapace. Je préférerais ne pas l'avoir, parce qu'on me croit plus dure que je ne suis. Mais 2015 a bouleversé mon parcours, même s'il y a eu des contrecoups dans ma vie privée. »

Lancée, celle qui avait désormais la confiance du vieux maire pouvait faire à sa manière. Et lui succéder sans concurrence à la tête de la métropole en 2018. « Mes parents me disaient que j'avais trop de caractère, rigole-t-elle. Mon truc, c'est de faire, d'actionner les leviers. Quitte à me tromper, et tant pis si on pardonne dix fois moins à une

femme. » Il faut la voir présider tout en retenue, mais sans fard, les séances à la métropole ou au département. Laisser en souriant Yves Moraine et les maires de son camp aboyer à sa place, à l'image d'Yves Vidal, édile de Grans, rembarbant d'un « Tu la fermes et tu me laisses parler » un opposant socialiste dans l'hémicycle départemental, début décembre. Le même maire qui offre de temps en temps un morceau de sanglier chassé à la présidente. Une marque de respect. « Gaudin était du genre à vous jeter dans le tourbillon politique pour voir si vous saviez nager, décrypte l'ancien député et premier adjoint Roland Blum. Martine est une guerrière qui n'a pas froid aux yeux et va au combat. Elle peut aussi afficher une forme de détachement, mais ne s'arrêtera pas en route. »

Marigot. Une façon d'écraser les rumeurs qui la voient lâcher prise si jamais la justice, qui ne lui fait pas de cadeaux, faisait sienne le signalement pour détournement de fonds publics, trafic d'influence et corruption passive – signalement effectué par Erwan Davoux, collaborateur dont elle s'était séparée avec fracas. Si les coulisses sont silencieuses, le microcosme s'agite. Erwan Davoux a depuis monté sa liste aux municipales avec l'ancienne présidente du bailleur social 13 Habitat Nora Preziosi, elle aussi en bagarre avec Martine Vassal après avoir été écartée pour « favoritisme et conflits d'intérêts ». Du pur marigot marseillais entre ex-amies, dont il est difficile d'extraire la vérité. Et face auquel Martine Vassal oppose ou feint l'indifférence. « Je me suis lancée dans la bataille parce que j'aime ma ville. J'ai choisi "Marseille je t'aime" comme slogan pour cette raison. »

Certains, y compris dans son camp élargi, craignent que ce soit un peu juste. « Elle a su faire l'union à droite et au centre et a la capacité d'incarner un changement radical dans la ville, mais il lui faut dépasser son slogan », indique l'écologiste Christophe Madrolle. « Et après ? », interroge Martine Vassal ●

REPÈRES

8 juillet 1960 Naissance à Soisy-sous-Montmorency, en banlieue parisienne.

1983. Diplôme d'ingénieur à l'ESIEE Paris (électronique/informatique).

1987 Doctorat en informatique à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Sorbonne Université).

1988 Rejoint AT&T Bell Labs aux États-Unis comme chercheur.

2003 Nommé professeur à l'université de New York (NYU).

Décembre 2013 Devient le premier directeur du laboratoire d'IA de Facebook (Fair), plus tard chief AI scientist de Meta.

2018 Obtient le prix Turing avec Geoffrey Hinton et Yoshua Bengio pour leurs travaux fondateurs en *deep learning*.

2025 Annonce son départ de Meta pour créer une start-up consacrée à de nouveaux modèles d'IA « world-model ».

Un transfert de ce niveau-là, c'est un peu comme si Mbappé quittait le PSG, non pas pour le Real Madrid, mais pour monter son propre club...

Yann Le Cun, le génie de l'IA qui vaut 3 milliards

Big bang. Le chercheur français quitte Facebook pour lancer sa start-up à Paris. Retour sur un incroyable destin.

PAR GUILLAUME GRALLET

La scène se déroule au Paris-Saclay Summit, le grand événement tech et sciences qu'organise *Le Point* chaque année à la mi-février. Yoshua Bengio, un des intervenants stars, chercheur reconnu de l'université de Montréal et directeur scientifique du Mila (Institut québécois d'intelligence artificielle), quitte le plateau, où lui succédera Yann Le Cun. Ils ont en commun d'avoir été décorés en 2018 du prix Turing, l'équivalent du Nobel en informatique, pour leurs avancées dans le *deep learning*, une des briques essentielles au fonctionnement de l'intelligence artificielle. S'ils ne partagent clairement pas la même perspective de l'IA, Bengio estimant qu'il faut davantage l'encadrer, ces deux scientifiques sont toutefois bons amis. « J'ai beaucoup d'estime pour lui, me chuchotait Bengio. Mais

a-t-il vraiment besoin de mettre toute son énergie au service des Big Tech ? Il gagnerait tant à retrouver sa liberté... » Moins d'un an plus tard, Yann Le Cun, 65 ans, lui donne raison : celui qui a longtemps été le big boss de l'IA de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp...) vient de claquer la porte du géant après douze ans de bons et loyaux services – une éternité dans la tech – pour créer sa propre start-up, dans l'IA, bien sûr. Une déflagration à l'échelle de la Silicon Valley ! Car, si ce Français, reconnaissable à ses lunettes carrées à monture noire, est peu connu du grand public, il est une des figures marquantes du secteur des Big Tech, une star incontournable du secteur. Vénéré comme un gourou par ses anciens étudiants, il a formé ou inspiré toute une génération de chercheurs en intelligence artificielle : Aravind Srinivas, le cocréateur de Perplexity, Koray Kavukcuoglu,

architecte en chef de l'IA de Google, Pierre Sermanet, cofondateur d'UMA, une start-up parisienne de robotique, etc. Il est également bardé de prix et de médailles : il a obtenu le prix Princesse-des-Asturies pour la recherche scientifique et technique ; il est membre de la National Academy of Sciences aux États-Unis ; en 2025, il s'est vu décerner le Queen Elizabeth Prize for Engineering par le roi Charles III... Alors, un transfert de ce niveau-là, c'est un peu comme si Kylian Mbappé quittait le PSG, non pas pour le Real Madrid, mais pour monter son propre club. C'est dire si la tension monte autour de l'annonce de sa nouvelle entreprise, qui devrait être basée à Paris. Les détails seront dévoilés à la mi-janvier, mais l'on sait déjà que ce sera du lourd et que les investisseurs y croient dur comme fer. Les chiffres donnent le tournis : Yann Le Cun a déjà persuadé ●●

... des investisseurs de miser plus de 500 millions d'euros dans son entreprise, ce qui la valorise – avant même qu'elle ait commencé à réellement exister – à 3 milliards de dollars!

Mark Zuckerberg peut légitimement déplorer ce départ hautement symbolique. Celui qui avait recruté Yann Le Cun en 2013, à la suite d'un dîner en tête à tête à Palo Alto, et qui déclarait au *Point*, à son sujet: « Ah oui, ça, c'est sûr, il est intelligent! », a réagi publiquement. « Yann, merci pour tout ce que tu as fait pour faire progresser Meta et le domaine de l'IA. Ta vision et ton leadership chez Fair [Fundamental AI Research, le laboratoire autour de l'intelligence artificielle basé sur l'open source créé par Yann Le Cun, NDLR] ont placé la barre très haut, et je suis ravi que nous continuions à collaborer pour relever ce nouveau défi. » Mais pourquoi ce Frenchie abandonne-t-il une entreprise qui affiche fièrement sa volonté (avec plus de 75 milliards de dollars d'investissements dans l'IA par an) de mettre au point une intelligence artificielle surpuissante pour voler de ses propres ailes?

Voir beaucoup plus loin. Je pose la question à Yann Le Cun, qui vient de passer quelques jours chez des amis dans la région de Washington. Il dévoile franchement son objectif, assumant sa grande ambition: « Avec mon entreprise, je veux provoquer la prochaine grande révolution de l'IA. On le fera grâce à des systèmes qui comprennent le monde physique, dotés d'une mémoire, capables de raisonner et de planifier des séquences d'actions complexes. » La start-up de cet arrière-petit-fils d'un pharmacien de Guingamp, joueur de flûte à bec, fan de voile et également professeur à l'université de New York, se nommera Advanced Machine Intelligence (AMI). Tout un programme... Le Cun sait le chemin qu'il reste à parcourir: « Un chat de gouttière possède un modèle mental du monde physique bien supérieur à ce que permettent



Apprentissage profond. Yann Le Cun, inventeur d'un logiciel de compression de documents et photos chez AT&T, en 1999.



Laboratoire. Directeur du programme Facebook Artificial Intelligence Research, en 2017.

« Mon but : faire apprendre le monde réel à une machine comme un enfant apprend en lisant une BD » Y. Le Cun

aujourd'hui ChatGPT, Claude ou encore Perplexity. »

Yann Le Cun entend donc poursuivre, pour son propre compte, ses travaux sur les *world models*. De quoi s'agit-il? D'architectures de nouvelle génération capables de comprendre le monde physique à partir de vidéos et de données de capteurs et de mesures. Et, dans un futur proche, elles pourraient bénéficier aussi des données issues



Voileux. En croisière, en Bretagne, en 1979.



« Pères fondateurs ». Geoffrey Hinton, Yoshua Bengio et Yann Le Cun, en novembre 2025.

des capteurs installés sur certains robots humanoïdes. Contrairement à ce qui se pratique aujourd'hui dans l'industrie de l'IA, il s'agit de tester la compréhension de la machine au-delà des grands modèles de langage (*large language model* ou LLM), que Le Cun accuse de ne pas savoir raisonner. En clair, de voir beaucoup plus loin, et beaucoup plus fort. Le divorce avec Zuckerberg couve depuis longtemps... D'autant plus que celui-ci a recruté, l'été dernier, Alexandr Wang, 29 ans, fondateur de Scale AI, pour diriger une nouvelle division de Meta baptisée Superintelligence. Placé sous la direction de Wang, Le Cun s'est retrouvé dans une position inconfortable... Pour toutes ces raisons, il a plié



Mentor. Avec Pierre Sermanet, cofondateur d'UMA, à New York, en 2008.



Une page qui se tourne. Avec Mark Zuckerberg lors d'une conférence à Berlin, en 2016. Yann Le Cun aura passé douze ans chez Meta.



Chaire. Conférence à l'Inria Grenoble, en septembre 2025.

bagage et fait le grand saut. « *Mon but est de faire apprendre le monde réel à une machine comme un enfant apprend en lisant une BD* », dit-il.

Et hop, voilà une aventure de plus pour Yann Le Cun ! Car ce père de trois enfants a déjà eu de multiples vies. Il naît, en juillet 1960, à Soisy-sous-Montmorency, dans l'Oise. Sa première passion, c'est le modélisme. Il partage toujours le goût des avions miniatures avec son petit frère Bertrand, chercheur chez Google. Leur père, disparu à l'automne 2024, était ingénieur dans l'aéronautique. Mais c'est à l'âge de 8 ans qu'un événement va modifier son existence : son oncle, un mordu de science-fiction, l'emmène voir en Cinéma un film de Kubrick,



Partenaire. Alexandre Lebrun, polytechnicien, ingénieur en IA, ancien de Facebook et fondateur de Nabla, une start-up française spécialisée dans l'IA pour la santé, dirigera AMI Labs.

2001 : *l'Odyssée de l'espace*. Il en sort transformé. « *Tous mes centres d'intérêt étaient présents : le voyage spatial, la place de l'humanité dans le futur, etc.* » En 1977, alors qu'il est en terminale, il s'offre – pour 2 400 francs – un SYM-1, un circuit imprimé sans écran, le Graal des bidouilleurs. Aujourd'hui, il utilise toujours son portable Dell équipé du système d'exploitation libre Ubuntu Linux. Yann Le Cun a également été profondément marqué par la lecture des actes du célèbre débat de 1975 entre le psychologue suisse Jean Piaget et le linguiste américain Noam Chomsky, sur la part de l'inné et de l'acquis dans l'apprentissage du langage. Ce dialogue continue d'irriguer sa réflexion sur la façon

dont les machines apprennent – et sur les limites actuelles de leur compréhension du monde.

Il intègre l'école d'électronique ESIEE à Paris en 1978. Ensuite, direction l'université Pierre-et-Marie-Curie, où il obtient un DEA puis un doctorat. Sa thèse porte sur une variante de l'algorithme de « rétropropagation du gradient », qui permet l'apprentissage des réseaux de neurones. En 1987, il rejoint l'université de Toronto, amorçant alors une carrière presque entièrement menée outre-Atlantique. L'année suivante, il intègre les laboratoires du géant américain des télécoms, AT & T, où il poursuit pendant près de dix ans ses travaux pionniers sur l'apprentissage automatique. En 2016, il devient le titulaire pour une année de la chaire Informatique et sciences numériques au Collège de France. « *La salle comptait régulièrement de 400 à 500 personnes. C'était une expérience magique que de rencontrer tant d'enthousiasme de la part des jeunes Français.* »

Nouveau siècle des Lumières.

Yann Le Cun a longtemps travaillé sur « l'apprentissage supervisé » : on montre à la machine plusieurs millions de fois une image d'éléphant, par exemple. On teste ensuite sa capacité de reconnaissance visuelle de l'animal en lui indiquant quand elle commet une erreur d'identification et en lui donnant alors la bonne réponse. Autre champ d'étude, l'apprentissage par renforcement. « *L'ordinateur explore à l'infini des possibilités autour de lui en creusant chaque scénario. C'est ce schéma de simulations par arborescence qui a été utilisé dans la victoire de la machine sur l'homme dans le jeu d'échecs ou de go* », explique le scientifique. Il a par ailleurs joué un rôle clé dans la création des réseaux neuronaux dits convolutifs. « *À terme, les machines pourront peut-être ressentir une forme de frustration lorsqu'elles n'aboutiront pas à l'objectif qu'elles se seront elles-mêmes fixé* », avance-t-il.

Dangereuse, l'intelligence artificielle ? Pas du tout : Le Cun ●●●

... voit dans l'IA l'avènement d'un nouveau siècle des Lumières. « Si je pensais que l'IA pouvait avoir un quelconque effet délétère sur la société, je ferais autre chose. » Là où d'autres perçoivent une menace existentielle, Le Cun identifie un outil d'émancipation. « Je poursuis deux objectifs. Un but scientifique : comprendre les mécanismes de l'intelligence. Et un but technologique et sociétal : amplifier l'intelligence humaine pour accélérer le progrès et le bien-être. Nous souffrons essentiellement d'un manque d'intelligence. » Mais tout de même... N'existe-t-il pas un risque d'affaiblir l'homme intellectuellement ? « Il y a toujours eu ce genre de réaction aux progrès de la science, qui n'a pas arrêté de faire descendre l'humanité de son piédestal, s'enflamme-t-il. Quand on a commencé à faire de l'anatomie, on a dit qu'on défiait Dieu en essayant de voir comment fonctionne le corps humain. Idem avec la génétique, ou encore l'imprimerie... » Pour Le Cun, l'IA est assimilable à l'imprimerie : c'est un outil de dissémination du savoir, et bientôt de création de savoir.

Liberté d'expression. AMI Labs sera – au moins pour sa division recherche – basée à Paris. Le Cun, formé en France avant de faire carrière aux États-Unis, a toujours plaidé pour le renforcement de l'écosystème européen. Il avait déjà convaincu Meta d'ouvrir son laboratoire Fair à Paris en 2015. AMI Labs sera dirigé par un autre chercheur français réputé, Alexandre Lebrun, polytechnicien de 48 ans, ingénieur en IA, ancien de Facebook, qui a fondé Nabla, une start-up française spécialisée dans l'IA pour la santé. Le Cun occupera le poste de président exécutif. S'il veut ancrer son entreprise en France, il n'est pas question pour lui de déménager de la région de New York, où il réside avec sa femme Isabelle depuis 2008. Celui qui adore donner des cours en tant qu'enseignant-chercheur à l'université de New York se rend régulièrement dans les clubs de jazz de Greenwich



Récompensés. Demis Hassabis et Yann Le Cun, lauréats du prix Princesse-des-Asturies pour la recherche scientifique et technique, à Oviedo, en Espagne, le 28 octobre 2022.

Village. Fasciné, il peut parler des heures du processus créatif de l'improvisation musicale. Interrogé sur sa liberté d'expression dans le climat politique américain actuel, Le Cun se dit parfaitement serein quant à sa situation à NYU. Il rappelle l'existence, aux États-Unis, d'un dispositif essentiel appelé la *tenure* (titularisation), qui, une fois obtenue, confère une très grande sécurité de l'emploi. Ce système a précisément pour but de garantir la liberté de recherche et la liberté d'expression des universitaires.

« Si je pensais que l'IA pouvait avoir un quelconque effet délétère sur la société, je ferais autre chose. » Y. Le Cun



RENDEZ-VOUS

La 3^e édition du Paris-Saclay Summit aura lieu les 18 et 19 février à Centrale-Supélec (91) et sera consacrée à la science et à l'innovation. Préinscriptions : evenements.lepoint.fr/paris-saclay-summit

Le chercheur français se montre particulièrement concerné par les menaces qui pèsent sur l'écosystème de la recherche américaine. Il évoque « tout ce système de financement de la recherche, de compétition entre les universités, qui a fait le succès de la science américaine et est en train d'être détruit par le président américain ». S'il reconnaît que « Trump ne va pas être capable de détruire tout ça du jour au lendemain » grâce à l'inertie des institutions, son diagnostic est sans appel : « C'est un suicide hallucinant. »

Interrogé sur la démarche d'Elon Musk, qui a décidé de supprimer l'apprentissage des langues étrangères dans son école Ad Astra au motif que des écouteurs ou des

lunettes intelligentes rendront bientôt cette compétence inutile, Le Cun est catégorique : « C'est aussi absurde que de dire qu'il faut arrêter d'enseigner le calcul mental parce que les calculatrices existent. » À propos d'Alex Wang, son successeur chez Meta, qui affirme ne pas vouloir d'enfants tant qu'il ne lui sera pas possible de leur greffer des puces Neuralink dans le cerveau afin d'augmenter leurs capacités cognitives, il tranche tout aussi nettement : « C'est un délire total. » Derrière ses prises de position se dessine en creux sa propre motivation : « Ce qui me guide, c'est le plaisir de la découverte, le fait de comprendre quelque chose que personne n'avait encore compris et la satisfaction de l'acte créatif, celle de produire un artefact nouveau qui puisse, même modestement, améliorer la condition humaine. »

Yann Le Cun continue de jouer un rôle dans le débat d'idées. On lui demande ce qu'il pense de cette phrase du génial Prix Nobel Demis Hassabis : « On n'a encore rien trouvé dans l'Univers qui échappe au calcul... pour l'instant. » Il répond du tac au tac. « Si la question est : "Est-ce que l'esprit humain et la conscience peuvent être reproduits par un calcul informatique classique ?", ma réponse est oui. Mais si la question est : "Est-ce que tout ce qu'on observe dans le monde physique peut être calculé et prédit par un ordinateur classique ?", la réponse est plus compliquée. » Et pourquoi donc ? « Il y a des choses qui sont calculables en théorie mais impossibles à calculer en pratique. Par exemple, on peut simuler un petit système quantique dans ses moindres détails, à condition qu'il reste isolé, sans interaction avec le reste de l'Univers. Mais, dès que ce système entre en contact avec son environnement, il se produit des phénomènes – comme ce qu'on appelle la "réduction de la fonction d'onde" – qui ne peuvent plus être calculés exactement. Pour y arriver, il faudrait connaître l'état complet de l'Univers et disposer d'un ordinateur quantique aussi grand que l'Univers lui-même. » Tiens, voilà un problème que l'IA n'arrive pas – encore – à résoudre ●



JAVIER KIKOL **EVE RIBODY**

OPÉRATION :
BALANCE PAS
L'EMBALLAGE

ON NE LÂCHE RIEN !

**Ne pas lâcher
ses déchets : un rôle
que chacun peut jouer.**

SEULS LES EMBALLAGES ET PAPIERS VONT DANS LES BACS DE TRI

La mystérieuse affaire

Imbroglia. Soupçonnée d'être un agent d'influence du régime iranien, la traductrice pourrait être échangée après son procès contre les deux otages français en Iran.

PAR ARMIN AREFI ET SANDRA BUISSON

La symétrie entre les deux affaires est particulièrement saisissante. Le 4 novembre 2025, Cécile Kohler et Jacques Paris, deux enseignants et syndicalistes français qui effectuaient un séjour touristique en Iran, sortent de la funeste prison d'Evin de Téhéran où ils étaient arbitrairement détenus depuis 2022. Après trois années et demie d'incarcération pour « espionnage », après des aveux filmés extorqués sous la contrainte, ils sont enfin autorisés à regagner l'ambassade de France, en attendant leur retour dans l'Hexagone. Le lendemain, à Paris, Mahdiah Esfandiari, une traductrice iranienne vivant en France depuis sept ans, trouve à son tour refuge dans une résidence appartenant à l'ambassade de la République islamique d'Iran en France. Après huit mois de détention provisoire à la prison de Fresnes, sous l'inculpation notamment d'apologie du terrorisme en ligne, cette femme de 39 ans a été libérée sous contrôle judiciaire en attendant son procès, dans l'espoir de pouvoir ensuite regagner l'Iran.

À Paris, on rejette le moindre lien entre les deux dossiers, soulignant que les deux ressortissants tricolores sont des « otages d'État » aux mains de l'Iran, et que la justice française agit en toute indépendance. Cela fait plus de qua-

rante ans que l'Iran a pour fâcheuse habitude d'arrêter arbitrairement des ressortissants étrangers sur son territoire afin de s'en servir comme monnaie d'échange pour obtenir des gages politiques de la part des pays occidentaux, ce que les experts qui suivent le dossier ont surnommé la « diplomatie des otages ».

Sauf que les termes de la négociation, autrefois consignés dans le secret des chancelleries, sont cette fois exposés sur la place publique. « Un accord politique a déjà été obtenu entre l'Iran et la France pour qu'un échange de prisonniers ait lieu une fois la procédure judiciaire achevée », confie un haut diplomate iranien sous le sceau de l'anonymat. D'après

À Paris, on rejette le moindre lien entre les deux dossiers, la justice française agit en toute indépendance.

nos informations, la DGSE a joué un rôle de premier plan pour faire de Mahdiah Esfandiari la « bonne monnaie d'échange » avec Téhéran, saisissant l'occasion présentée par l'arrestation de la traductrice iranienne.

Le jour n'est pas encore levé ce vendredi 28 février 2025, dans l'appartement de Villeurbanne où Mahdiah Esfandiari a passé la nuit. C'est dans la banlieue lyonnaise que la jeune femme, diplômée en traduction du Coran de l'université Al-Zahra de Téhéran, a construit sa vie française.

Après avoir décroché un master en sciences du langage à l'université Lumière-Lyon-2, Mahdiah Esfandiari, qui

s'est rapidement fait connaître des milieux étudiants lyonnais pour son engagement propalestinien, ouvre sa propre microentreprise de traduction-interprétariat. Pour assurer son quotidien, elle travaille aussi comme femme de ménage. En Iran, sa famille s'affiche résolument prorégime, et sa sœur travaille même au bureau du guide suprême, l'ayatollah Khamenei, auquel Mahdiah voue une admiration sans faille. « Si elle est favorable à la République islamique, elle n'est en rien un agent chargé de sa propagande », assure le même proche.

« Axe de la résistance ». Après sept années passées en France, au titre d'une carte de séjour pluriannuelle, l'Iranienne se prépare à rentrer au pays. Elle a réservé un aller simple pour Téhéran, pour retrouver son père malade. Chez elle, ses trois valises sont déjà bouclées. Et, lorsque son propriétaire lui demande si elle compte revenir en France, Mahdiah Esfandiari se montre peu disert. Elle a vidé son compte bancaire des 2 500 euros qu'il contenait et a même trouvé une remplaçante pour reprendre la location qu'elle occupe. Apprenant qu'elle a avancé son départ d'une dizaine de jours, la police se décide à agir. Il est 6 h 20 lorsque les forces de l'ordre font irruption dans l'appartement. Devant les enquêteurs, la jeune femme doit répondre d'une trentaine de publications sur les réseaux sociaux, en lien avec le 7 octobre 2023.

Mahdiah Esfandiari est suspectée d'être l'un des deux cogestionnaires des comptes X et Telegram nommés « Axe de la résistance », reprenant l'appellation du réseau de groupes paramilitaires islamistes – Hezbollah, Hamas, Houthis – forgé par la République islamique contre Israël et les États-Unis au Moyen-Orient. Le 30 octobre 2023, ces deux canaux ont fait l'objet d'un signalement du ministère français de l'Inté-

Mahdieh Esfandari



Monnaie d'échange ?

Mahdieh Esfandari a été libérée sous contrôle judiciaire avant d'être jugée notamment pour « apologie du terrorisme en ligne ».

rieur au sujet des massacres commis en Israël, pour une série de messages au contenu glaçant. Le 7 octobre 2023, l'un des comptes relaie, par exemple, l'allocution de Mohammed Deïf, le commandant de la branche armée du mouvement islamiste palestinien, appelant à « *sortir [les] fusils aujourd'hui* » contre l'ennemi israélien, ou à défaut à « *sortir un couteau ou un hachoir* ».

Le 8 octobre 2023, le canal publie un texte demandant aux Palestiniens de Cisjordanie de « *battre* », « *brûler* » ou « *massacrer* » les Israéliens. « *Dieu est grand, vivant pour le djihad* », est-il écrit. Le même jour est postée en ligne une parodie du site de commerce Amazon proposant la vente d'otages israéliens. Le 10 octobre 2024, le compte publie une caricature représentant des rats dont les queues s'entremêlent pour former une étoile de David, ainsi qu'un

loup, lui aussi affublé du symbole du judaïsme, dont les griffes ensanglantées enserrant un globe terrestre. Pour l'accusation, il ne fait aucun doute que les comptes font l'apologie d'un acte de terrorisme en ligne et constituent des injures antisémites.

Mais les avocats de Mahdieh Esfandari, M^e Nabil Boudi et M^e Antoine Pastor, répondent au *Point* que « *l'enquête ne démontre en aucun cas que les publications en question ont été publiées par Mme Esfandari* ». En effet, les enquêteurs déterminent que le « directeur de la publication » du canal n'est pas la ressortissante iranienne mais un citoyen français du nom de Maurizio Busson, agissant sous le pseudonyme « Aïssa ». Âgé de 42 ans, cet ancien ambulancier de la région lyonnaise s'est converti à l'islam sur le tard, avant d'étudier la théo-

logie chiite dans une université de Qom, en Iran. L'homme a un temps entretenu une relation avec Mahdieh Esfandari dont il partage le combat contre le « *sionisme* ». Mais lui possède aussi des affinités avec la mouvance d'extrême droite. Lors de son arrestation, le 5 novembre 2024, les policiers trouvent pêle-mêle à son domicile des documents de propagande du Hamas et du Hezbollah, un exemplaire de *Mein Kampf*, le brûlot antisémite d'Adolf Hitler, ainsi que des livres d'Alain Soral.

L'essayiste franco-suisse, multicondamné pour provocation à la haine raciale et contestation de crime contre l'humanité, fait également partie des personnes poursuivies dans cette affaire, suspecté d'avoir assuré la promotion du compte « *Axe de la résistance* » sur sa plateforme Égalité & Réconciliation, qui hébergeait d'ailleurs une ●●●

●●● émission avec Maurizio Busson. Pourtant, malgré la garde à vue du militant français à l'automne 2024, les publications sur les comptes X et Telegram se poursuivent. Une nouvelle chaîne, nommée *Axe de la résistance 3*, voit même le jour le 26 décembre 2024. C'est à ce moment précis que la police se rend compte du rôle trouble joué par Mahdieh Esfandiari dans les publications. Devant les enquêteurs, la traductrice finit par reconnaître avoir été coadministratrice du premier compte, fermé en mai 2024 ; avoir aidé à la gestion du deuxième, apparu en juin 2024 ; et avoir créé le troisième. Mais elle ne reconnaît pas être l'auteur des posts.

À Paris, on n'exclut pas que la ressortissante iranienne puisse être un agent d'influence de la République islamique d'Iran, même si elle n'est pas poursuivie pour ce motif. Depuis juin 2024, la police observe une « professionnalisation »

du contenu des comptes, qui se font désormais le relais de la communication du Hamas, du Hezbollah et du régime iranien. Après analyse de son téléphone portable, les enquêteurs soupçonnent fortement Mahdieh Esfandiari d'avoir

Des documents de propagande du Hamas, un exemplaire de « Mein Kampf »...

alimenté Maurizio Busson en informations et en sources, d'avoir corrigé les publications et d'en avoir rédigé elle-même. « Il n'y a rien dans son dossier qui montre qu'il s'agit d'un agent iranien, ré-

torque un diplomate iranien sous couvert d'anonymat. *Si c'était le cas, elle aurait agi différemment.* »

Pourquoi alors le couple d'administrateurs, également poursuivi pour association de malfaiteurs, a-t-il utilisé des moyens si sophistiqués – numéros de cartes SIM iraniennes, bots (logiciels) de sécurité, réseaux VPN, cryptomonnaies – pour organiser l'activité de leurs comptes ? Devant les enquêteurs, Mahdieh Esfandiari explique que ces précautions avaient pour objectif de les « préserver du danger éventuel d'arrestation ». Ne regrettant aucune publication, elle confiera aux enquêteurs que le 7 Octobre était selon elle « une réponse logique à l'occupation » israélienne... « Cette femme n'a pas appelé au terrorisme mais a réalisé un travail intellectuel appelant à mettre fin aux crimes de masse réalisés à Gaza, soutient malgré tout le diplomate iranien.

« Elle n'était sous l'influence de personne »

Le Point: Mahdieh Esfandiari va être jugée pour des propos, vidéos, dessins publiés sur des comptes X et Telegram intitulés « Axe de la résistance ». Elle devra répondre d'apologie du terrorisme en ligne, de provocation à des actes de terrorisme en ligne, d'injures à caractère antisémite et d'association de malfaiteurs. Quelle est sa position sur les faits reprochés ?

M^e Nabil Boudi et M^e Antoine

Pastor: L'enquête ne démontre pas que ces publications ont été faites par Mme Esfandiari. Or c'est ce qui est nécessaire en droit pour que l'infraction soit constituée. Ce que dit l'enquête, c'est qu'il y a des comptes X et Telegram et qu'il y a plusieurs administrateurs de ces comptes. Qu'est-ce qui prouve que ce serait ma cliente plutôt qu'un autre de ces administrateurs qui serait à l'origine des publications ? Rien.

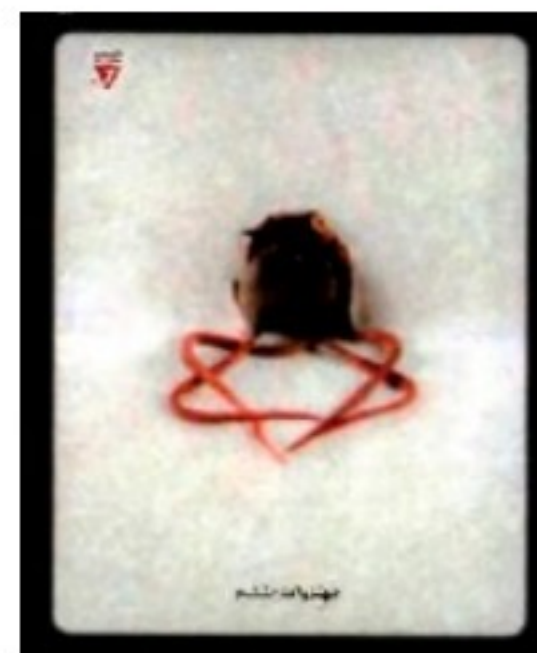
Comment appréhende-t-elle ce procès ?

Elle est impatiente à l'idée d'en finir avec cette histoire dans laquelle elle a quand même payé le prix

fort. Si les relations diplomatiques entre la France et l'Iran n'étaient pas aussi dégradées qu'elles ne le sont, Mme Esfandiari n'aurait jamais été huit mois en détention provisoire. Dès son arrestation, la France était déjà dans le calcul politique. Nous savons ce qui s'est passé entre-temps, avec la fameuse annonce de son prochain échange avec les deux Français emprisonnés à Téhéran. Notre cliente a été traitée comme un otage. La France a mis la main sur elle dans l'objectif de parvenir à cet échange. Ça interroge sur l'État de droit et la séparation des pouvoirs.

Un des comptes visés relaie le 7 octobre 2023 l'appel de Muhammad Deif, commandant des Brigades Al-Qassam, à participer aux attentats en cours. L'accusation qualifie la diffusion de ces propos de provocation directe à des actes de terrorisme, qu'en dit-elle ?

Notre cliente ne se positionne pas du point de vue de la justice. Elle milite pour la cause palestinienne.



Antisémitisme. Des rats dont les queues forment une étoile de David. Caricature publiée sur un des comptes incriminés.

Elle se positionne dans le cadre d'une oppression internationale, violente, la colonisation, les

détentions arbitraires, la torture. Et de ce point de vue précis, elle estime que la riposte doit être ce qu'elle est. En tout état de cause et comme pour la quasi-totalité des contenus incriminés, l'enquête n'a pas permis de démontrer que notre cliente était l'auteur de ce post ou l'avait relayé. Précisément parce que ce n'est pas le cas.

Au fil du dossier transparaît l'idée sous-jacente que Mahdieh Esfandiari pourrait être un agent d'influence du pouvoir iranien...

Elle n'était sous l'influence de personne et n'a agi pour le compte de personne. D'ailleurs, elle n'est pas poursuivie pour financement, intelligence avec l'ennemi ou quoi que ce soit de ce type. On ne lui reproche que des infractions issues du droit de la presse ●

ARMIN AREFI ET SANDRA BUISSON



Chantage. Jacques Paris et Cécile Kohler, libérés le 4 novembre 2025, ne peuvent toujours pas quitter le territoire iranien.

Révéle par *Le Point* en avril 2025, un mois après son interpellation à Villeurbanne, le sort de Mahdiah Esfandiari a toujours semblé embarrasser les autorités iraniennes, peu enclines à médiatiser outre mesure son cas. Privée pendant quelques semaines de son droit à la protection consulaire, la traductrice a pu recevoir au bout d'un mois la visite à Fresnes de responsables iraniens. Cécile Kohler et Jacques Paris n'avaient reçu leur première visite consulaire, à la prison d'Evin de Téhéran, qu'après six mois et demi de détention. Au cœur de l'été 2025, face à la prolongation de sa détention provisoire, l'Iranienne se voit annoncer, à sa grande surprise, qu'elle va faire l'objet d'un échange. « Notre cliente a été traitée comme un otage, tempêtent M^e Boudi et M^e Pastor. Elle a été arrêtée pour créer une sorte de réciprocité entre elle et le sort des Français qui, eux, sont otages en Iran. » Mais les autorités françaises rappellent que c'est d'abord Alain Soral qui a été identifié pour des propos outranciers, puis Maurizio Busson, avant que cette Iranienne n'apparaissent dans le viseur de la justice dans un troisième temps judiciaire. Le 22 octobre dernier, une juge, peu au fait des enjeux diplomatiques explosifs de l'affaire, ordonne la remise en liberté de Mahdiah Esfandiari sous contrôle judiciaire, contre l'avis du parquet, qui réclamait son maintien en détention jusqu'à l'ouverture de son procès, le 13 janvier 2026.

Menace. La balle est désormais dans le camp de la justice française. Un choix d'autant plus cornélien que la mystérieuse traductrice iranienne, qui se dit toujours innocente, a d'ores et déjà annoncé son intention de faire appel si elle était condamnée, ce qui retarderait de plusieurs mois toute éventualité d'échange. À Téhéran, où Cécile Kohler et Jacques Paris ont toujours l'interdiction de quitter le territoire, le haut diplomate iranien adresse une menace à peine voilée : « Il va de soi que si les autorités françaises ne sont pas prêtes à un échange, alors leurs deux citoyens retourneront en prison. » L'affaire Mahdiah Esfandiari n'est peut-être pas tout à fait terminée ●

DR (X2)

Le Point

**Loin du prêt-à-penser,
le rendez-vous
des esprits libres.**



1 an - 52 numéros

VOTRE JOURNAL CHEZ VOUS
+
L'ACCÈS À TOUS LES CONTENUS NUMÉRIQUES

109€

au lieu de 358,80€*

ABONNEZ-VOUS !



directabo.lepoint.fr/mag

Offre valable jusqu'au 31/03/2026 en France métropolitaine et pour un premier abonnement. * Prix de vente au numéro.

Les nouveaux tisserands du

Palmarès.

Quarante acteurs de la solidarité ont été primés par l'Institut Choiseul et La Poste.

PAR MARIE BORDET

Dans une société française marquée par les divisions, l'Institut Choiseul, en partenariat avec le groupe La Poste, a concocté un palmarès inédit : « Les 40 qui (re)créent du lien ». Il met à l'honneur quarante personnalités de moins de 40 ans qui œuvrent, partout en France, à renforcer le tissu social. « *Les fractures sont de tous ordres, générationnelles, économiques, territoriales, culturelles*, explique Paul Gadel, directeur de la stratégie et du développement de l'Institut Choiseul. *Nous avons voulu distinguer ceux qui, à travers un acte entrepreneurial ou associatif, s'emploient à créer des ponts dans notre pays, à nouer des liens d'inclusion, des liens économiques, de proximité, numériques...* »

Ce palmarès célèbre les auteurs de remarquables initiatives : Emmaüs Connect, qui facilite l'accès aux outils numériques pour les plus précaires ; Parlons démocratie, dont l'ambition est de rapprocher les jeunes de nos institutions ; Chance, entreprise spécialisée dans l'orientation professionnelle des adultes ; La Cravate solidaire, qui fournit des tenues professionnelles et accompagne les personnes en réinsertion pour leurs entretiens d'embauche ; Tom&Josette, qui ouvre des micro-crèches intégrées aux lieux de vie des aînés, etc. Au-delà de la reconnaissance de ces parcours, l'ambition est de créer une communauté active et innovante. Les lauréats seront réunis tout au long de l'année lors de rencontres pour partager leurs expériences, confronter leurs défis et faire émerger une dynamique nationale en faveur du lien social ●



Atelier. Initiation au tissage pour des jeunes accompagnés par l'association De l'or dans les mains.



Métiers. Gabrielle Légeret, fondatrice de l'association De l'or dans les mains, dans l'atelier de bronzerie d'art Rémy Garnier, à Paris.

Gabrielle Légeret, 32 ans

De l'or dans les mains

À 32 ans, Gabrielle Légeret mène un combat singulier contre les fractures éducatives et territoriales de la société française. Fondatrice de l'association De l'or dans les mains en 2021, cette diplômée du master en affaires publiques de Sciences Po révolutionne l'approche pédagogique en réintégrant les métiers manuels dans les collèges français. Son engagement naît d'une enfance en Touraine, où elle était au contact d'artisans et d'agriculteurs.

Elle a vu les ateliers manufacturiers fermer leurs portes, des villages se trans-

ALEX GALLOSI/DEL'OR DANS LES MAINS/SP - REBECCA TOPAKIAN/MIRAGE COLLECTIF/SP

lien social

former en dortoirs et les liens de sociabilité se distendre progressivement. D'où son obsession: remettre au goût du jour les métiers manuels. «*Au collège, ces métiers sont toujours réservés aux élèves qui ne peuvent pas faire autre chose, à ceux qui restent...*», assure Gabrielle Légeret. *Ces compétences ne sont nullement valorisées, encouragées au sein de notre système éducatif. À un enfant qui est bon en maths on va intimer l'ordre de devenir ingénieur mais jamais ébéniste!*»

«Le théorème de Pythagore avec les explications d'un menuisier, c'est bien plus réel.»

Gabrielle Légeret, fondatrice de De l'or dans les mains.

La jeune femme s'est donc mis en tête de changer tout ça, de donner une vraie place à l'intelligence manuelle à l'école. «*Le système actuel, qui ne jure que par l'abstraction et non par la pratique, place des millions de jeunes en échec. L'association a pour ambition de recréer des liens scolaires. Et puis, comprendre le théorème de Pythagore avec les explications concrètes d'un menuisier, c'est beaucoup plus réel.*» Avec son équipe de quatorze personnes, Gabrielle Légeret déploie des programmes où artisans et salariés d'entreprises prestigieuses comme Chanel ou Cartier interviennent gratuitement dans les établissements.

L'association, qui a rapidement obtenu un agrément national, a déjà accompagné 10 000 jeunes depuis sa création, dans neuf académies scolaires. De nombreux métiers sont représentés – des artisans d'art, du bâtiment, de l'ameublement, du textile, etc. Son rêve? «*Que toutes les entreprises de savoir-faire de France s'engagent à intervenir dans des collèges à proximité.*» Une ambition qui dépasse l'éducation pour recréer un véritable écosystème territorial vivant, où «*l'intelligence de la main peut créer du lien social*» ●

Claire Faure-Miller, 39 ans

Café joyeux

Directrice générale France de Café joyeux depuis un an et demi, Claire Faure-Miller, 39 ans et ancienne de Publicis, transforme le secteur de la restauration en laboratoire d'inclusion pour les personnes en situation de handicap mental et cognitif. «*Rejoindre les équipes de Café joyeux m'a fait l'effet d'une grande claque humaine. Inclure par le travail, la formation et la rencontre, quel beau programme! J'y ai trouvé un niveau d'authenticité qui n'existe nulle part ailleurs.*» Claire Faure-Miller évoque une maman d'équipier marseillais qui lui a soufflé récemment: «*Mon fils était transparent dans le monde social avant d'entrer au Café joyeux.*»

Café joyeux, ce sont plus de trente établissements, dont sept hors de nos frontières, parmi lesquels des cafés-restaurants à New York, Lisbonne ou Bruxelles. L'entreprise emploie 153 «équipiers joyeux» en situation de handicap, tous recrutés en CDI après une formation d'un mois, sur un total de 300 salariés. Ils œuvrent à l'accueil, en salle, en cuisine ou en caisse, exercent tous les métiers de la restauration. L'am-

bition? Atteindre plus de 50 % d'équipiers dans les effectifs. Claire Faure-Miller insiste sur le statut de Café joyeux: il s'agit bien d'une entreprise et non d'une association. «*Ce ne sont pas des aides de l'État qui payent les salaires de nos employés. Nous voulons prouver qu'il est possible d'allier performance et impact.*» Pour assurer sa viabilité économique, la société, qui a ouvert son premier café en 2017 à Rennes, a développé une gamme de cafés de spécialité vendus à plus de 3 000 entreprises clientes. Un cercle vertueux qui crée du lien entre équipiers, convives et monde économique, prouvant que «*les personnes en situation de handicap peuvent être incluses dans le monde social*» ●

«Ce ne sont pas des aides de l'État qui payent les salaires de nos employés.»

Claire Faure-Miller, directrice générale France de Café joyeux.



Inclusion. Claire Faure-Miller, directrice générale France de Café joyeux, avec deux de ses équipiers.

Denis Podalydès

Dans la peau de François Mitterrand

Le pouvoir se « joue »-t-il ? Après le roi Lear ou le candidat Sarkozy, le sociétaire de la Comédie-Française incarne un président dans *Mitterrand confidentiel*. Interview.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTOPHE ONO-DIT-BIOT

La phrase est de Lionel Jospin, interviewé dans *Le Point* en 1994, à propos d'*Une jeunesse française*, la bombe livresque de Pierre Péan : « On voudrait rêver d'un itinéraire plus simple et plus clair pour celui qui fut le leader de la gauche française des années 1970 et 1980... » « Même si l'on devine à quel point ont pesé sur ce jeune homme d'alors les certitudes d'une famille, d'un milieu, d'une religion et les incertitudes d'une époque », ajoutait-il avec clémence au moment où les révélations sur le passé vichyste du président socialiste ébranlaient le pays. Trente ans après la mort de François Mitterrand, France Télévisions consacre à celui qu'on surnommait « le Sphinx » une série événement en quatre épisodes, *Mitterrand confidentiel*. Sur un scénario de Stéphane Pannetier, le réalisateur Antoine Garceau braque la lumière sur l'intimité d'un homme au sommet du pouvoir qui se sent « attaqué de toutes parts », fragilisé par les révélations qui s'enchaînent, des écoutes de l'Élysée à son état de santé et à son autre vie (lire l'article de Sylvie Pierre-Brossolette p. 73). Habitué aux rôles shakespeariens (il sera Polonius, dans *Hamlet*, à partir du 21 janvier, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe), c'est le grand Denis Podalydès, de la Comédie-Française, qui incarne François Mitterrand, quinze ans après avoir « interprété » Nicolas Sarkozy au cinéma dans *La Conquête*. Comment « jouer » le pouvoir ? Confidences.

Le Point : Vous avez interprété Nicolas Sarkozy en pleine ascension dans « La Conquête », de Xavier Durringer, en 2011. Aujourd'hui, c'est François Mitterrand au sommet du pouvoir que vous incarnez. La première expérience a-t-elle nourri la seconde ?

Denis Podalydès : Pas particulièrement. *La Conquête* était une comédie, *Mitterrand confidentiel* relève de la chronique biographique, dans laquelle je joue la plupart du temps un homme plus âgé que moi, alors qu'avec Sarkozy, bien que je ne fusse plus tout jeune – j'avais la quarantaine –, je me voyais comme un jeune loup affamé, découvrant sa propre aura. Mitterrand, même si j'ai quelques scènes avant la prise du pouvoir, je l'ai axé inconsciemment de l'autre côté, du côté de la grande maturité du pouvoir, et de la perte. Tout était plus mesuré, plus rentré qu'avec Sarkozy. Un peu ralenti, quoique très vif dans la pensée, le regard, la parole. Et bien sûr, dans la découpe des phrases, ce sont deux rythmes différents, deux rhétoriques. De plus, ici, dans la majorité des scènes, il y a la nécessité de cacher la douleur, le cancer. Ce qu'il y aurait en commun, c'est le sens de l'à-propos, de l'affrontement exact et de sang-froid, de ce qu'il faut dire et faire pour trancher. C'est le point commun des gens de pouvoir, j'imagine.

Au théâtre comme au cinéma, vous jouez souvent des figures de pouvoir, notamment chez Shakespeare. Le pouvoir se « joue »-t-il ? La façon d'entrer dans une pièce, de se taire, de regarder, de respirer suffit-elle à créer, physiquement, une aura d'autorité ?

Le charisme est un effet social plus qu'une qualité intrinsèque que l'on aurait naturellement ou qui s'apprendrait. C'est davantage un faisceau de signes (incluant bien sûr le physique, la voix) qui s'agglomèrent, qui se composent et qui finissent par donner l'illusion qu'on en est mystérieusement doté. Au cinéma, et plus encore au théâtre, on apprend que l'autorité, ce sont d'abord les autres qui la jouent : pour et devant le personnage qui la détient. Par leur attitude, leur ton, la déférence, la distance, ce sont eux qui ●●●



Fiction. Dans *Mitterrand confidentiel*, le président, joué par Denis Podalydès, avec Mazarine (interprétée par Suzanne Jouannet) et Anne Pinget (Judith Chemla).

Réalité. La scène d'origine, en novembre 1994. Les Français découvrent, en une de *Paris Match*, la fille cachée du président et sa mère.



... la donnent à voir. La mise en scène aussi y contribue, et le décor, le cadre ou l'éclairage font plus de la moitié du travail. Dans l'effet d'autorité, d'ailleurs, c'est le naturel qui importe, soit la discrétion, le calme et le quant-à-soi qui font qu'on ne s'expose pas en tant que détenteur de l'autorité, sous peine de tomber dans la rodomontade ou le « regard qui tue ». Dans *Le Promeneur du Champ-de-Mars* [de Robert Guédiguian, 2005, NDLR], Michel Bouquet ne prend jamais l'attitude, la pose ou le ton d'un homme de pouvoir. Pourtant, il rayonne, il est absolument Mitterrand.

Comment vous êtes-vous préparé pour nourrir le versant intime de Mitterrand ?

J'ai consulté, lu, regardé, écouté tout ce qui était disponible. Je me suis attaché à deux choses : l'écoute des discours, rassemblés par extraits dans un très beau CD édité par Frémeaux & Associés, de sorte que j'avais à l'oreille une forme de continuité vocale, des années 1980 aux derniers vœux. J'ai plusieurs fois regardé un beau documentaire tourné à la fin des années 1970, dans le style de Depardon, où l'on voit Mitterrand en campagne, parlant à ses électeurs sans se soucier de la caméra, avec humour et simplicité. Et j'ai lu passionnément la correspondance avec Anne Pinget, que je considère comme un monument du genre.

Y a-t-il un moment, une scène, un plan pendant le tournage où vous vous êtes dit :

« Là, je crois que je le tiens » ?

En travaillant les discours, les prises de parole publiques. Et le déclic, peut-être, c'est le jour où j'ai envoyé un petit « vocal » à Antoine Garceau, le réalisateur, avec la voix de Mitterrand. Il l'a fait écouter à sa femme, qui lui a répondu



Jeu de pouvoir. Denis Podalydès dans *Le Roi Lear* mis en scène par Thomas Ostermeier en 2022.

« S'il y a un aspect shakespearien dans le personnage de Mitterrand, il est peut-être dans le fait d'endurer et de cacher la souffrance. »

qu'elle en avait assez d'entendre en permanence la voix de Mitterrand. Savoir cela m'a lancé !

Qu'est-ce que l'homme politique « réel » a de shakespearien ?

Il me semble que le politique réel est toujours désarçonnant du fait d'être justement réel. Quand on est soudain dans la sphère rapprochée du pouvoir, on se rend compte qu'on déborde de préjugés et que ça ne se passe pas comme on le croit. Dans Shakespeare, dans les rôles que j'y ai joués (Richard II, Hamlet, Lear, Orsino), le pouvoir est toujours le miroir contradictoire de la faiblesse humaine, et toujours mis en scène dans un moment critique. Le personnage s'interroge sur la légitimité perdue, sur l'illusion qu'elle

représente, la part d'imposture qu'il faut combattre ou accepter. S'il y a un aspect shakespearien dans le personnage de Mitterrand, il est peut-être dans le fait d'endurer et de cacher la souffrance pendant d'aussi longues années, de taire ce qui, de l'intérieur, le

détruit, ce paradoxe entre le chef d'État supposé machiavélien et l'homme qui lutte contre la maladie.

À force de jouer le pouvoir, est-ce que votre regard personnel sur la politique a changé ? Vous sentez-vous plus indulgent, plus critique, plus perplexe ?

Je m'intéresse à la politique depuis mon adolescence et ça m'intéresse toujours. En tournant ces fictions politiques, ce goût qui a toujours été romanesque, voire romantique, a nourri mon envie et mon énergie. Plus critique ? Non, pas plus, pas moins. Plus indulgent ? Oui, car je me rends bien compte que la pratique du pouvoir, la fonction dirigeante, aujourd'hui, est très difficile. Plus perplexe ? Oui, sûrement. Qui ne l'est pas ? ●

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DE L'ENTRETIEN SUR [LEPOINT.FR](https://www.lepoint.fr)



Jeune loup. Le sociétaire de la Comédie-Française (3^e en partant de la gauche) a incarné Nicolas Sarkozy dans *La Conquête* (2011).

« Mitterrand confidentiel », tout en ombres et lumières

PAR SYLVIE PIERRE-BROSSOLETTE

Un monument historique entre cour et jardin: ainsi perçoit-on François Mitterrand, saisi entre les grands moments de son parcours public et les replis cachés de sa vie privée, savamment entrelacés dans la série. Tout y est. Les hauts et les bas d'une aventure hors norme, magnifiquement servis par l'interprétation de Denis Podalydès. Faux collabo et vrai résistant, amoureux transi et amant volage, socialiste d'occasion et orateur vibrant, père lointain et parent aimant, Européen convaincu et patriote inquiet, politique généreux et politicien cynique, antigauilliste et gaullien, malade impossible et touchant...

Les multiples facettes de ce personnage complexe sont exposées dans les quatre épisodes de *Mitterrand confidentiel*, qui racontent avec exactitude l'essentiel du personnage en mettant un coup de projecteur sur le ménage à trois formé avec sa femme, Danielle, et sa maîtresse en titre, Anne Pingeot. C'est la première fois qu'est porté à l'écran cet aspect long-temps méconnu de la vie du natif de Jarnac. On observe comment il tombe amoureux de cette jeune fille de la bourgeoisie clermontoise, passion qui survivra à toutes les vicissitudes d'un chemin encombré d'obstacles et qui lui donnera sa plus grande joie: Mazarine, que l'on voit évoluer dès son plus jeune âge sous les yeux d'un père attendri. La série simplifie à l'extrême la vie privée de ce don Juan jamais assouvi, mais parvient à montrer avec justesse les moments d'intimité de la « seconde famille », les frustrations à surmonter, les contraintes liées au secret, les bonheurs au fil des élections du père et des réussites scolaires de « Maza », devenue une jeune femme accomplie. Grandeur et

solitude d'un invraisemblable backstreet protégé par la République. Jusqu'à la réconciliation finale autour du cercueil, réunissant mères et enfants des deux lits. La série s'est ouverte sur l'un des épisodes les plus douloureusement vécus par le premier président socialiste: les explications données lors d'une interview à Jean-Pierre Elkabbach sur son passé vichyste, révélé par le livre de Pierre Péan.



Leçon. La série démontre à quel point la volonté d'un homme, François Mitterrand (Denis Podalydès), peut écrire l'Histoire.

Malade, affaibli, Mitterrand plaide sa cause, tentant d'apaiser des consciences choquées, et pas seulement à gauche. La série prend le parti de rendre justice au soldat évadé venu offrir ses services à l'administration du maréchal. On le suit dans son refus de la collaboration et son engagement dans la Résistance. La francisque décernée par Pétain? Elle n'aurait été qu'une couverture pour mieux mener la lutte dans la clandestinité. Quant à René Bousquet, rencontré après-guerre, il est présenté comme blanchi par la justice. Le portrait est plutôt bienveillant, même si sont évoquées les étapes les moins glorieuses de notre héros. Comme le pseudo-attentat du jardin de l'Observatoire, après

lequel il connaît une traversée du désert, lâché par tous en ces heures où triomphent les gaullistes après le retour du Général. On suit surtout l'ascension d'un ambitieux enfiévré, qui finit par triompher de tout, sauf de la maladie. L'homme est bien croqué dans son mélange de séduction et de mordant. La gestuelle est là, à quelques détails près: Mitterrand n'était pas gaucher et ne portait pas de montre... Le talent du verbe est bien rendu. On notera ses mots à destination du peuple de gauche – « *L'ennemi, c'est la finance* » (repris par François Hollande) – et ses formules historiques au sujet de l'Europe: « *Le nationalisme, c'est la guerre. La guerre, c'est sans doute le passé, mais c'est peut-être aussi l'avenir.* » Prémonitoire... S'il avait une conviction, c'était l'Europe. On le voit trembler après la chute du Mur, craignant le retour d'une grande Allemagne conquérante, mais arrachant à Helmut Kohl les assurances nécessaires. L'euro est son enfant, légué aux générations futures quasiment au forceps lors du référendum de Maastricht. La série démontre à quel point la volonté d'un homme peut écrire l'Histoire. Le reste est plus anecdotique mais amusant. Les scènes de complicité avec Jacques Chirac et de causticité avec Édouard Balladur, ses rapports ambivalents avec les médecins qu'il envoie paître, son mépris pour bon nombre de ses interlocuteurs, surtout socialistes, son amour des arbres et des livres, son autorité aussi naturelle que ses ambiguïtés, sont autant de traits bien rendus. Le personnage de la série est sans doute plus sympathique que ne l'a été vraiment François Mitterrand, mais on le retrouve ●

Les épisodes 3 et 4 seront diffusés le 12 janvier, à 21 h 10, sur France 2. La série est à voir sur francetv.fr.

J.M.G. Le Clézio

« Je suis un rêveuseur »

Avec « Trois Mexique », le Prix Nobel de littérature se penche sur trois auteurs de son panthéon personnel, issus de ce pays qu'il chérit. Entretien.

PAR VALÉRIE MARIN LA MESLÉE

Depuis le choc que le Mexique a provoqué en lui lors de son service militaire, le Prix Nobel de littérature remet sa passion sur le métier avec *Trois Mexique*, nous entretenant de trois auteurs majeurs de ce pays. Cet opus d'histoire littéraire, animé par la passion d'un traducteur au sens large, nous fait vibrer à la poésie de sœur Juana Inés de la Cruz (1651-1695) – génie méconnu et féministe avant l'heure, « la personne la plus importante de la littérature mexicaine », selon lui –, parcourir les régions du Mexique avec Juan Rulfo (1917-1986), l'inventeur du réalisme magique, et grimper jusqu'au village perché de l'inventeur de la micro-histoire, Luis Gonzalez (1925-2003), qu'a bien connu l'écrivain. Un superbe voyage au pays aimé, l'occasion d'une interview mexicaine, depuis Nice.

Le Point: Ce recueil critique contient trois Mexique, mais combien y en a-t-il en vous ?

J.M.G. Le Clézio: D'abord celui que j'ai connu il y a longtemps, quand je suis arrivé à Mexico en 1967. J'allais faire mon service militaire dans la coopération là-bas. J'ai passé quinze ans au Mexique en continuité, quand je travaillais au Collège de Michoacan, mais, avant cela, j'avais passé plusieurs années au Yucatan, j'ai donc une partie de ma vie liée au Mexique. Je ne me suis d'ailleurs jamais imaginé de ne pas y retourner un jour, peut-être même d'y retourner définitivement. J'ai vraiment ressenti le Mexique comme une possibilité de révélation, qui me permettait de devenir adulte, tout en gardant les rêves fabuleux de l'enfance puisque j'ai commencé à lire sur le Mexique quand j'avais une dizaine d'années.

Plus tard, les chroniques des premiers voyageurs m'ont donné envie de parler de ce passé mexicain tellement étonnant et qui affleure partout. Un exemple : peu de temps après mon arrivée, j'ai su qu'il y avait, dans le centre de Mexico, un petit monticule où les chiens errants se réfugiaient pour traverser la rue, une sorte de petite île au milieu d'un carrefour – près de l'Alameda –, appelée *la isla de los perros*, l'île des chiens. Et puis un jour, on a dû faire des travaux à cet endroit et, en commençant à creuser, le sommet d'une pyramide a émergé sur

la chaussée. Cette résurgence du passé prodigieux de la culture aztèque, olmèque, etc., se mélange à la vie moderne et donne ce sentiment de vivre dans plusieurs réalités, dans plusieurs temps différents. Ce pays a pour moi la valeur d'une formation, d'un secours, d'un soutien. C'est de l'amour que j'ai pour le Mexique. C'est pour cela que j'ai eu envie d'écrire ce petit livre, pour dire ce que j'aimais au Mexique par-dessus tout : sa littérature, sa musique, les gens, son passé amérindien, mais aussi la présence de la grande philosophie de l'âge d'or. Tout est mélangé. C'est un torrent, le Mexique.

Connaître un pays, c'est aussi connaître sa langue, et, dans ce livre, vous êtes devenu traducteur des poèmes de Juana Inés de la Cruz...

J'ai osé, bien que je ne sois pas un spécialiste de la langue espagnole, parce que j'ai vraiment eu envie de traduire ces poèmes en octosyllabes, qui sont très abrupts avec une structure tellement compliquée, où triomphe la langue de l'âge d'or espagnol. Juana y a inséré une autre langue, le nahuatl, pour laquelle j'ai une fascination, c'est l'une des très belles langues que les humains ont inventées, avec ses consonnes très curieuses, le «t» et le «l» mélangés. Popocatepetl par exemple. *Popoca* veut dire fumer, et *tepetl*, montagne, c'est la

montagne qui fume. Une langue qui a donné tant de noms de lieux au Mexique ou aux quartiers de Mexico...

Comment l'avez-vous, si l'on peut dire, rencontrée ?

Je n'habitais pas loin du couvent San Jeronimo, où elle était, dans le centre historique de Mexico, Calle de la Moneda. Très rapidement, j'ai entendu parler d'elle, et j'ai été étonné par son

histoire : comment une fille née dans la campagne aux alentours de Mexico, dans un village majoritairement indien, est arrivée à devenir la plus grande poétesse du continent américain. Alors j'ai commencé à lire, ses poèmes, bien sûr, mais aussi ses pièces de théâtre.

Il y a une pièce magnifique qui s'appelle *Amor es mas laberinto* (« L'amour est plus qu'un labyrinthe »), dans laquelle elle reprend l'histoire de Thésée et d'Ariane en la mélangeant à sa propre culture. Et puis cette autre pièce, *Le Divin Narcisse*, où elle identifie Jésus au dieu aztèque Huitzilopochtli. Pour elle, c'est la même personne. Et de la même façon que Huitzilopochtli se sacrifie pour permettre au monde d'exis-

« J'aime sa littérature, sa musique, les gens, son passé amérindien. Tout est mélangé. C'est un torrent, le Mexique. »



Passé-présent. J.M.G. Le Clézio devant des kivas, lieux de prière amérindiens (Nouveau-Mexique, 2006). L'échelle symbolise l'émergence de l'humanité.

ter, Narcisse, qui est en fait Jésus-Christ, se sacrifie, se jette dans l'eau, et perd la vie pour que le monde soit sauvé. On sent une femme possédée par le besoin d'aimer.

Vous avez connu Luis Gonzalez, l'historien auquel vous consacrez un de vos « Trois Mexique », en quoi compte-t-il à vos yeux ?

Je ne savais pas trop quoi faire de ma vie à l'époque, quand j'ai appris que Luis Gonzalez, que je connaissais déjà, était en train de créer un collège dans la ville de Zamora, une des villes importantes de la région coloniale du Michoacan. J'ai participé régulièrement au collège. Luis Gonzalez a apporté quelque chose de très important à son pays, la décentralisation des études et de l'université. Et c'est pour moi le moyen de lutter contre les maux du Mexique – qui sont, comme vous le savez, terrifiants –, face au problème presque insurmontable que posent les narcotrafiquants et la corruption. En décentralisant, on arrive peut-être à redonner de la vie aux régions et à leur esprit.

D'ailleurs, les trois figures que vous avez choisies viennent des provinces, une leçon pour notre monde ?

Oui, ce sont trois provinciaux. Juana Inés de la Cruz est une campagnarde qui vient à Mexico et qui gagne ses lettres de noblesse dans la littérature, mais qui reste fidèle à ce qu'elle a connu dans son enfance. Rulfo, même chose, il a vécu au Jalisco et au Michoacan au moment de la révolution et de la contre-révolution. Il a souffert dans sa chair de cette violence. Ensuite, il a parcouru le Mexique en prenant des photos pour essayer d'identifier l'âme régionale du Mexique.

Et enfin, Luis Gonzalez, qui, à l'âge adulte, retourne vivre dans sa terre natale. Son grand livre *Pueblo en vilo*, publié dans la collection « Terre humaine » sous le titre *Les Barrières de la solitude*, montre à quel point il était en train d'inventer une nouvelle manière d'écrire l'histoire, en s'intéressant au prix de la vie, aux problèmes que rencontrent les femmes pour survivre dans une société inégalitaire, et comment on peut résister au désir de s'expatrier, d'aller gagner de l'argent ailleurs, comment on peut vivre dans un petit village alors que tout devient tellement difficile. J'ai beaucoup d'admiration pour cette relation qui me semble très vraie. Et je crois qu'elle correspond à un besoin que nous avons à notre époque de nous relier à quelque chose de plus précis que juste de grandes idées, de grands thèmes. On a besoin de quelque chose de plus proche.

Vous travaillez sur un roman et publiez ce livre où vous vous faites passeur comme vous l'avez été de la poésie chinoise Tang*. Comment naît un tel livre ? D'une archive retrouvée, d'une relecture ?

Je n'ai pas d'archives, j'ai des papiers un peu partout, mais je suis quelqu'un qui dort très peu, et, quand je suis dans mon lit à regarder le plafond et ne pas dormir, j'ai une espèce de sentiment de rêverie dans lequel viennent des choses que j'ai envie d'écrire, et dont je me sers. Je dirais que je suis un rêveur... Je rêve... ●

Trois Mexique, de J.M.G. Le Clézio (Gallimard, 144 p., 18,50 €).

* *Le flot de la poésie continuera de couler*, de J.M.G. Le Clézio, avec Dong Qiang (Philippe Rey, 208 p., 20 €).



Force vitale

Élise Lépine signe une fresque captivante, portée par une héroïne lumineuse.

PAR FLORENCE COLOMBANI

Casablanca, juin 1955. Dès qu'elle a appris la mort de Jean, son amant magnifique, Reine a couru vers leur plage, ce « *champ de mines où ils avaient enfoui leur amour loin du monde, allongés nus au soleil, alanguis, extatiques* ». Elle a laissé leur petite Rose endormie sur le rivage et est allée se percher sur un rocher au large, là où sévissent ces terribles « *courants d'arrachement* » d'une puissance redoutable qui entraînent les nageurs vers le loin et les condamnent à la noyade. Tentée de laisser derrière elle cette vie traîtresse qui lui a pris son amour, Reine se souvient. Ainsi commence *Les Courants d'arrachement*, le premier roman d'Élise Lé-

pine, journaliste au *Point*, une saga follement romanesque qui nous emporte dans les flots tumultueux de la vie de son héroïne, la bien nommée Reine, beauté altière dotée d'une énergie peu commune qui naît du côté de Lisieux, entre un père imbibé de gros rouge et une mère esclave domestique. Dès les premières pages, la tragédie frappe : la mère, ébouillantée par sa lessiveuse, agonise pendant des jours, la peau couverte de saindoux, sa culotte de lin – que le père n'a pas voulu qu'on lui retire – soudée à la peau par l'eau bouillante.

Mais rien, ni la pauvreté absolue, la tragédie de la Shoah qui frappe une famille qui la protège, la cruauté des bombardements qui lui arrachent une petite sœur adorée, ni même la méchanceté

Tout un pan oublié de l'histoire ramené à la vie, dans une prose traversée de fulgurances poétiques.

jalouse de la tante Estelle devenue sa mère adoptive n'entament la force de vie féroce qui caractérise Reine. Sa nouvelle vie au Maroc coïncide avec la splendeur de ses 20 ans, et la découverte de l'attirance amoureuse. Fiancée à François, parti combattre en Indochine, elle s'éprend aussi de Jean, fils de pasteur et résistant, avec ses « *hanches de grand félin* » et son « *regard de velours* ».

Le triangle pourrait devenir fatal, mais une fois encore Reine, habitée par un « *feu violent* », vaincra.

En remontant le fil d'une vie librement inspirée de celle de sa grand-mère qui connut aussi bien la France pilonnée par les Alliés que le Maroc suave du protectorat, c'est tout un pan oublié de l'histoire de France qu'Élise Lépine ramène à la vie, dans une prose traversée de fulgurances poétiques. Elle invente au passage un personnage inoubliable, le cœur battant de ce livre, une héroïne que l'on suivrait sans ciller jusqu'au bout du monde et qui nous éclabousse de soleil et de larmes ●

Les Courants d'arrachement, d'Élise Lépine (Grasset, 352 p., 23 €).

Peine capitale

Constance Debré dans les couloirs de la mort américains.

PAR CLAUDE ARNAUD

Constance Debré n'a pas seulement tourné le dos à sa carrière d'avocate pénaliste pour s'orienter vers les femmes et divorcer de son mari, elle s'est aussi éloignée de l'Hexagone pour devenir *visiting professor* à l'étranger. Et c'est en partie en Amérique qu'elle mène aujourd'hui une vie nomade, partagée entre ses séminaires, les bars où elle fait ses rencontres et les piscines où elle se cuirasse. Une vie qu'on dirait californienne – les lieux sont floutés –, mais sans le surf ni le soleil, une version hivernale et gelée du *Less Than Zero* de Bret Easton Ellis. C'est que sur cette existence nouvelle plane le spectre de la mort, à quoi l'Amérique continue de condamner généreusement ses sujets – une cinquantaine d'exécutions cette année. C'est pourtant la seule dimension de la vie locale à ne donner lieu à aucune vidéo ni image – l'État les interdit – alors même qu'on trouve sur la Toile les pires horreurs en guise de mise à mort. Devinant pourquoi,

Constance Debré s'est mis en tête de restituer les rituels macabres entourant ces exécutions, après des visites dans quelques prisons locales. Mais, plutôt que de rendosser sa robe noire pour mener un plaidoyer abolitionniste, elle préfère dresser un inventaire clinique des protocoles édictés par l'administration pénitentiaire états-unienne.

Que faire si le condamné tombe malade la veille de son exécution ? Quel voltage infliger à un obèse pour s'assurer d'arrêter à jamais son cœur sans prendre le risque de voir son corps cuire ? Combien de fois et durant combien de minutes lui infliger des décharges ? Deux ? Cinq ? Si la corde lui a été promise, quelle longueur et quelle épaisseur devra-t-elle avoir ? Tout dépend de son poids et de sa taille, comme de l'État où la mise à mort a lieu – il a la responsabilité et de la condamnation et du choix de l'exécution.

Mais il n'y a pas que ces protocoles maniaques. Il y a aussi les rapports d'enquêtes parlementaires sur la meilleure façon d'occire le condamné, consultables dans les bibliothèques. Par pendaison ? Ébouillantage ? Lapidation ? Empoisonnement ? Décapitation ? Noyade ? Étranglement ? Gazage ? Et en laissant quels recours à ses défenseurs ? Dilemme cornélien qui allonge d'autant ses souffrances – certains attendent trente ans avant d'y passer – mais qui font vivre aussi les sociétés fabriquant les chaises électriques et les chambres à gaz (simple ou double). Tout, en attendant, devra être fait dans les règles pour qu'aucun doute ni remords n'accompagne cette mise à la trappe. Chaque geste sera exécuté par plusieurs agents afin qu'aucun ne puisse se sentir personnellement responsable d'une mort votée au nom du peuple américain. C'est toute une armée que la peine capitale entretient dans l'ombre.

Par sa netteté clinique, cet aspect-là du livre fait penser à la *Big Electric Chair* d'Andy Warhol, cette sérigraphie qui fit le tour du monde – la couleur pop en moins. Pas de psychologie, nul lamento, juste la pression de la main de l'ex-avocate qui nous aide à voir le moment auquel on ne peut croire mais qu'il faudra bien vivre, en liberté aussi : de quoi donner froid dans le dos ●

Protocoles, de Constance Debré (Flammarion, 144 p., 19 €).



Clinique. L'ex-avocate, plus tranchante que jamais.

le photo



Gabrielle Hébert Amour fou à la Villa Médicis

Musée d'Orsay
28.10.25 – 15.02.26

M
'O



Partir pour rester en vie

« Tout chemin mène à l'origine », professe Pascal Quignard dans un nouveau texte envoûtant.

PAR LAETITIA FAVRO

Il n'y a pas de place pour la mort. Ni dans le presbytère de Haworth, où Emily Brontë, vaincue par la tuberculose, compose son dernier vers. Ni à Nagasaki, où un concertiste donne un récital sur un grand piano Bechstein « qui datait d'avant la bombe ». Ni même dans les ruines du Havre, dévastée par la guerre, où un petit garçon saute de pierre en pierre pour se rendre à son cours de violon. Un garçon dont le beau visage grave orne le bandeau de ce livre, le premier à paraître aux toutes récentes Éditions Hardies, créées « par défi et plaisir » par Sophie Nauleau et André Velter. Ce visage est celui de l'écrivain enfant, et ce texte, parmi ses plus auto-

biographiques, même s'il se lit comme un roman. Un roman à deux voix, l'une féminine, l'autre masculine, qui, à tour de rôle, se quittent, prennent la tangente, s'enfuient pour rester vivantes.

Des bords de la Garonne au glacier de la Meije, des porcelaineries de Sèvres au port de Saint-Petersbourg, le lecteur épouse leur mouvement, leurs voyages, leurs métamorphoses, et devient tantôt musicien, tantôt pilleuse d'épaves, tantôt soldat de 20 ans dans le poing refermé duquel on découvre, après son « sublime suicide stendhalien », ce mot : « Bourdeaux jadis élève des pédants, puis aide-chicane, puis moine, puis dragon, puis rien. » « Nous aussi, sans que nous soyons si lumineux, mais capables d'autant de visages et de métamorphoses, nous nous déplaçons durant toute la nuit dans le noir », affirme le narrateur en écho. S'il est hanté de nombreux fantômes, *Il n'y a pas de place pour la mort* est tout sauf lugubre ; au contraire célèbre-t-il l'élan de vivre, la permanence d'un souvenir, d'une odeur, d'une sensation de chaleur, même quand « l'oubli attaque la mémoire ». Pour l'écrivain, qui achève à l'heure actuelle la rédaction du dernier livre de *Dernier Royaume*, cycle lancé avec *Les Ombres errantes* (Grasset, prix Goncourt 2002), ce texte est celui d'un retour aux origines, aux ruines du Havre, à l'absence de l'amour maternel. Il faut le lire comme on flâne, en gardant à l'esprit que le fait de ne pas connaître le nom de chaque plante rencontrée en chemin ne prive pas d'en savourer la beauté ni le parfum ●

Il n'y a pas de place pour la mort, de Pascal Quignard (Éditions Hardies, 160 p., 19 €).



Comme une tombe

Tout en grâce, Vincent Jaury bouleverse avec « Archive de Berthe Bendler ».

PAR MARINE DE TILLY

« **P**lus d'un million d'hommes étaient morts sur le front. On ouvrait les bras aux Juifs, et la famille Bendler exultait, à fabriquer des sacs de voyage cousus main haut de gamme, qui rappelaient l'exil, mais qui incarnaient aussi une envie d'enracinement. » Berthe Bendler, issue d'une famille de Juifs polonais arrivés à Paris dans les années 1920, est la grand-mère paternelle du journaliste et écrivain Vincent Jaury, auteur du très remarqué *La Petite Bande*, en 2022.

On ne sait pas grand-chose d'elle. Sinon ces quelques mots, prononcés en 1945 par son père, à propos de son frère déporté et tué par les Allemands : « J'aurais préféré que ce soit toi qui partes et non pas ton frère. » Juste une phrase, tombée sur la vie de Berthe Bendler comme la foudre sur le monde ; un éclatement, un « événement » durassien. Avec ce livre de souvenirs, de murmure et d'enquête, le petit-fils ●●●

PHILIPPE MATSAS/LEEXTRA VIA OPALE, PHOTO POUR « LE POINT » - JF PAGA/GRASSET/SP

6 NOMINATIONS AUX GOLDEN GLOBES® 

— DRAME —

MEILLEUR FILM • MEILLEURE ACTRICE • MEILLEUR ACTEUR DANS UN SECOND RÔLE
MEILLEURE RÉALISATRICE • MEILLEUR SCÉNARIO • MEILLEURE MUSIQUE DE FILM

JESSIE
BUCKLEY

PAUL
MESCAL

D'APRÈS LE ROMAN À SUCCÈS

HAMNET

*L'histoire méconnue qui a inspiré
le plus grand chef-d'œuvre de Shakespeare*



Écrit par
CHLOÉ ZHAO &
MAGGIE O'FARRELL

Réalisé par
CHLOÉ ZHAO

Le Point

LE 21 JANVIER AU CINÉMA

madame
FIGARO



FOCUS
FEATURES
AMBIENT
UNIVERSAL

... tente de rassembler les pièces de l'histoire de sa grand-mère. Il ne raconte pas une vie, il en éprouve les vestiges. Car il ne s'agit pas seulement d'un récit, mais d'un archipel de traces égarées.

Discret et exigeant, loin des séductions narratives immédiates, Jaury explore les fonds d'archives – inventaires, fragments, notations sèches –, mais si peu de révélations, et tant de manques... « *Toute archive est une mise en ordre du silence* », écrit-il. Les documents ne livrent aucune vérité définitive ; ils ouvrent un espace d'interprétation où le lecteur – comme l'auteur – n'a d'autre

Pour Vincent Jaury, la littérature est une question, un grand, un émouvant point d'interrogation.

choix que d'accepter l'incertitude en s'attachant aux détails, aux marges, aux indices non consignés, non articulés. Et le fait est que l'émotion est perceptible quand elle n'est pas dite, ni par le fond – l'archive – ni par la forme – l'écriture, volontairement retenue.

Il y a de la magie dans ce procédé, un éblouissement d'aveugle : comme Jaury, on ne sait rien, mais on considère tout – celui qui considère ne se contente pas d'observer l'objet de son désir mais le serre contre son cœur. Pour beaucoup, la littérature est un baume, une consolation. Pour Vincent Jaury, c'est une question, un grand, un émouvant point d'interrogation ●

Archive de Berthe Bendler, de Vincent Jaury (Grasset, 192 p., 19 €).



Énigme. Berthe Bendler, grand-mère et sujet de la tendre enquête de Vincent Jaury.

Tragédie en zone humide

Dans « *Aqua* », roman érudit, Gaspard Koenig remonte à la source de la vie : l'eau. Jubilatoire.



PAR ÉTIENNE GERNELLE

A Saint-Firmin, la guerre de l'eau a commencé. Ce petit village normand était pourtant béni par les dieux de l'ondée et traversé par une rivière si redoutable qu'on l'a nommée la Maline... Mais voilà : plus une goutte. Les cœurs s'assèchent-ils avec les puits ? *Aqua* est une fable grouillant d'humains renversés par le souffle de la bombe climatique : les âmes vacillent, les morales s'inversent, les chairs s'égarent. Martin, l'énarque croyant son heure venue, Maria, la sociologue épicière, Salim, le survivaliste, Liliane, la secrétaire de mairie, et les autres, qui s'étrépaient déjà à propos du raccordement au réseau de la ville voisine – le souverainisme aquifère ! –, sont saisis par les tourments de la soif. *Aqua* est aussi un roman érudit, presque encyclopédique. Après avoir exploré dans *Humus* (prix Interallié 2023) la vie sous la terre – et le destin des lombrics –, Gaspard Koenig a choisi de se pencher sur un autre élément : l'eau. Et sans modération. Parce qu'il est comme ça, le romancier philosophe. Au Point, on lui a collé l'étiquette de « libéral bucolique », mais la vérité est qu'il est aussi un obsessionnel. Il a donc ingurgité tout ce qu'il y avait à savoir à propos de l'eau, de l'hydrologie, des nitrates, des zones hu-

mides, des castors et de la gestion déléguée. Il y a une poésie de la source, mais aussi celle du tuyau, du bassin de décantation... Un écrivain savant, certes, mais sa matière première reste la viande humaine. Si l'on en apprend de belles, dans *Aqua*, sur les bassins-versants, ce sont souvent les muqueuses qui parlent... Même saint Firmin, paraît-il, n'était pas un saint !

On rit aussi, dans ce roman à l'écriture vive et jouissive, de tout et de tout le monde : des hauts fonctionnaires autosatisfaits pontifiant à coups de sigles, des activistes écologistes amoureux de leurs postures, des cadres du privé intoxiqués par leurs présentations PowerPoint, des néoruraux entrés en guerre sainte contre les cloches du village qui sonnent trop tôt, ou des renards de ministère aux piteuses courtisanes...

Koenig n'épargne personne ; il sauve aussi un peu tout le monde. La tendresse le pousse même à ressusciter quelques personnages déjà rencontrés dans *Humus*, notamment Léa, la naturopathe, à qui l'on doit cette réplique définitive : « *Il faut me laisser l'eau, monsieur le maire, c'est la dernière personne à qui je fais l'amour.* » Les voies d'écoulement de la vie selon Gaspard Koenig sont impénétrables ●

Aqua, de Gaspard Koenig (L'Observatoire, 448 p., 23 €).



LA MINUTE ANTIQUE DE CHRISTOPHE ONO-DIT-BIOT

Trump, les menottes de Maduro, et la Rome antique.

En exhibant comme un trophée, sur son réseau Truth Social, la photographie de Nicolás Maduro menotté, bandeau sur les yeux, en tenue de jogging informe, Donald Trump ne fait que recycler une pratique des empereurs romains. Ce qu'on appelait le « triomphe », ou l'humiliation, en public, de l'ennemi vaincu. Cela se passait à Rome, sous les yeux de la foule, et c'était du grand spectacle : on y voyait défiler les soldats victorieux, mais, avant tout, le chef ennemi entravé par des chaînes, réduit à un corps docile, neutralisé par une supériorité militaire écrasante. Jadis, le chef gaulois Vercingétorix ou le roi de Numidie Jugurtha en firent les frais. Aujourd'hui, c'est Nicolás Maduro avec des menottes pour chaînes, le bandeau sur les yeux opérant comme un symbole de son aveuglement, tandis que le vainqueur fait de son ennemi impuissant le centre des regards. On pourrait sourire devant cette réactivation des bonnes vieilles mises en scène et de cette façon dont Donald Trump rejoue le rituel du triomphe romain dans le cadre étrié d'un écran de smartphone. On peut aussi s'inquiéter du retour de ces scénographies archaïques, boostées par une technologie qui en fait des spectacles planétaires, démontrant, s'il le fallait, que l'Empire est en marche, sûr de sa force et de son bon droit. Jusqu'au Groenland, s'il le faut ●

ILLUSTRATION: SYLVIE FAUR POUR « LE POINT »

Les meilleures ventes de la Fnac

Fnac/Le Point du 29 décembre 2025 au 2 janvier 2026

Rang	Genre	Titre	Auteur	Nombre de semaines de présence continue	
				Classement précédent	Éditeur
1	R	Le Boyfriend	Freida McFadden	City	4 13
2	R	La Maison vide	Laurent Mauvignier	Minuit	1 19
3	E	Le Journal d'un prisonnier	Nicolas Sarkozy	Fayard	2 4
4	R	8,2 secondes	Maxime Chattam	Albin Michel	3 9
5	R	Je voulais vivre	Adélaïde de Clermont-Tonnerre	Grasset	5 9
6	R	La Nuit au cœur	Nathacha Appanah	Gallimard	7 9
7	R	La Prof	Freida McFadden	City	12 36
8	R	Le Secret des secrets	Dan Brown	JC Lattès	6 17
9	E	Encore mieux	Lena Situations	Lena Éditions	9 7
10	R	Mon vrai nom est Élisabeth	Adèle Yon	Éd. du sous-sol	22 4
11	R	Kolkhoze	Emmanuel Carrère	P.O.L.	8 19
12	E	Logocratie	Clément Viktorovitch	Seuil	14 5
13	E	Mon BBcédaire	Brigitte Bardot	Fayard	- 1
14	R	La Menteuse	Sophie Stava	Les Escales	- 1
15	E	Résister	Salomé Saqué	Payot	- 1
16	R	Le Cercle des jours	Ken Follett	Robert Laffont	10 15
17	R	Terre des hommes	Antoine de Saint-Exupéry, Riad Sattouf	Gallimard	11 6

R: Romans et nouvelles E: Essais et documents Entrée ou retour dans la liste



La Petite Bonne,
le roman phénomène
enfin en poche

Laissez
la poésie opérer.



Le Point

< les outre-mer aux avant— postes />

5^e édition

**29 janvier
— 2026**




📍 **Maison de l'Océan
PARIS 5^e**



Suivez l'événement en direct
depuis les outre-mer sur :
lepoint.fr

< **Gratuit**

Inscrivez-vous sur lepoint.fr/evenements

   Le Point Événements #LesOutreMerAuxAP


**MINISTÈRE
DES OUTRE-MER**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



HORST P. HORST/CONDÉ NAST VIA GETTY

L'esprit français

Jacqueline de Ribes vient de disparaître et avec elle une certaine idée de l'élégance.

Elle n'aurait pu être qu'une femme du monde née pour régner avec éclat sur les derniers feux d'une mondanité d'Ancien Régime – elle fut sans doute le plus bel astre des grands bals et la plus brillante des hôtes, faisant de son hôtel particulier parisien, mélange de grandeur et de simplicité, l'ultime lieu d'une certaine manière de recevoir, tant elle s'appliquait à traiter chaque invité comme si la soirée n'était organisée que pour lui. Sans doute fut-elle une Oriane moderne – Visconti la voulait en duchesse de Guermantes pour son adaptation jamais aboutie de *La Recherche*. Sans doute son allure, son port, son chic fascinèrent chefs d'État

et créateurs, puissances économiques et quai Conti, artistes, photographes et musées – le MET de New York lui consacra une exposition... Mais, au-delà de cette image et de cette réalité immatérielle, elle fut aussi et peut-être avant tout une femme libre, qui mine de rien jouait des lignes, avait franchi le Rubicon et créé sa propre griffe, protégeait les arts et continuait d'être totalement de son temps et dans son époque. Le tout avec une élégance qui n'appartenait qu'à elle et dont ses lettres sont l'acmé – il se trouvera peut-être un éditeur pour décider de les rassembler et de les publier : elles disent ce qu'est l'esprit français. Merci, Madame ● GILLES DENIS



GLORIA PARIS/SP

La valse des antipasti chez Gloria Osteria : carpaccio de gambas et pétales de foie gras, tartare de bœuf, crème de cèpe et truffe noire, thon rouge sauce tonnato, jambon cru et brioche feuilletée à la truffe...

« Italie in Paris »

La capitale de l'Hexagone est aussi devenue celle de la gastronomie transalpine, entre nouvelles adresses et repaires établis... **PAR HUGO DE SAINT PHALLE**

On peut être le plus fervent défenseur de la cuisine tricolore et se ranger à cette évidence, entendue lors d'une conférence de rédaction au *Point*: « *Tout le monde aime manger italien.* » Nous raffolons des spécialités de nos voisins, sans doute beaucoup plus que l'inverse, et ce n'est pas si grave. C'est même bien commode à l'heure de se mettre à table, notamment à Paris, une ville qui a toujours vénéré la pizza, sous toutes ses formes, les spaghettis, même irrespectueux des recettes originales, et starifié, plus récemment, le panettone. Nombre de toques italiennes y tiennent des tables d'auteur et, ces derniers temps, la scène a encore accueilli son lot de nouveaux établissements. Dont beaucoup sont créés... par des Français. Point de morale à cette histoire, juste une raison supplémentaire de nouer sa serviette autour du cou ●



BIG FESTA

La success-story Big Mamma a maintes fois été décryptée et, il faut bien l'avouer, on n'attendait pas grand-chose de très neuf, après 30 établissements inaugurés dans le monde, de Paris à Londres en passant par Madrid et même Dubai. Erreur ! Le groupe fondé en 2015 par le duo français Tigrane Seydoux et Victor Lugger – passé sous pavillon britannique depuis deux ans – vient tout simplement de signer l'une des plus belles ouvertures de la

fin d'année dernière. À Paris, là où tout a commencé.

Lieu du forfait ? Le fantastique cadre Art nouveau de l'ancienne Maison des dames des postes, télégraphes et téléphones, qui abritait, il y a encore quelque temps, le restaurant étoilé Les Climats. Changement total d'ambiance puisque, de table gastronomique, le lieu a mué en une osteria urbaine festive, dans la droite lignée de ce que le groupe a réalisé à Milan. Si on a ajouté moult froufrous, lustres monumentaux et miroirs dorés, l'espace a gardé son âme, sa superbe

mosaïque et son emblématique jardin d'hiver. Point de pizzas ici, la carte joue la dolce vita du goût, convie les lamelles de foie gras sur le carpaccio de gambas, la brioche feuilletée à la truffe avec le jambon cru, parfaitement affiné, et la sauce tonnato sur les lamelles de thon rouge. Spaghettis al ragu ou vongole, saltimbocca alla romana, involtini de lapin, tiramisu ou pannacotta : les classiques ne sont pas loin et, même avec un Negroni, l'addition se tient, surtout au vu de la prestation. Ça se fête, non ? **Gloria Osteria.** 41, rue de Lille (7^e). Carte : 40-80 €.



TOTEM CRÉMEUX

Commençons par une distinction : dans la catégorie « meilleure pannacotta de l'année », le prix revient à ce nouveau restaurant du quartier Saint-Georges. Un modèle du genre, devenu l'une des signatures du lieu. Car, en plus d'être éminemment graphique, ce dessert fait des merveilles en bouche avec sa crème aux deux vanilles (Bourbon et de Papouasie) à la texture parfaite, nappée d'un sirop maison au vinaigre balsamique blanc et thym citron et ornée de quelques fleurs. Elle incarne aussi très bien la cuisine d'Alexandre Guyader, chef et copropriétaire des lieux avec Laura Hyppolito. Le tandem, passé par de belles maisons (Dali au Meurice pour lui ; Langosteria au Cheval Blanc Paris pour elle), reçoit dans un écrin design presque japonisant avec ses panneaux de bois. Mais c'est bien les manières italiennes que l'on retrouve dans l'assiette, en version contemporaine et bistronomique : carpaccio de daurade royale aux accents siciliens, assaisonné de fenouil mandoliné, orange et noix ; cappelletti frais à la ricotta, arrosés d'un intense cappuccino de châtaigne et crème crue...

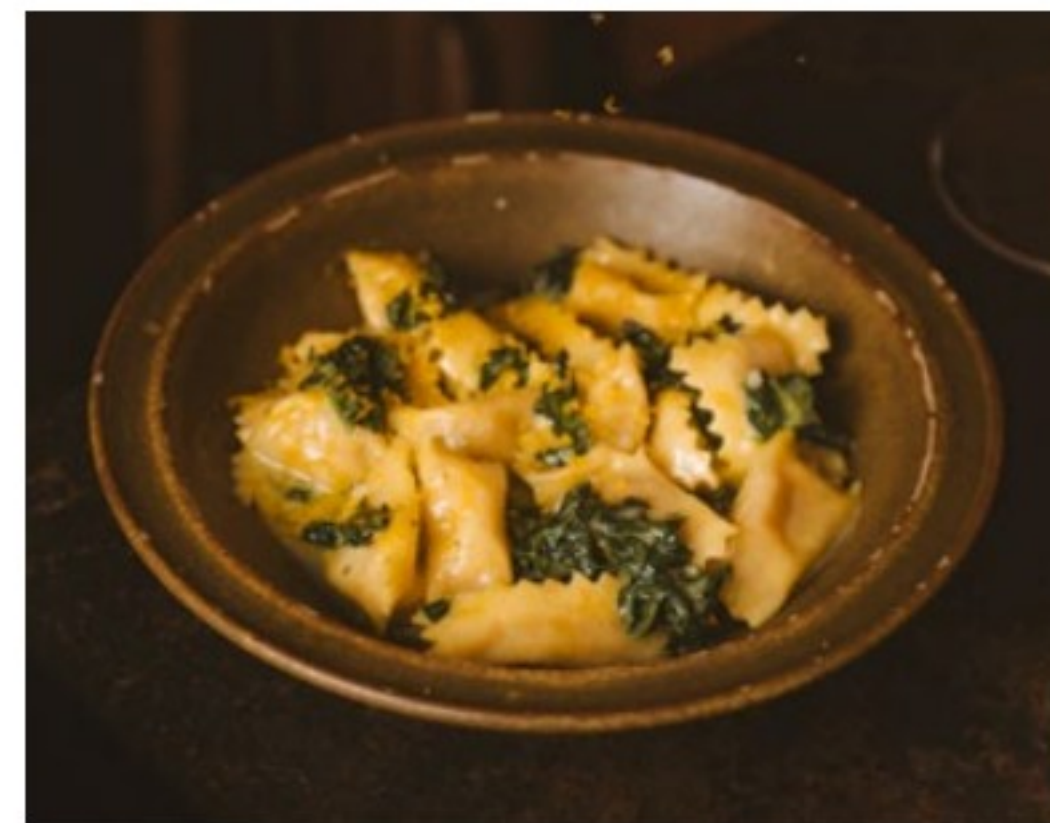
Felini. 50, rue Saint-Georges (9^e).
Carte : 50-60 €.

C'est bien les manières italiennes que l'on retrouve dans l'assiette, en version contemporaine et bistronomique.

AIMABLE ESCALE

Heureux les voisins de ce troquet de quartier, sis dans les murs de l'ancienne Bigarrade de Christophe Pelé, où les spécialités transalpines la jouent tantôt bistronomiques, tantôt classiques, entre vitello tonnato habilement réinterprété, tagliatelles au ragoût de sanglier, et tiramisu dans les règles de l'art. Le ris de veau, la pluma de porc ou le filet de canette n'hésitent pas à pointer le bout de leur nez.

Vinello. 106, rue Nollet (17^e).
Carte : 50-60 €.



DE TOUTE BEAUTÉ

Accolée à l'excellente pizzeria Faggio, cette osteria du bas Pigalle, gentiment endormie, a retrouvé des couleurs sous l'impulsion récente d'un jeune trio corse – Philippe Bernardini, Ennio Giraschi et Victor Lambert – passionné de beaux produits et de jolis flacons. On y trouve, forcément, de très belles références de l'île de Beauté, entre vigneron stars et jeunes talents, mais aussi de l'Hexagone et de la Botte. La carte, elle, reste centrée en grande partie de l'autre côté des Alpes, faisant le grand écart entre réconfort ménager (osso-buco dans le ton, frontal mais délicieux), envolées plus ciselées (tartelette aux chanterelles et purée de racines de persil ; poêlée de saint-jacques et chou-fleur au citron) et pimpantes propositions de pâtes en rotation (agnolotti au potimarron, poutargue râpée et graines de courges au savoureux rendez-vous de la saison).

Scarpetta. 72, rue Marguerite-de-Rochechouart (9^e). Carte : env. 50 €.

DOUCEUR URBAINE

L'été dernier, l'excellent chef calabrais Alessandro Candido a donné un petit coup de fouet à son auberge rustico-bellevilloise en se concentrant sur les recettes inspirées de sa terre natale. Le résultat est emballant et d'une sincérité à toute épreuve. Que ce soit pour son bal d'antipasti parfaitement orchestré (charcuteries soigneusement sourcées, polpettes au pecorino et provolone...) ou ses pâtes cuisinées avec les produits de saison, servies à l'assiette ou dans un grand plat à partager, voilà une escale de choix à l'ambiance détendue.

Osteria Paradiso. 35, rue de Sambre-et-Meuse (10^e). Carte : 40-50 €.

PETIT LUXE

Entre le wagon-bar chic et le «diner» contemporain, cette adresse au décor singulier, ouverte à l'été 2024 par l'équipe d'Alfred et du Sand, est devenue un incontournable de la rue du Mont-Thabor, connue pour ses enseignes de mode et de joaillerie. Pas étonnant que les assiettes affichent un certain style, comme la pizza frite signature, recouverte de chair de crabe liée avec un jaune d'œuf et coiffée d'une salade de saison aux légumes pickles ou les gnocchis dodus, nappés de sauce cacio e pepe bien poivrée comme on l'aime. Le week-end, on y déguste la bistecca alla fiorentina, faux-filet de bœuf découpé en lamelles, petit plaisir carnassier toscan. À accompagner d'un negroni, par exemple.

Alfi's. 26, rue du Mont-Thabor (1^{er}).
Carte: env. 50 €.



FORTE TÊTE

Les déçus de la fermeture de Frenchie To Go, le snack très amélioré de Grégory Marchand n'ont pas eu à porter le deuil longtemps. Le chef star de Frenchie – une étoile Michelin – a totalement réinventé le lieu, poussé les murs et transformé l'espace en une néo-trattoria au look soigné. Une excellente adresse de plus dans la très gourmette rue du Nil, où l'on déguste, entre autres, un modèle de milanaise: une côte de veau épaisse, rosée, escortée d'un jus condimenté. Grand oui, aussi, pour le vitello tonnato revisité à la porchetta de cochon et, évidemment, les «primi» déclinés selon la saison, dont d'exquises linguine à la chair de tourteau et bisque d'étrille.

Altro Frenchie. 9, rue du Nil (2^e). Carte: 40-80 €.

MILAN SAINT-GERMAIN

Quelques jours après son ouverture, cette nouvelle escale germanopratinne attire déjà les curieux... Et les fidèles de Sant Ambroeus, enseigne milanaise octogénaire, dupliquée à New York dans les années 1980 puis dans les Hamptons, forcément prisée des célébrités de tout poil. La décoration reprend les codes de la maison mère, quelque part entre le salon contemporain et le bar chic. Même esprit, aussi, côté restauration avec une offre en continu, du petit déjeuner au dîner. L'idée n'est pas de renverser la table mais de façonner une carte dans l'air du temps, entre standards people (lobster roll, salade césar, filet de bœuf...) et italianités. À ce titre, la carte des «primi» semble avoir de la ressource, entre tagliatelle cacio e pepe et linguine au citron et gamberi crues. Les gnocchis au safran, arrosés d'une sauce au jus d'osso-buco, avec des morceaux de viande bien confite, constituent clairement l'un des plats de pâtes les plus douillet de la saison. Notoriété oblige, la note peut, elle, en fonction des choix, s'avérer plus raide.

Sant Ambroeus. 11, rue Saint-Benoît (6^e).
Carte: 60-120 €.



MONDANITÉS

Un bon tiramisu est toujours moche, dit-on. Exception à la règle, ici, avec un spécimen en tenue de gala, parfait d'équilibre entre le goût du cacao, du café et de la double-crème (fouettée et mascarpone), servi généreusement pour un, comme pour deux, trois ou quatre dans un joli plat. Pour le déguster, il faut se rendre chez Cassaro's, toute nouvelle adresse du groupe Beaumaryl de Gilbert et Thierry Costes (Hôtel Amour, Café Marly...). Nouvelle, pas exactement, puisqu'elle se situe en lieu et place de leur Germain. Du décor de l'ancienne brasserie, il ne reste plus que « Sophie », la sculpture jaune monumentale de Xavier Veilhan qui traverse le plafond. Méconnaissable, la salle s'est muée en boudoir années 1950 entre boiseries, moquette épaisse et lustres vénitiens. La cuisine, elle, porte la marque du groupe : souffle mondain et exécution précise, comme avec les brocoletti, bien croquants, nappés de sauce cacio e pepe, la pizzetta straciatella-mortadelle-pistache ou la milanaise, sans fausse note. Un club doit voir le jour prochainement au sous-sol.

Cassaro's. 25, rue de Buci (6^e).
Carte : 50-90 €.



Un bon tiramisu est toujours moche, dit-on. Exception à la règle, chez Cassaro's, avec un spécimen en tenue de gala.

Et toujours...

PAR HUGO DE SAINT PHALLE ET DELPHINE RIBEIRO



POUR UN MOMENT À DEUX

Au cœur du passage des panoramas, dans l'ancienne boutique du graveur Stern, la famille Alajmo (Le Calandre, 3 étoiles à Padoue) a imaginé l'un des plus singuliers restaurants italiens de la capitale. Ambiance intime mais détendue, et sublime cuisine de produits.

Caffè Stern. 47, passage des Panoramas (2^e).

POUR UNE NAPOLITAINE

Le décor n'est pas le plus incroyable de la scène parisienne, le quartier non plus. Mais les pizzas de Guillaume Grasso – qui ne transige ni sur la qualité des produits ni sur la tradition napolitaine – méritent largement le déplacement.

Guillaume Grasso, La Vera Pizza Napoletana. 45, rue Brancion (15^e).

POUR UNE TOQUE STAR

Reale, son restaurant triplement étoilé des Abruzzes, fait courir les « foodies » du monde entier. À Paris, Niko Romito explore la gastronomie transalpine à travers des créations contemporaines tirées à quatre épingles qui ont le goût de l'Italie.

Il Ristorante – Niko Romito. Bulgari Hotel Paris. 30, avenue George-V (8^e).

POUR L'AUTHENTICITÉ

La convivialité de ce bistrot n'est plus à prouver. La carte y est courte, mais on y retrouve les vrais classiques de la cuisine italienne, généreuse et gourmande. Mention spéciale pour le vitello tonnato.

Tempilenti. 13, rue Gerbier (11^e).

POUR DES TRIPES... ET BIEN PLUS

Une salle moderne, une cuisine de produits, tout en élégance, aux assiettes vivantes et colorées... L'adresse gastronomique du chef Giovanni Passerini nous régale toujours autant. Ses tripes à la romaine sont incontournables.

Passerini. 65, rue Traversière (12^e).



POUR LE GOÛT DE LA MÉDITERRANÉE

En plus de signer l'une des meilleures milanaises de Paris et l'un des meilleurs babas, le chef Simone Zanoni concocte une cuisine délicate et solaire entre crudos toniques et ravioli couture. Service palace.

Le George. Four Seasons George-V.
31, avenue George-V, Paris 8^e.



POUR UN INSTANT « VEGGIE »

Par l'équipe de Maslow, une adresse dédiée aux pâtes fraîches végétariennes, entre poutargue au jaune d'œuf de poule et bolognaise de champignons. Déco dans l'air du temps, assiettes bien garnies et prix tenus.

Fellows. 84, rue du Faubourg-Saint-Denis (10^e).

POUR UNE PARTITION IODÉE

La célèbre enseigne milanaise Langosteria a installé son ambassade française au septième étage du Cheval Blanc Paris. Entre l'oyster bar et la chic brasserie marine, poissons et fruits de mer y sont célébrés avec ce qu'il faut de faste et de punch.

Langosteria. Cheval Blanc Paris.
8, quai du Louvre (1^{er}).

POUR L'INTEMPOREL

Éclairage à la bougie, carrelage patiné... Autre escale incontournable du passage des Panoramas, le petit restaurant de Simone Tondo traverse les époques sans se soucier des autres ni prendre une ride.

Racines. 8, passage des Panoramas (2^e).

POUR UN « TROIS EN UN »

Dix ans que la table de Michele Farnesi nous enchante avec son menu dégustation remarquable et son adorable formule déjeuner. Et en plus elle a fait des petits, juste à côté: une cave à vins et une épicerie-traiteur.

Dilia. 1, rue d'Eupatoria (20^e).

POUR UNE SIGNATURE

Avec Simone Tondo et Giovanni Passerini, Fabrizio Ferrara est l'une de ces toques qui a fait sérieusement grimper le niveau à Paris. Ce fut d'abord au feu et mythique Caffè dei Cioppi, c'est désormais dans ce modèle d'osteria où il signe une vraie cuisine d'auteur.

Osteria Ferrara. 7, rue du Dahomey (11^e).

POUR UNE SOIRÉE PANACHE

Pizzas imprenables, tantôt classiques, tantôt créatives, primi et secondi pleins d'allant, décor waouh et ambiance toujours au rendez-vous... Que demander de plus? Un excellent bar à cocktails, par exemple. Il est planqué au fond du restaurant.

Daroco. 6, rue Vivienne (2^e).

POUR LE GOÛT DU LEVAIN

Six choix de pizzas ici, dont une surprise du chef. On doit la finesse de la pâte au levain d'excellente qualité à l'ancien boulanger de chez Ten Belles. Les ingrédients sont, quant à eux, originaux: asperge, polpette, ragu à la moelle pour twister les goûts. Bonus pour les vins nature et les glaces de chez Folderol.

Oobatz. 4 bis, avenue Jean-Aicard (11^e).

POUR UN DUO DE CHAMPIONS

Fin 2023, Il Carpaccio a, tout simplement, été élu meilleur restaurant italien du monde... hors Italie. À la tête des cuisines, le duo Oliver Piras et Alessandra del Favero conjugue créations élaborées et classiques vénérés, dont l'escalope de veau à la milanaise, travaillée en « oreilles d'éléphant », c'est-à-dire très fine et de taille maousse.

Il Carpaccio. Hôtel Royal Monceau.
37, avenue Hoche (8^e).





Boucle d'oreille
Éden (ci-contre),
bague Nautilus
(ci-dessus),
bague Eboris
diamant (à dr.).



Collier Eboris Link
Pavé.



Mazarin change de cap

La jeune maison de joaillerie sculpte son avenir dans la pierre naturelle, sans trembler, sans s'excuser. **PAR CONSTANCE ASSOR**

Mazarin avance sans bruit. C'est sa manière. Une maison jeune, fine, presque fragile en apparence, mais qui sait très bien ce qu'elle fait. Louise de Rothschild d'un côté, Keagan Ramsamy de l'autre, deux gemmologues qui regardent les pierres comme on lit un visage. Pas de phrases de trop. Pas d'esbroufe. Leur histoire avait commencé autrement. Un pari: le diamant de laboratoire. Une pierre née de la main de l'homme, une façon polie de dire que le génie humain peut rivaliser avec le cœur de la Terre. Un geste moderne, presque téméraire. On croyait la mode prête, les mentalités ouvertes, les marchés internationaux curieux. Erreur d'optique. Le discours était lourd à porter, trop lourd pour une jeune maison aux ambitions lointaines. Les épaules n'ont pas cédé, mais elles ont compris.

Alors Mazarin revient au naturel. Aux pierres vraies, celles qui ont mis des milliards d'années à se fabriquer sans personne. Un retour qui n'a rien

d'un repli, plutôt une façon de dire « on joue dans la cour des grands ». Pureté, éclat, proportions, traçabilité impeccable – pas de discussion possible. On trie, on coupe, on polit. Les ateliers français et italiens prennent la suite. Là-bas, on ne parle pas: on sait. Et ce

Renoncer au diamant de synthèse pour le naturel: le virage n'est pas idéologique, il est joaillier.



Pendentif et broche éléphant.

virage, Mazarin ne le proclame pas, elle le scelle. Avec Éden, une paire de boucles d'oreilles pensée comme une métamorphose. Un oiseau de paradis en plein élan, la nacre taillée en ailes, un dégradé de saphirs roses et, en point d'orgue, un padparadscha poire aux nuances d'aurore. Une création vive, presque animée, qui résume tout: le naturel n'est pas un retour en arrière, mais une ascension. Un manifeste discret, précis, qui fixe le nouveau cap de la maison.

Prolongement de l'être. L'éléphant demeure l'emblème. Un choix net. Pas la douceur naïve des cartes postales, mais la force tranquille, le poids de la nature, l'animal qui n'a besoin de convaincre personne. Les bijoux Mazarin suivent cette logique. Organiques, précis, silencieux, ils se posent sur la peau, ne chutent jamais dans l'ornement. Ils prolongent. Ils soulignent. Ils mordent, parfois.

Dans un marché où tout brille trop, Mazarin choisit la ligne claire. Pas la lumière agressive, mais l'évidence adulte. Pas le slogan, mais la tenue. C'est peut-être cela, le luxe véritable: ne pas courir. Ne pas supplier. Simple-ment être sûr. Mazarin l'a compris. Et c'est pour cela qu'on la regarde déjà avec l'attention qu'on réserve aux maisons qui ne feront pas que passer ●



Tout sur Brunello

Alors que le Pitti Uomo où il présente ses nouvelles collections ouvre à Florence, un film de Giuseppe Tornatore éclaire le destin de l'empereur du cachemire. **PAR GILLES DENIS**

Parfois des vies deviennent des destins. Celle de Brunello Cucinelli (*photo ci-dessus*) est de celles-ci : celui qui est désormais une manière d'empereur du cachemire italien a transformé son chemin professionnel et personnel en quête humaniste. Un itinéraire aux allures de récit romanesque en diable qui constitue la trame du film que lui a consacré Giuseppe Tornatore, *Brunello, il visionario garbato*. Un long-métrage présenté début décembre dans le mythique studio 5 de Cinecittà – celui où travaillait Federico Fellini – lors d'une soirée où se pressaient tout Rome et le monde. Sur pellicule, on apprend que le jeune homme fit ses premiers pas en jouant aux cartes, ce qui dit beaucoup de sa capacité à la

prise de risques entrepreneuriale ; on découvre un bar, devenu son QG, où l'on croise aussi bien les philosophes qui le nourrissent toujours que des figures italiennes – des *ragazzi* à la prostituée au grand cœur, via le curé charismatique. Des influences croisées qui construisirent la personnalité du jeune Brunello, qui, en décidant d'introduire la couleur sur le cachemire, d'en épurer la coupe, créa ainsi un nouveau désir d'achat – on passe sur quelques astuces éclairées qui devraient être au programme de toute bonne école de commerce.

Demeure le mystère d'un homme féru des Lumières qui a fait de ses lectures d'Érasme, de Rousseau ou de Montesquieu son bréviaire d'affaires.

Ce qui fait de lui un personnage à part dans le monde du luxe. Demeure que cette soif d'humanisme a débouché sur une réalité : Solomeo, village aux confins de l'Ombrie, non loin de Pérouse. Ici vivent Brunello et sa famille ; ici est le siège de l'entreprise ; ici est le lieu de production entre maisons médiévales réhabilitées, *teatro olimpico*, bibliothèque universelle et paysage remodelé pour lui rendre sa noblesse. Comme hier les ducs de Mantoue imaginant avec Sabbioneta leur cité idéale, Brunello Cucinelli a fait de Solomeo une manière de rêve éveillé – mais bien réel. Il y a de la douceur et du sens dans ce projet. Comme dans le cachemire ●

Brunello, il visionario garbato, de Giuseppe Tornatore, en salles en mai.



Bandeau lumineux reliant les feux arrière restylés et grand écran central de 16 pouces pour la 3^e génération du SUV Jeep.



Jeep Compass: le cousin américain

Plus habitable, le nouveau SUV combine motorisations hybrides et chaînes de traction électrique pour séduire l'Europe. **PAR YVES MAROSELI**

S'il est une marque légitime sur le segment des SUV, c'est bien Jeep, qui a littéralement inventé ce genre automobile avec le premier Wagoneer, présenté en 1962. Un concept de silhouette surélevée qui a fait florès depuis, au point d'être aujourd'hui repris par la plupart des marques généralistes. C'est d'ailleurs paradoxalement sur la plateforme STLA Medium, étreinte par le dernier Peugeot 3008, que le Jeep Compass de 3^e génération a été développé, mais dans une configuration dotée d'un empattement long (2,80 m) et de porte-à-faux courts déterminant des angles d'approche et de fuite qui permettent d'optimiser ses capacités de franchissement.

De même, si le Compass reprend les motorisations hybride de 145 ch et hybride rechargeable de 195 ch déjà vues sous le capot d'autres modèles du groupe Stellantis, il s'en distingue par sa version électrique de pointe. Ainsi,

en plus des déclinaisons traction de 213 ou 231 ch selon la capacité de batterie – respectivement de 73 kWh pour une autonomie de 500 km, ou 97 kWh pour 650 km –, l'américain sera aussi bientôt proposé en version 4xe à 4 roues motrices de 375 ch. Particularité: l'adop-

Bientôt une version électrique de pointe 4 roues motrices de 375 ch.

tion d'un moteur arrière de 180 ch capable à lui seul de propulser le Compass pour gravir des pentes allant jusqu'à 20 % grâce à un rapport court, tout en étant débrayable pour réduire la consommation d'énergie sur route.

Avec 4,55 m de long, ce Compass de 3^e génération dépasse de 14,4 cm le modèle précédent, ce qui profite aux occupants de la banquette arrière, qui gagnent

deux centimètres en espace aux jambes, mais aussi au volume de coffre qui passe ainsi de 505 à 550 litres tout en conservant ses dossiers rabattables en trois parties. Le poste de conduite présente une ergonomie classique avec un grand écran central tactile de 16 pouces et un plus petit derrière le volant pour les instruments pouvant être complété par un affichage tête haute.

Posé sur une suspension ferme, le Compass joue la carte du dynamisme avec un comportement précis et stable. Il se distingue aussi par son silence et sa facilité de conduite en version électrique, grâce à ses palettes au volant permettant de moduler le niveau de régénération, jusqu'au mode « One Pedal » permettant de ralentir progressivement jusqu'à l'arrêt sans avoir à toucher la pédale de frein. Les prix débutent à 39 190 € pour la version e-Hybrid 145 ch, et à 43 890 € pour l'électrique de 213 ch ●



Chute de Maduro : pour qui sonne vraiment le glas ?

Nicolas Maduro n'était pas un président élu mais battu. Il n'était pas légitime mais avait volé leur victoire à ses opposants qui, selon tous les décomptes, l'avaient emporté à une écrasante majorité.

Il n'était même pas, à dire vrai, chef d'État mais narcotrafiquant à grande échelle, inondant le monde de cocaïne et recyclant l'argent de ce poison pour financer les forces terroristes les plus obscures.

Son inculpation à ce titre n'est d'ailleurs pas un caprice récent de Donald Trump, mais émane d'un tribunal fédéral de New York en 2020, a été maintenue sous Joe Biden, puis aggravée par le même Biden qui, dans l'une de ses ultimes décisions, le 10 janvier 2025, a porté la prime de capture, comme pour Ben Laden, à 25 millions de dollars.

Tout cela pour dire que sa chute n'est pas, en soi, un scandale mais une bonne nouvelle. Et j'ai, pour ma part, réagi comme je l'ai fait partout, toujours, quand un peuple s'est libéré de ses tyrans : à la réserve près des images d'humiliation par principe inacceptables, j'ai partagé l'allégresse des Vénézuéliens réduits à la misère, jetés sur les routes de l'exil, torturés et se souvenant de leurs proches assassinés par centaines quand ils osaient manifester (par milliers en comptant les exécutions extrajudiciaires).

Seuls se sont instinctivement offusqués la Russie, l'Iran ou le Hamas – ainsi que leurs idiots utiles, à Paris, de LFI ou, à New York, de la nouvelle mairie de M. Mamdani.

Restent, à partir de là, d'immenses questions. Et d'abord celle-ci, que l'on entend partout, mais qui me semble trop commode, trop tardive et paresseuse : Trump n'aurait-il pas, en kidnappant un narcotrafiquant, « donné des ailes » à Xi Jinping et Vladimir Poutine, ces impérialistes à l'offensive ?

Comme si ces hommes avaient besoin d'ailes !

Comme s'ils avaient attendu Caracas pour prendre ou tenter de prendre Hongkong, la Crimée, le Donbass, puis l'Ukraine tout entière !

Et comme si le président Zelensky n'avait pas déjà été victime, au bas mot, d'une douzaine de tentatives d'enlèvement et de meurtre documentées !

Et comme si l'histoire récente n'était pas, depuis plus de trente ans, une longue litanie de violations, d'annexions, de massacres qu'aucun droit international n'a jamais empêchés et qui ont vu, chaque fois, les grandes institutions gardiennes de ce droit reculer, capituler et se déshonorer !

Le droit international n'est pas mort à Caracas, mais à Sarajevo, Kigali, Alep et, aujourd'hui, à Marioupol, Pokrovsk et Khartoum.

Quant à Taïwan, bien sûr que le compte à rebours est lancé. Mais ce n'est pas la capture de Nicolas Maduro qui a encouragé les prédateurs – c'est la faiblesse politique et

morale de l'Occident qui leur a, jusqu'ici, laissé le champ libre ; c'est l'illusion que le droit suffit quand il n'est plus garanti par la puissance ; et ce serait, aujourd'hui, un « deal » aux termes duquel un Trump, ivre d'hubris et de cynisme, dirait : « ok pour Taïwan, mais en échange, par exemple, de X milliers de milliards de droits de douane favorables... »

Les vraies questions sont ailleurs.

Que vont faire les États-Unis, maintenant ?

Délivrer le Venezuela massivement acquis à la démocratie ? Ou le livrer, comme cela a été annoncé dans des déclarations fumeuses mais honteuses, aux compagnies pétrolières américaines ?

Rendre le pouvoir aux Vénézuéliens, lesquels, contrairement aux Irakiens de 2003, ont des représentants respectables et, je le répète, impeccablement élus qui s'appellent Edmundo Gonzalez Urrutia et Maria Corina Machado ? Ou installer un gouvernement fantoche, éventuellement issu de l'ancien régime terroriste, comme on en a, aussi, exprimé l'intention ?

Et puis, *last but not least*, s'il y a quelqu'un à qui l'opération militairement réussie de samedi pourrait donner des ailes, ce serait l'isolationniste Trump, rattrapé par un démon jacksonien. Mais quelle serait, alors, sa prochaine cible ? L'Iran, où une société civile insurgée attend désespérément un soutien ? Poutine, dont il dénoncerait le pacte de fer qui semble les lier ? Ou, au gré d'une logique transactionnelle erratique où la force ne servirait plus la liberté mais la remplacerait, une nation amie : le Danemark, dont il guigne le Groenland ? le Canada, dont il a dit, au lendemain de son investiture, qu'il avait vocation à devenir le cinquante et unième État américain ? ou tel grand pays d'Amérique latine où il semble désormais voir une vaste arrière-cour impériale ?

Ces questions-ci sont vertigineuses. Car c'est d'elles que dépend, au fond, la question existentielle par excellence : le rapport de forces mondial entre autoritarisme et liberté.

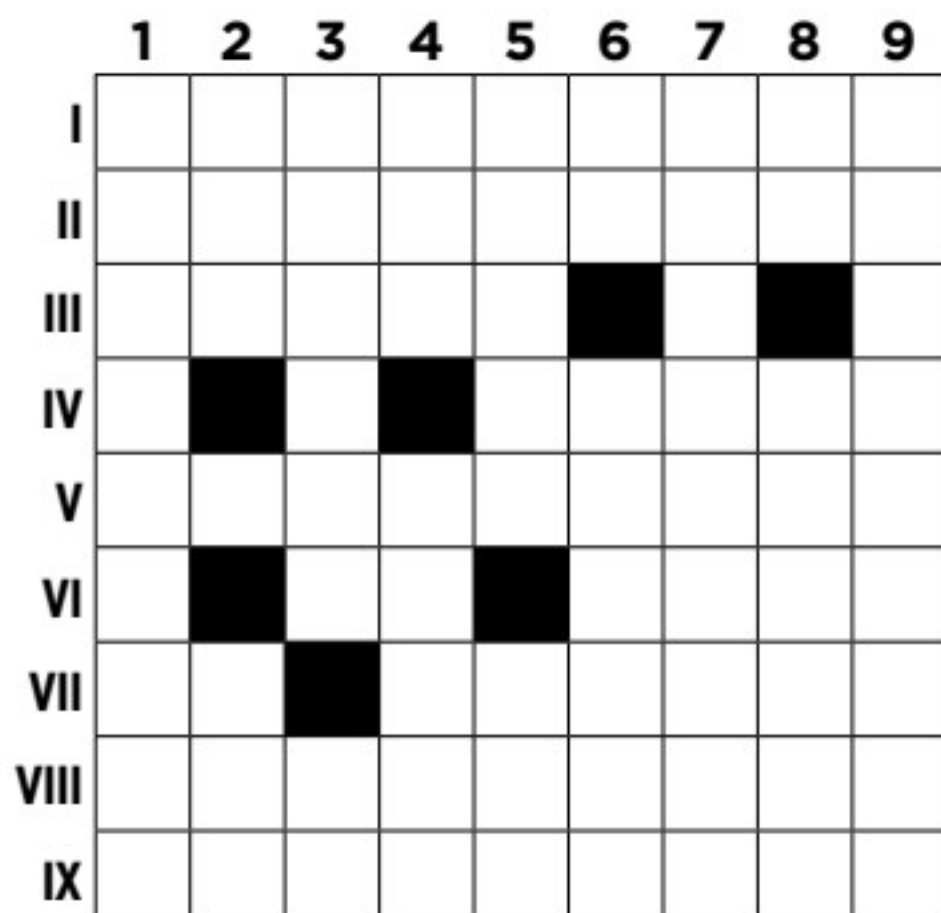
Dans un cas, le camp des démocraties sortira renforcé, réarmé moralement, réconcilié avec l'idée que la force peut – parfois – être mise au service du droit et non lui être opposée.

Dans l'autre, l'esprit républicain sera dramatiquement discrédité et l'on pourra craindre que le camp des dictatures, ayant perdu une bataille, ne s'emploie à gagner la guerre.

C'est cela que l'Europe et ce qui reste de l'Amérique fidèle au double héritage des présidents Wilson et Reagan doivent empêcher. Quoi qu'il en coûte. Car il ne s'agirait plus alors d'un simple désaccord transatlantique – mais d'un nouveau schisme de l'Occident.

La bataille commence. Elle ne sera ni courte, ni simple. Mais elle est vitale ●

MOTS CROISÉS PAR ALBERT D'AUNAC



HORIZONTALEMENT I. Participer. II. Comme Chimène. III. Exprès. IV. Qui est à refaire. V. Qui pleurniche. VI. Tout d'une traite. Rivière française VII. Quartier de Strasbourg. Pour un vieux briquet. VIII. À Arcachon comme à Cancale. IX. À ne pas confondre avec des diphtongues.

VERTICALEMENT 1. Ne vas pas traîner. 2. Le négus en sortait-il plus blanc ? Compositeur français. 3. Entretenu. Quartier du Mans. 4. Addition après un cal. Mot de Laponie. 5. Belle bolivienne. Peut être blanche ou noire. 6. Au bout de l'avenue. Primate malgache. 7. Pas très raffinées. 8. Coin de paradis. Voilé. 9. Relais pour amplifier.

Solution de la grille du n° 2788

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	S	I	M	A	G	R	E	E	S
II	A	M	O	U	R	E	T	T	E
III	P	A	N	S	E	M	E	N	T
IV	I	M	I	T	A	I		A	T
V	N		T	E		S	A	V	E
VI	I	C	O	N	E	S		U	N
VII	E	O	R		N	I	X	O	N
VIII	R	I	A	L	T	O		P	O
IX	E	N	T	R	A	N	T	E	S

BRIDGE PAR MICHEL LEBEL

LE PROBLÈME DE LA SEMAINE

Voici les jeux de Nord-Sud :

♠ D 7 5 2
♥ V 10 5
♦ 7 6 3
♣ A 6 2

N
O S E

♠ 8
♥ A R D 9 7
♦ A 10 9
♣ R D 7 3

I. Enchères

Sud donneur.
Faites les enchères de Nord-Sud, qui se déroulent dans le silence adverse.

Réponse

La bonne séquence :

SUD	NORD
1♥	2♥
4♥	

Quelques commentaires

1♥ : Sud ouvre au **palier de 1** avec un jeu de 20 points DH.
2♥ : **priorité** au soutien direct en majeure avec trois atouts et un jeu faible.
4♥ : avec un jeu qui vaut largement 20 points DH, Sud demande la manche.

II. Jeu de la carte

Vous jouez 4♥ en Sud.
Ouest entame du 4 de ♥.

Réponse

Commencez par compter vos perdantes : deux à ♦ et une à ♠ et à ♣, soit quatre au total. Pour éliminer une perdante, pensez aux avantages de l'atout. Si l'un de vos adversaires possède quatre cartes à ♣ et trois atouts, vous pourrez couper le quatrième ♣ de votre main avec un atout du mort – manœuvre de Guillemard. Voici le bon plan de jeu : encaissez d'abord deux tours d'atouts maîtres, puis le Roi de ♣, et jouez ensuite ♣ pour l'As et ♣ du mort. La manœuvre ne fonctionne pas ! Est, qui possède le dernier atout, n'a plus de ♣ ! Regardez maintenant les quatre jeux : si Est coupe dans le vide, vous pourrez défausser un ♦ du mort sur la Dame de ♣. Et, s'il ne coupe pas, fournissez la Dame de ♣ puis coupez le dernier ♣ du Valet de ♥. Grâce à cette manœuvre, une perdante a disparu ! La magie du bridge.

♠ D 7 5 2
♥ V 10 5
♦ 7 6 3
♣ A 6 2

RV 6
♥ 4 3
♦ R 8 5 4
♣ V 8 5 4

N
O S E

♠ 8
♥ A R D 9 7
♦ A 10 9
♣ R D 7 3

♠ A 10 9 4 3
♥ 8 6 2
♦ D V 2
♣ 10 9

LE TEST D'ENCHÈRES

Le test d'enchères du *Point* est fondé sur *La Nouvelle Majeure 5^e*, de Michel Lebel.

Le début des enchères a été :

SUD	UEST	NORD	EST
2♥*	?		

* 2 Faible.

Vous êtes en **Ouest** (personne vulnérable). Quelle doit être votre première enchère avec chacun des cinq jeux suivants ?

	♠	♥	♦	♣
A	ADV 8 7	5	A 9 8	D 10 7 6
B	D V 9 7	4	R 7 3	A R V 9 6
C	V 9 8 4	A V 9	A D 10 4	R D
D	A R 9	7 3	V 10 9	A R D 10 4
E	A R V 9 8 4 2	9	A D 8	R 7

La Fiche pratique Réponses après un réveil simple

Vous avez passé sur l'ouverture adverse de 1 à la couleur et votre partenaire réveille. Il espère que vous avez passé avec un certain nombre de points H – bien placés derrière l'ouvreur.

Deux règles ->

1. Augmentez d'environ trois ou quatre points la valeur de vos réponses.
2. Après un contre de réveil, les deux joueurs doivent faire une réponse encourageante dès qu'ils possèdent une **valeur d'ouverture**.

Réponses

A 2♠ = 20 ; contre = 10 ; passe = 5.

Rappel : il n'est pas question de faire un barrage sur un 2 Faible ! Pour intervenir, vous devez avoir un jeu convenable ou fort. Avec une belle majeure cinquième : intervenez à 2♠, même avec une distribution qui se prête à un contre d'appel.

B contre = 20 ; 3♣ = 10 ; 2♠ = 5.

Un contre d'appel idéal avec la courte dans le 2 Faible, quatre cartes à ♠ – l'autre majeure – et 14 points H.

C 2 SA = 20 ; contre = 15 ; 3 SA = 5.

Intervenez à 2 SA avec ce jeu régulier de 17 points H et un **double arrêt** dans le 2 Faible, même avec quatre cartes à ♠ – l'autre majeure.

D contre = 20 ; 3♣ = 15 ; 2 SA = 5.

Avec ce jeu régulier de 17 points H, dont As-Roi de ♠ troisièmes et deux cartes à ♥ : faites un **contre d'appel**. Une intervention plus efficace que 3♣ !

E contre = 20 ; 3♠ = 10 ; 4♠ = 5.

Vous êtes beaucoup **trop fort** pour intervenir à ♠ au premier tour. Commencez par faire un contre d'appel dans le but d'annoncer votre couleur au tour suivant.

VOTRE RÉSULTAT

De 90 à 100 : excellent résultat.
De 70 à 85 : bon résultat. De 50 à 65 : assez bien, travaillez davantage vos enchères.
Moins de 50 : lisez *La Nouvelle Majeure 5^e*.

Le Point

1, boulevard Victor, 75015 Paris
Tél. : 01.44.10.10.10 – Fax : 01.43.21.43.24

Directeur de la publication : Étienne Gernelle
Directrice de la rédaction : Valérie Toranian

Président-directeur général : Renaud Grand-Clément
Directeur général délégué et vice-président : François Clavierie

Directrice générale Le Point Communication : Anne-Valérie Oesterlé

Service abonnements – Tél. : 01.44.10.10.00 – E-mail : abo@lepoint.fr
60 643 CHANTILLY Cedex – Tarif abonnement pour 1 an en France métropolitaine, 52 numéros : 199,99 €. DOM-TOM et étranger : nous consulter

Publicité – Le Point Communication – Tél. : 01.44.10.13.69

Le Point, fondé en 1972, est édité par la Société d'exploitation de l'hebdomadaire Le Point - Sebdo. Société anonyme au capital de 1042080 €, 1, boulevard Victor, 75015 Paris. R.C.S. Paris B 312 408 784. Actionnaire principal : ARTEMIS S.A. (99,9% du capital social).

Dépôt légal : à parution – N° ISSN : 0242 - 6005
N° de commission paritaire : 0630 C 79739
Impression : Maury Imprimeur SA (45330 Malesherbes) – Diffusion : MLP

Les noms, prénoms et adresses de nos abonnés peuvent être communiqués à nos services internes et aux organismes liés contractuellement avec Le Point à des fins de prospection notamment commerciale. Nos abonnés peuvent s'opposer sans frais à cette utilisation en contactant le service abonnements. En tout état de cause, les informations recueillies peuvent faire l'objet d'un droit d'accès et de rectification conformément à la loi du 6 janvier 1978.

Toute reproduction est subordonnée à l'autorisation expresse de la direction du Point.

ACPM





Pascal Boyer

Ce que la biologie fait à la politique

PROPOS RECUEILLIS PAR PEGGY SASTRE

Populisme, polarisation, colères : pour Pascal Boyer, ces dérives ne sont pas des anomalies mais des produits de la nature humaine.

Peut-être que la faiblesse majeure de la démocratie libérale n'est pas tant institutionnelle qu'anthropologique. Que son actuelle « crise » relève moins d'un déficit d'éducation, de civisme ou même de bonne volonté que d'une erreur plus fondamentale sur la nature de l'animal politique que nous sommes. Telle est l'hypothèse – méthodiquement et factuellement étayée – que développe Pascal Boyer dans *L'Impossible Démocratie. Comment nos instincts façonnent et déforment l'idéal politique* (Robert Laffont, traduit de l'anglais par Abel Gerschenfeld). Un essai qui prend la démocratie au sérieux précisément parce qu'il refuse de la sacraliser. Au lieu de raisonner en termes de valeurs abstraites ou de défaillances morales, Boyer part d'un constat autrement prosaïque : la vie politique est d'abord structurée par des mécanismes cognitifs hérités de l'évolution, largement in-



Anthropologue. Pascal Boyer est professeur à l'université Washington de Saint-Louis.

conscients, et souvent en porte-à-faux avec le récit que les démocraties libérales se racontent à elles-mêmes.

Le Point : Vous affirmez que la politique est, pour une large part, une affaire de biologie. Pourquoi cette idée reste-t-elle si dérangeante, y compris dans les démocraties libérales contemporaines ?

Pascal Boyer : Par « biologie », j'entends non seulement les tissus et les cellules, mais aussi tout ce qui nous vient de notre évolution, et surtout notre psychologie, notre manière de créer et de maintenir

des groupes, des communautés, des nations – notre nature humaine d'êtres politiques, qui résulte de centaines de milliers d'années de sélection naturelle.

Cela peut être dérangentant parce que cela nous montre à quel point nos choix et opinions sont gouvernés par des processus dont nous ne sommes pas vraiment conscients, ce qui jette le doute sur la connaissance et la maîtrise que nous avons sur notre propre esprit.

Vous insistez sur la distinction entre image manifeste et image scientifique de la politique. Pourquoi les sciences sociales résistent-elles autant à ce changement de perspective déjà opéré par la biologie ou la physique ?

L'image manifeste, apparente, ce sont les débats politiques, les programmes, les déclarations, les institutions. Une image scientifique, encore à construire, nous expliquerait pourquoi les êtres humains ont fondé des systèmes politiques si divers, qui sont pourtant fondés sur une psychologie commune.

L'un des obstacles à cette étude scientifique est que les sciences sociales sont victimes de leur pertinence : leurs résultats comptent. Si je vous dis que les humains sont naturellement portés à la coopération et au partage, mais aussi à la collaboration au sein d'un ●●●

●●● groupe pour gagner contre d'autres groupes, ces deux faits peuvent, chacun, sembler apporter du grain à moudre à des options idéologiques comme la redistribution ou le nationalisme.

C'est d'autant plus le cas si l'on parle des dispositions naturelles des êtres humains, du fait d'une erreur naturaliste trop répandue. Dire qu'un trait vient de notre évolution naturelle, pour beaucoup, cela équivaut à dire que le trait ou le comportement sont inévitables ou même justifiés. Mais c'est là une erreur – c'est peut-être dans la nature humaine de vouloir tuer nos rivaux, mais c'est aussi du fait de notre nature évolutive (et non contre elle) que nous pouvons construire des systèmes judiciaires.

Vous expliquez que les idéologies totalitaires du XX^e siècle reposaient sur un déni de la nature humaine.

En quoi ce déni persiste-t-il aujourd'hui sous des formes plus respectables ou plus progressistes ? En effet, les communistes refusaient l'idée d'une nature humaine pour promouvoir la production d'un « homme nouveau ». Les nazis rejetaient l'idée de notre nature commune pour y substituer une nature ethnique. Il y a là un refus de notre nature biologique, commune à tous les être humains – et qui détermine l'enveloppe des choix possibles pour les sociétés humaines.

Mais les idéologies criminelles n'ont pas le monopole du rejet de la nature. Pendant longtemps, beaucoup de gens dans les sciences sociales étaient persuadés que notre évolution et notre psychologie ne pouvaient pas expliquer le comportement humain, qui relèverait de la « culture », un domaine spécial et entièrement autonome.

On n'en est plus là, heureusement, mais cette manière de penser a encore de l'effet sur le débat politique – il est

bien rare que l'on mentionne notre héritage évolutif quand on discute de notre sens de la justice sociale, des rapports homme-femme, des causes de la criminalité ou de la meilleure manière de gérer les migrations.

C'est justement le but de ce livre que de montrer en quoi toutes ces questions sont éclairées par une meilleure connaissance de la psychologie humaine et de ses fondements dans l'évolution.

À ce titre, votre essai ne propose pas une nouvelle théorie politique, mais une « boîte à outils » issue de l'évolution. En quoi cette modestie affichée est-elle, paradoxalement, subversive dans le débat public actuel ?

Sinon subversive, au moins décalée, parce que dans la compétition idéologique qui tend à envahir le débat politique, on se doit de décrire la société comme affectée de problèmes dont les solutions sont toutes issues d'un principe général : l'appropriation de la production par l'État, le retour aux valeurs nationales, etc., censés éliminer la pauvreté, la criminalité, les épidémies et même l'inégalité entre les sexes.

Mais ce genre de principe général a peu de chances d'être pertinent. Nous n'avons pas un système politique unifié dans la tête, nous avons des motivations et des manières de penser qui sont spécifiques à divers domaines. Par exemple, la question de l'inégalité de revenus met en marche notre sens intuitif de la justice, qui n'est pas égalitaire, mais se conforme à une logique schématiquement proportionnelle et méritocratique (ceux qui contribuent plus ont droit à davantage).

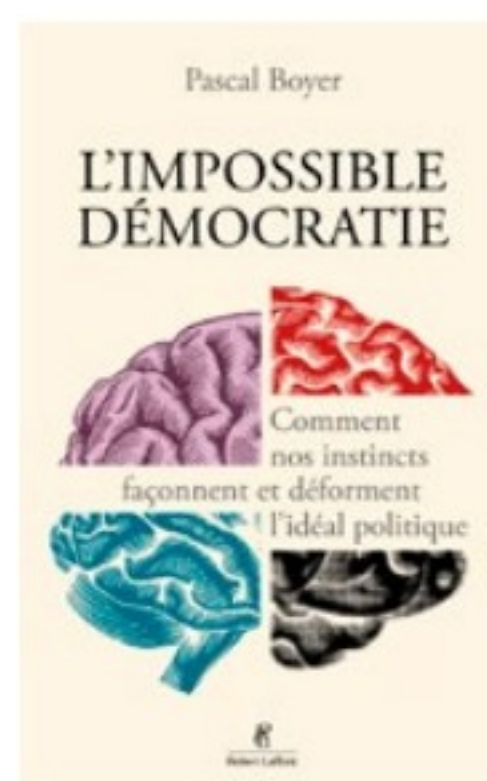
Dans un domaine différent, notre attitude vis-à-vis des aides sociales est pilotée par nos intuitions sur les causes de l'infortune : hasard ou négligence. Finalement, notre attitude en ce qui concerne l'immigration est largement influencée par un autre système, celui de la solidarité coalitionnelle, qui gère les relations entre groupes depuis la préhistoire. Ces systèmes mentaux obéissent à des logiques spécialisées, non à un principe général.

Selon vous, la polarisation politique n'est pas une pathologie récente mais une conséquence pour ainsi dire mécanique de notre psychologie coalitionnelle. Faut-il alors cesser de croire qu'on peut la « réparer » ?

D'espérer pouvoir lutter ? La psychologie des coalitions est en effet l'un des moteurs les plus puissants des attitudes politiques. On ne devrait pas penser qu'on peut l'ignorer ou la supprimer – il faut savoir l'utiliser pour le bien commun, et pour cela il faut la comprendre en termes d'évolution humaine.

Nous sommes l'espèce la plus coopérative dans la nature, ce qui se manifeste dans la capacité humaine à construire de l'action collective, dans laquelle les individus joignent leurs efforts pour un bien commun dont ils partagent les bénéfices. De ce fait, l'une de nos motivations les plus intenses est le besoin d'attirer et de conserver le soutien des autres, cela touche à notre intérêt vital.

Cela explique l'intensité émotionnelle de nos attachements politiques. De manière inconsciente, nous voyons un dé-



« L'Impossible Démocratie », de Pascal Boyer (Robert Laffont, 280 p., 21 €). À paraître le 15 janvier.

« Nous n'avons pas un système politique unifié dans la tête, nous avons des motivations et des manières de penser spécifiques à divers domaines. »

saccord politique comme l'abandon de la coalition et la menace d'une désertion, beaucoup plus qu'une simple différence de jugements. C'est pourquoi les gens rompent des amitiés ou des liens familiaux pour des raisons de désaccord politique.

La psychologie coalitionnelle explique aussi certains traits des mouvements politiques, qui autrement resteraient mystérieux. Par exemple, pourquoi certains mouvements adoptent-ils des positions qui mènent à des défaites électorales inéluctables ? C'est, par exemple, le cas du Labour anglais, qui après l'époque de Tony Blair a défendu des positions d'extrême gauche dont l'électorat ne voulait pas. C'est le cas des partis d'extrême droite français et italien, qui eux aussi se sont longtemps cramponnés jusqu'au tournant du siècle à des positions (la nostalgie du colonialisme ou de la période fasciste) qui réduisaient leur électorat.

Plus récemment, certains des mouvements écologiques européens se sont obstinés à rejeter l'énergie nucléaire, alors que la population commençait à entrevoir que ces centrales permettaient de limiter la production de carbone. Pourquoi cette irrationalité apparente ?

Pour le comprendre, on doit examiner les motivations effectives des participants à ces mouvements. Beaucoup d'entre eux souhaitent bien sûr que leur groupe ou parti gagne plus de voix et donc d'influence. Mais pour un membre d'une coalition, il est tout aussi impératif de conserver sa propre influence à l'intérieur de la coalition elle-même. De ce fait, les leaders du mouvement sont souvent ceux qui ont le plus grand intérêt à maintenir des positions extrêmes qui permettent d'exclure les tièdes et de renforcer leur influence à l'intérieur du groupe. Gouverner le parti devient plus important que gouverner le pays – c'est là une conséquence inattendue de notre évolution comme êtres coalitionnels.

Pourquoi certaines figures politiques paraissent « fortes » même lorsqu'elles prennent de mauvaises décisions, tandis que d'autres semblent « faibles » alors qu'elles gouvernent efficacement ?

Nos études expérimentales et nos observations montrent que le choix des leaders n'engage pas une psychologie du leadership, mais deux psychologies distinctes. Dans les sociétés les plus petites, l'intelligence, la compétence et la capacité à résoudre les conflits sont en

« Les leaders d'un mouvement sont souvent ceux qui ont intérêt à maintenir des positions extrêmes. »

temps normal les qualités les plus prisées dans le choix des chefs. Mais une autre psychologie est activée lorsque le groupe est en conflit avec d'autres. Alors la préférence va aux individus les plus dominants et agressifs, les plus à même d'en imposer aux autres groupes, même si cela oblige les membres du groupe à tolérer les abus du leader. Cette double psychologie est aussi observée dans les sociétés modernes, que ce soit dans les armées, dans l'industrie ou dans la politique. On peut même constater ces préférences divergentes en demandant à des sujets expérimentaux de choisir le meilleur leader parmi des visages d'inconnus, dont certains portent des marqueurs de dominance ou au contraire de coopération.

On ne peut donc pas s'étonner de l'émergence des « hommes forts ». Ce qu'on appelle populisme est avant tout la recherche de leaders dominants. Le populisme n'est pas une option politique particulière, car il apparaît sous des formes conservatrices (Viktor Or-

ban), progressistes (Evo Morales) ou religieuses (Erdogan). Ces leaders sont perçus par leurs partisans comme les défenseurs de leur coalition dans un jeu à somme nulle. C'est pourquoi l'argument libéral, selon lequel ces leaders ont des politiques souvent aberrantes, tombe généralement à plat. L'efficacité managériale et la force coalitionnelle ne sont pas gérées par le même système mental.

Dans les sociétés égalitaires traditionnelles, l'accumulation du pouvoir est activement empêchée. Nos démocraties modernes, en tant que systèmes complexes, ont-elles perdu ces anticorps anthropologiques contre les abus de pouvoir ?

Dans bien des sociétés « traditionnelles », les leaders qui abusent de leur autorité sont renvoyés et parfois éliminés... Cet anti-autoritarisme est sans doute une conséquence de notre évolution, pilotée par l'avantage reproductif. Pour mémoire : certains génotypes, qui ont pour résultat des comportements favorisant la reproduction, sont présents dans les générations suivantes. Mais c'est là un avantage strictement individuel. L'une des leçons contre-intuitives de l'évolution biologique, c'est que les gazelles ne sont pas (seulement) en conflit avec les lions, elles sont surtout en concurrence avec d'autres gazelles pour ne pas être mangées. Or, quiconque peut imposer sa volonté à d'autres individus peut aussi leur imposer des conduites qui nuisent à leur avantage reproductif. On peut donc comprendre la réaction humaine d'aversion à la perte d'autonomie, qui ouvre la porte à l'exploitation.

Et cela se retrouve aussi dans des sociétés modernes. Quand, juste avant la chute du régime communiste, les Allemands de l'Est manifestaient, certains d'entre eux avaient pour slogan « Nous voulons vivre dans un pays normal », ce qui, entre autres choses, voulait dire sans ces restrictions constantes sur l'autonomie des individus. Ils n'avaient ●●●

●●● pas besoin de théorie politique pour justifier leur aversion pour le régime, car leur psychologie leur indiquait clairement ce qu'ils devaient rejeter.

Dans la complexité des programmes et des mesures politiques, les citoyens ne perçoivent les violations de leur autonomie que de manière fragmentaire et imprévisible. Mohamed Bouazizi s'est immolé en 2011 à Tunis par révolte contre le harcèlement subi de la part des autorités, qui l'empêchaient de pratiquer son commerce librement – ce qui a déclenché les premières vagues du Printemps arabe.

Vous réfutez l'idée selon laquelle une approche évolutionnaire conduirait au fatalisme politique. Où situez-vous la marge de manœuvre réelle des institutions face à nos instincts ?

Il n'y a pas de raison de croire au fatalisme biologique. L'évolution humaine donne aux individus de nombreux outils pour construire des institutions, dont l'éventail est très large, même dans les contraintes qu'impose notre psychologie. Les êtres humains ont évolué pour maximiser leur potentiel reproductif comme chasseurs et collecteurs. Mais l'évolution leur a aussi donné la capacité et la motivation d'accumuler des connaissances sur les plantes et les animaux, qui ont conduit à l'apparition progressive de la domestication. De même, les capacités de fabrication d'outils sont intégralement mobilisées dans l'apparition des premières industries.

Si l'on enseignait vraiment la biologie de la politique à l'école, quel malentendu politique majeur pourrait-on éviter chez les futurs citoyens ?

Je ne crois pas prudent d'enseigner la science récente, qui, étant scientifique, est appelée à être révisée. Il vaudrait mieux, si l'on veut fournir des outils pour comprendre la politique, familiariser les gens avec les faits les plus pertinents de l'histoire du monde.

Tout d'abord, ce que l'on sait de l'histoire et de la préhistoire humaines est que leur constante est le despotisme et la misère. Les temps de liberté et de prospérité sont des exceptions, qui sont donc sans doute fragiles.

On devrait peut-être aussi enseigner ceci : depuis quelques décennies, la misère absolue (où l'on doit survivre avec à peu près 3 euros par jour), qui affectait plus des trois quarts de l'humanité, a reculé de façon spectaculaire et n'affecte plus qu'un sixième de notre espèce (ce qui est encore beaucoup trop, bien sûr). Comment cet extraordinaire enrichissement s'est-il produit ? Pour bien des raisons – mais, en tout cas, pas du fait des « solutions » proposées par des politiciens. C'est là une démonstration spectaculaire de l'illusion politique. Un changement de cette importance n'a pas été voulu, et il est encore mal compris.

Ensuite, peut-être faudrait-il enseigner des outils de pensée très simples,

« Aujourd'hui, les élites ne peuvent plus vraiment contrôler ce que les citoyens savent des opinions des autres citoyens. »

comme l'idée que toutes les politiques ont des coûts. Or, comme je l'ai dit, les politiciens ont tout intérêt à déclarer que chaque problème a une solution, mais aussi que cette solution n'a pas de conséquences négatives. Mais une des premières leçons de l'économie, c'est la notion de contrepartie (ou *trade-off*). Si l'assurance-maladie est plus généreuse, cela aidera des malades, mais encouragera aussi le recours à l'hôpital dans des cas qui ne le mériteront pas. Le problème est de mesurer ces deux

effets, pas d'ignorer l'un des deux. Comprendre tout cela peut rendre les citoyens à la fois plus sceptiques vis-à-vis des idéologues, ce qui n'est pas une mauvaise chose, mais aussi plus optimistes en ce qui concerne la capacité des humains à construire des actions collectives, mutuellement bénéfiques.

Si vous deviez résumer votre livre en une mise en garde adressée aux élites politiques et intellectuelles contemporaines, quelle serait-elle ?

Je n'ai pas la prétention (ni en fait l'intention) de m'adresser aux élites. Le livre est destiné aux citoyens, consommateurs de politique, pour leur faire savoir qu'il existe une masse de recherches passionnantes sur le fonctionnement de l'esprit humain, qui peut nous faire mieux comprendre comment fonctionne la politique.

Dans le livre, je décris comment les élites assurent leur dominance, dans des sociétés très variées, en contrôlant le flot de l'information parmi la « population », et surtout en empêchant chaque citoyen de savoir si sa propre attitude à l'égard du régime est partagée par d'autres. Les journaux de Victor Klemperer, qui documentent sa survie sous le nazisme, montrent comment l'oppression est confortée par cette incertitude. Klemperer perçoit que bien des gens voudraient être débarrassés du régime, mais il ne peut jamais en être sûr en ce qui concerne un individu particulier. Et le régime communiste qui a suivi allait s'employer à perpétuer cette incertitude.

Il semble que les élites dans les démocraties modernes, sans perdre de leur pouvoir, ont récemment perdu beaucoup de leur influence sur les esprits, et notamment ne peuvent plus vraiment contrôler ce que les citoyens savent des opinions des autres citoyens, ce qui était le cas quand ceux-ci étaient des consommateurs passifs d'information. C'est là une situation inédite, et sans doute un équilibre instable ●

Le débat public face aux biais de l'esprit

PAR PEGGY SASTRE

La démocratie ne meurt pas du désaccord, mais de sa moralisation. Jonathan Haidt en dévoile les ressorts et anticipe un désastre.

Il est l'un des rares chercheurs à avoir déplacé le débat sans en rajouter sur la fièvre – ni sur les décibels. Depuis une quinzaine d'années, Jonathan Haidt ne cherche pas à arbitrer les indignations, mais à en dévoiler la fabrique, la mécanique, l'architecture. À comprendre non pas ce qui nous met en colère, mais pourquoi nous sommes si bons pour partir au quart de tour – et si mauvais pour ralentir, et a fortiori pour passer notre chemin. Psychologue social américain, Haidt aura bâti sa notoriété sur une idée aussi simple que profondément antipathique à notre idéal rationaliste : l'esprit humain n'est pas une machine à vérité. Il juge d'abord et plaide ensuite. Sur la scène de crime de nos conflits d'opinion – et, dès lors, de politique –, l'intuition morale arrive toujours la première et le raisonnement ne la suit, bien après, que pour la défendre et arranger le monde à sa sauce. En d'autres termes, face au réel, nous opérons bien moins en scientifiques qu'en avocats d'une cause déjà entendue.

Te est le cœur de *The Righteous Mind* (2012), enfin publié en français sous le titre *La Supériorité morale. Pourquoi la politique et la religion nous divisent* (éditions Arpa, traduit de l'anglais par Lilou Wimbee). Un essai majeur qui, aussi, nous explique pourquoi la post-vérité



Psychologue social. Jonathan Haidt enseigne à la Stern School of Business de New York.

n'est ni une parenthèse honteuse ni une pathologie contemporaine, mais le régime cognitif ordinaire d'une espèce, la nôtre, dont le cerveau n'a pas évolué pour connaître le réel, mais pour y survivre – quitte à le tordre, le simplifier, le moraliser.

L'éléphant et le cavalier : l'émotion d'abord, les faits ensuite

D'où l'allégorie inventée par Haidt pour décrire comment fonctionne notre esprit au quotidien : l'éléphant et le cavalier. Imaginez votre cerveau comme un éléphant énorme et puissant (vos émotions, intuitions et réflexes rapides, hérités de millions d'années d'évolution) monté par un tout petit cavalier (votre raison logique et vos arguments conscients). L'éléphant avance tout seul la plupart du temps : il réagit instantanément à une peur, un dégoût ou une joie, comme quand vous sentez d'em-

blée qu'une action est « bien » ou « mal » sans savoir pourquoi. Si le cavalier essaie de le guider, c'est l'éléphant qui décide vraiment et laisse son cornac inventer des explications après coup pour justifier le chemin pris.

Une dissymétrie qui explique à peu près tout ce qui peut nous désespérer dans la vie démocratique contemporaine. Pourquoi les faits font rarement (jamais ?) changer d'avis. Pourquoi deux individus (surtout) de bonne foi peuvent regarder un événement identique et y voir deux réalités contraires, et même incompatibles. Pourquoi, en somme, la politique récompense bien moins la rigueur que l'adresse émotionnelle.

Depuis son bureau de l'université de New York, Haidt le formule sans trop de coquetterie : « *Un grand dirigeant politique parle à l'éléphant : il s'adresse à l'intuition des gens. Il utilise des métaphores. Il fait preuve de compassion et mobilise* ●●●

●●● *d'autres émotions. C'est une étape essentielle, et elle doit venir en premier. Ensuite – et c'est crucial –, il faut apporter des preuves, des arguments, des raisons solides et de bonnes politiques. Aux États-Unis, Ronald Reagan et Bill Clinton ont excellé dans cet exercice. Ils étaient d'excellents communicants parce qu'ils savaient s'adresser à l'éléphant. Ils parvenaient à rallier les gens à leur cause. Or, dans une démocratie, il ne suffit pas d'avoir de bonnes idées: il faut aussi être capable de rassembler le soutien nécessaire pour les mettre en œuvre.»*

On comprend d'ailleurs d'autant mieux Haidt quand on sait quelle fut sa motivation personnelle pour l'écriture de ce livre: aider les démocrates à cesser de perdre. «En 2004, explique-t-il, le Parti démocrate avait essuyé une deuxième défaite face à George W. Bush. Je n'aimais pas George W. Bush. À mes yeux, il n'avait pas été un très bon président. Et je ne pensais pas non plus que les démocrates auraient dû perdre face à lui. Au départ, j'ai eu comme envie de saisir les démocrates par le col pour leur dire: "Arrêtez ce que vous faites, vous ne parlez pas aux gens. Oui, vous avez de bonnes idées politiques, mais vous ne les communiquez pas de façon à leur donner le moindre écho." C'est ce qui m'a conduit à m'intéresser à l'articulation entre intuition et raisonnement, et à la façon dont les démocrates s'y prenaient souvent maladroitement, tandis que les républicains, en général, étaient plus efficaces.»

La «matrice morale»: six fondations, une infinité de malentendus

Pour paraphraser le sous-titre de *La Supériorité morale*: pourquoi religions et idéologies sont-elles à même de fracturer si violemment l'espace public? Parce qu'elles exploitent des circuits mentaux ancestraux qui nous poussent à voir des causes partout, des intentions dans les faits, des ennemis dans les désaccords. Ce qui fait que la morale est, fondamentalement, un instrument de guerre et un carburant identitaire qui ne dit pas tant le bien et le mal qu'elle nous permet de poser qui nous sommes – et qui n'est pas de notre bande.

Ici, l'apport de Haidt tient en un concept central: la «matrice morale». Dite aussi théorie des «fondations morales», elle désigne l'idée que nos jugements ne sortent pas de nulle part: ils s'appuient sur quelques intuitions morales de base, présentes chez tous les humains, que les cultures et les familles idéologiques vont ensuite activer, hiérarchiser et habiller de récits. Ces fondations sont au nombre de six: soin/préjudice (protéger les vulnérables), justice/triche (punir l'injustice), loyauté/trahison (tenir au groupe), autorité/subversion (respecter ce qui structure l'ordre social), sainteté/dégradation (dégoût, pureté, sacré) et liberté/oppression (historiquement la plus récente).

Des piliers moraux que le chercheur propose de voir comme des récepteurs – à la manière des papilles du goût:

« L'esprit de la ruche produit toujours de la solidarité. Toujours. La véritable question est donc: une solidarité au service de quoi ? »

chacun les possède, mais chacun n'y est pas sensible de la même façon. En somme, loin de la vision occidentale dominante, Haidt nous montre comment la morale humaine ne se réduit pas à la minimisation du mal et à l'équité procédurale, mais repose sur plusieurs fondations distinctes, enracinées dans notre évolution, que les cultures et les groupes politiques combinent à leur sauce.

Ainsi, Haidt nous fait comprendre que ce qui divise surtout les sociétés entre camps, c'est qu'ils ne « parlent » pas exactement la même morale: les progressistes tendent à fonder leur indignation surtout sur le soin et la jus-

tice, tandis que les conservateurs mobilisent plus souvent l'ensemble du spectre, notamment la loyauté, l'autorité et la sacralité. Résultat: on ne se dispute pas seulement parce qu'on n'a pas les mêmes solutions aux problèmes, mais parce qu'on ne voit pas, littéralement, les problèmes de la même façon.

« Homo duplex »: l'individu, la ruche et la tentation du sacré

À ce stade, une objection pourrait se profiler: si nos morales sont multiples, si nos intuitions divergent, comment expliquer que les sociétés tiennent encore debout? Pourquoi ne sommes-nous pas condamnés à une guerre permanente de tous contre tous? Parce que l'être humain, explique Haidt, s'inspirant de Durkheim, est un animal double, un *Homo duplex*. D'un côté, un primate égoïste, stratège, obsédé par son statut et sa réputation – nos 90 % de chimpanzé –, de l'autre, une créature capable de s'oublier elle-même pour se fondre dans un collectif, de vibrer à l'unisson, de sacrifier son intérêt immédiat à une cause plus large: nos 10 % d'abeille.

Une part qui rend possible la coopération à grande échelle. Les moments où l'individu cesse de compter pour lui-même et se perçoit comme une cellule d'un organisme plus vaste. Une cérémonie religieuse, une manifestation, un concert, un match de football, un meeting: autant de contextes où l'interrupteur de la ruche s'active. L'émotion devient collective, la frontière entre soi et les autres s'estompe, le « nous » prend le pas sur le « je ».

Mais cette puissance a un revers. Une fois enclenché, l'esprit de la ruche ne discrimine pas entre les causes qu'il sert. « *L'esprit de la ruche produit toujours de la solidarité. Toujours. La véritable question est donc: une solidarité au service de quoi? Dans quel but est-elle mobilisée?* » Et Haidt d'insister: ce mécanisme n'est ni moral ni immoral, il est fonctionnel. Il a permis à notre espèce de dépasser le cadre du clan restreint, de bâtir des communautés stables, de produire de

la confiance là où la simple rationalité individuelle n'y suffirait pas. Sans « *instinct de la ruche* », pas de société durable, pas d'institutions.

Et pas non plus de « *capital moral* », à savoir le ciment invisible d'une société: la confiance mutuelle, les règles partagées et le sentiment d'appartenir au même groupe qui nous permettent de coopérer sans surveillance constante. Pensez à une famille ou un village où tout le monde se connaît et s'entraide; à la grande échelle d'un pays, il repose sur des normes communes. Si on l'érode, la société craque dans une spirale de méfiance et d'égoïsme – et le chaos, il arrive à toute vitesse.

D'autant plus que notre ciment social se voit aujourd'hui activement miné par une mutation assez radicale du conflit politique lui-même. Depuis quarante ou cinquante ans, observe Haidt, les démocraties occidentales ont de fait glissé d'un régime de désaccords concrets – portant sur des politiques publiques, des intérêts divergents, des arbitrages possibles – vers un affrontement de valeurs, et la translation change tout. Car un conflit d'intérêts admet le compromis, ce qui n'est pas le cas d'un conflit de valeurs: jamais on ne peut transiger sur ce que l'on tient pour juste ou sacré. À partir de là, l'adversaire politique n'est plus simplement dans l'erreur, il devient moralement illégitime et donc potentiellement dangereux. Le désaccord cesse d'être un problème à résoudre, il devient une menace à neutraliser.

Pour Haidt, cette radicalisation n'est pas l'apanage d'un camp. Elle progresse de manière parallèle à droite comme à gauche, dans l'ensemble des démocra-

ties libérales. Côté droit, ce qui s'impose n'a plus grand-chose à voir avec le conservatisme classique – celui qui cherchait à préserver les institutions, l'État de droit, les équilibres hérités. Il s'agit d'un populisme tribal, explicitement « *groupiste* », de plus en plus arrimé à l'ethnicité. L'inquiétude est d'autant plus grande, souligne-t-il, lorsque cette logique s'installe dans des pays comme les États-Unis qui ont été fondés « *sur*

une croyance, et non sur une race. Il est donc particulièrement inquiétant de suggérer que vous n'êtes pas "vraiment américain" si vous êtes venu d'ailleurs. C'est une rupture majeure avec notre projet national ».

Reste que la gauche, dans le même temps, n'échappe pas à la dynamique qu'elle prétend dénoncer. « *Si la droite n'est plus conservatrice, la gauche, elle, n'est plus ni libérale ni progressiste. La gauche à laquelle j'adhérais dans les années 1990 – lorsque j'admirais Bill Clinton, puis Barack Obama*

– était universaliste. Elle visait à étendre les droits à tous, à élargir la liberté afin que chacun puisse vivre comme il l'entendait. » Aujourd'hui, ce camp a cédé la place à une morale identitaire, largement portée par des élites diplômées, où l'appartenance de groupe devient la grille de lecture centrale du monde social. « *On l'a vu au moment de l'affaire George Floyd: la "blanchité" était traitée comme le mal absolu, comme quelque chose à combattre et à éradiquer. Là encore, il s'agit d'identitarisme – et, là encore, d'une forme de racisme. Nous assistons donc à des évolutions profondément préoccupantes. Les démocraties libérales comme la France, la Grande-Bretagne ou les États-Unis comptent parmi les plus grandes sociétés jamais construites du point de vue de la promotion*

de l'épanouissement humain. Or nous les voyons aujourd'hui menacées, à la fois par la droite et par la gauche. »

Éloge de la diversité (de points de vue)

Jonathan Haidt n'a pas écrit *La Supériorité morale* pour réconcilier tout le monde autour d'un feu de camp cognitif. Il ne promet ni apaisement rapide ni consensus retrouvé. Sa proposition est plus austère, plus exigeante, et sans doute moins séduisante politiquement: accepter que notre rapport au monde est structurellement biaisé. Que nos convictions morales, aussi sincères soient-elles, ne sont jamais complètes. Et que le pluralisme est surtout une contrainte anthropologique pour faire en sorte que des sociétés complexes puissent fonctionner le plus sereinement possible. « *Ce qu'il faut, en réalité, c'est accepter d'écouter plusieurs points de vue* », résume-t-il.

Ce qui manque aujourd'hui aux démocraties libérales? Non seulement le sens du compromis, mais aussi un socle moral minimal suffisamment partagé pour rendre les désaccords vivables. Haidt le formule en ces termes: « *Je pense que beaucoup de démocraties libérales ont perdu de vue la nécessité d'une matrice morale cohérente et contraignante – c'est-à-dire une conception largement partagée de qui nous sommes, de ce qui est bien et de ce qui est mal.* »

Le problème n'est donc pas le désaccord en lui-même, mais l'impossibilité croissante de le vivre autrement que comme une exclusion, une disqualification morale mutuelle. La dérive était prévisible: à force de sacraliser chaque combat, chaque identité, chaque cause, nous avons transformé le débat politique en affrontement théologique. Or une société où tout est sacré est une société ingouvernable ●



« **La Supériorité morale** », de Jonathan Haidt (Arpa, 450 p., 24,90 €). À paraître le 15 janvier.

« Les démocraties libérales ont perdu de vue la nécessité d'une conception partagée de qui nous sommes, de ce qui est bien et de ce qui est mal. »

Avec Maduro, Trump a eu son Saddam

Au Venezuela, le président américain semble retomber dans le piège de l'interventionnisme.

Malgré sa profession de foi de stoppeur de guerre et d'amateur de prix Nobel de la paix, Trump semble avoir trouvé son Saddam. Il hésite pourtant à mettre le pied dans son Irak d'Amérique latine: le Venezuela. Depuis la capture spectaculaire de Nicolas Maduro à Caracas par les forces américaines et son transfert vers les États-Unis afin d'y être jugé pour narcoterrorisme, la scène mondiale oscille entre inquiétude et espoir discret. Les suites de cette opération et le projet de mise sous tutelle du pays annoncés par Washington restent incertains.

Trois narratifs sont en concurrence aujourd'hui. D'abord celui des États-Unis, qui transforment une accusation ancienne de «narcoterrorisme» et de «complot pour importation de cocaïne» en inculpation à New York. Ensuite, celui de l'internationale légaliste, qui dénonce l'abus d'une intervention armée sans mandat de l'ONU, tout en constatant l'impasse d'une dictature ruinant un pays. Enfin, celui des opposants autochtones aux dictatures dans leur pays, pour qui Trump devient un instrument du destin, le seul moyen d'arracher un tyran qui résiste aux élections et aux émeutes.

Ce regard traduit l'ampleur du désespoir. Ils vivent sous des régimes meurtriers dont on ne se défait souvent que par des guerres civiles ou, croit-on désormais, par les «hélicoptères de Trump». La démocratie est devenue une pensée magique: principe moral, justification stratégique, promesse rarement tenue, mais aussi impératif jugé indispensable. Le mélange de condamnation de l'intervention armée et de soulagement discret, après l'arrestation de Maduro, l'illustre bien.

Au fond, on revient toujours à la même question: comment démocrati-

LA CHRONIQUE DE KAMEL DAOUD



ser le reste du monde? Héritière de la mission civilisatrice de l'Occident des Lumières, la démocratie se veut suprême, mais reste difficile à incarner. Avec George W. Bush, on l'a réinventée en Irak. On en a payé le prix. Arracher le dictateur a conduit au chaos, aux radicalismes et à la destruction du seul ordre connu, même autoritaire.

On en a tiré une leçon coûteuse: il ne fallait pas démanteler totalement le Baas ni dissoudre l'armée. L'effet domino fut terrible: Daech, chiisme en conquête, éclatement de l'État, communautarisme sans culture du consensus. L'illusion d'une démocratie imposée par des Tomahawk a coûté cher.

Avec le Venezuela, Trump, qui a longtemps vendu l'isolationnisme comme politique de moindre coût, semble retomber dans le piège, avec plus de prudence: rien n'y est encore démantelé. Maduro, Saddam latino-américain, est arraché comme une dent cariée et extradé vers les États-Unis, où il doit être jugé pour narcoterrorisme. La transition vénézuélienne reste suspendue aux promesses américaines de la «diriger», entre modèle irakien et spectre afghan.

L'autre option, jugée nécessaire à la sécurité de l'Occident, a consisté à sponsoriser élites et oppositions. L'Afghanistan en montre les limites: argent colossal, corruption massive, institutions fantômes, dépendance à l'aide étrangère, puis effondrement après le retrait occidental. Reste l'idée d'une aide discrète à des exilés, tel le fils du chah d'Iran, mais celui-ci traîne l'héritage paternel, et nul ne sait s'il pourra rallier autre chose que quelques enthousiastes occidentaux.

On comprend presque pourquoi Trump semble éprouver de la sympathie pour Ahmed al-Chareh, nouvel homme fort syrien, ex-chef djihadiste devenu président intérimaire après la fuite de Bachar el-Assad. Pour certains missionnaires de la démocratisation, il incarne une formule palliative: islamiste «modéré», soucieux de deals et d'intérêts, né des affres de son propre sol, donc légitime. Il devient le messie par défaut, le miracle placebo, pour répondre à la question: la démocratie occidentale est-elle exportable?

Souvent, la question se pose autrement: l'Occident doit-il chercher à exporter cette forme de gouvernance qui fait sa vertu et creuse sa faiblesse? Un ambassadeur américain résuma un jour la logique à l'auteur de ces lignes, à Alger: «La démocratie ailleurs est une question de sécurité pour nous.» L'effet oratoire est réel, mais le désastre se lit d'abord chez le «client» de cette démocratisation. Dans ces pays, l'Occident continue de percevoir l'autochtone à travers le souvenir du troc, l'illusion victimaire et l'impératif moraliste de la civilisation. Faut-il désespérer? Peut-être pas. Lente et inhumaine, l'histoire avance avec ses cécités et ses allers-retours entre contamination et invasion, qu'il s'agisse d'idées ou de maladies ●

ILLUSTRATION: SYLVIE FAUR POUR «LE POINT»

Immobilier
de prestige

DU Point

PRÉSENTÉ PAR

Sotheby's
INTERNATIONAL REALTY

France
Monaco



PARIS 17 — CARNOT

À deux pas Place de l'Étoile, 4^e étage. Ascenseur. Appt ancien rénové de 67 m², double séjour, chambre sur cour, traversant, lumineux, cave, pied-à-terre idéal. DPE : C. 800.000 € (honoraires à la charge du vendeur) | Réf. : PO4-2325

PARIS OUEST SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY
01 46 22 27 27 WWW.PARISOUEST-SOTHEBYSREALTY.COM



PARIS 8 — FAUBOURG ST-HONORÉ

Square privé sécurisé, 3^e étage, appt 174 m² familial et réception, double séjour lumineux, trois chambres, charme ancien, calme absolu, cave, élégance. DPE : D. 2.500.000 € (honoraires à la charge du vendeur) | Réf. : PO4-2382

PARIS OUEST SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY
01 46 22 27 27 WWW.PARISOUEST-SOTHEBYSREALTY.COM



PARIS 16 — MIRABEAU

Étage élevé, appt 75,40 m², exposé sud, balcon vue Tour Eiffel, immeuble Jean Ginsberg. Clim., cave, toit-terrasse, gardien, architecture moderne années 1930. DPE : D. 940.000 € (honoraires à la charge du vendeur) | Réf. : PO7-1219

PARIS OUEST SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY
01 56 26 56 55 WWW.PARISOUEST-SOTHEBYSREALTY.COM



LYON 6

Immeuble sur son terrain. Asc. Appt traversant rénové, double séjour, balcon, cuisine équipée, chambre avec dressing. Parquet, lumineux. Cave, stationnement vélo. DPE : D. 920.000 € (honoraires à la charge du vendeur) | Réf. : AK2-5333

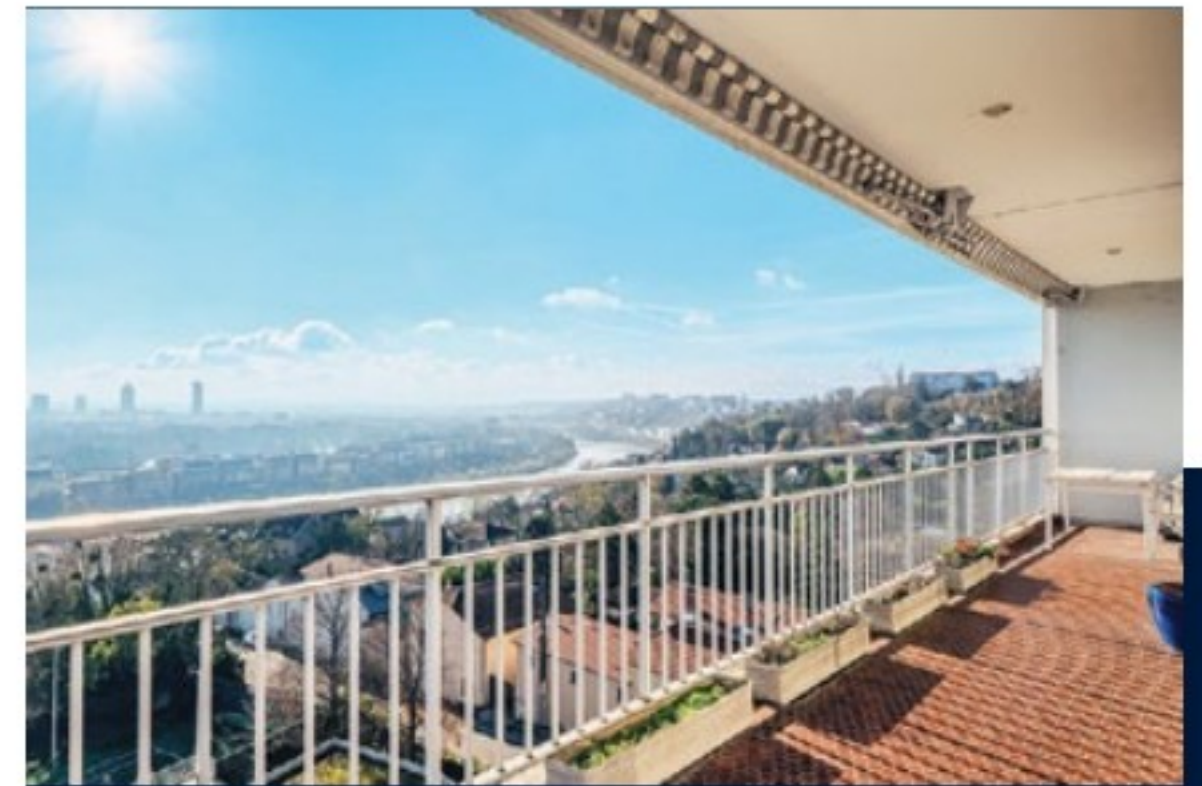
LYON SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY
04 72 19 19 73 WWW.LYON-SOTHEBYSREALTY.COM



ISÈRE

Château au cœur de 35 ha de parc, bois et prés. 820m², éléments d'époque préservés. Dépendances, piscine, tennis. Vue Alpes. Lieu chargé d'histoire. DPE : E. 2.300.000 € (honoraires à la charge du vendeur) | Réf. : AK2-5268

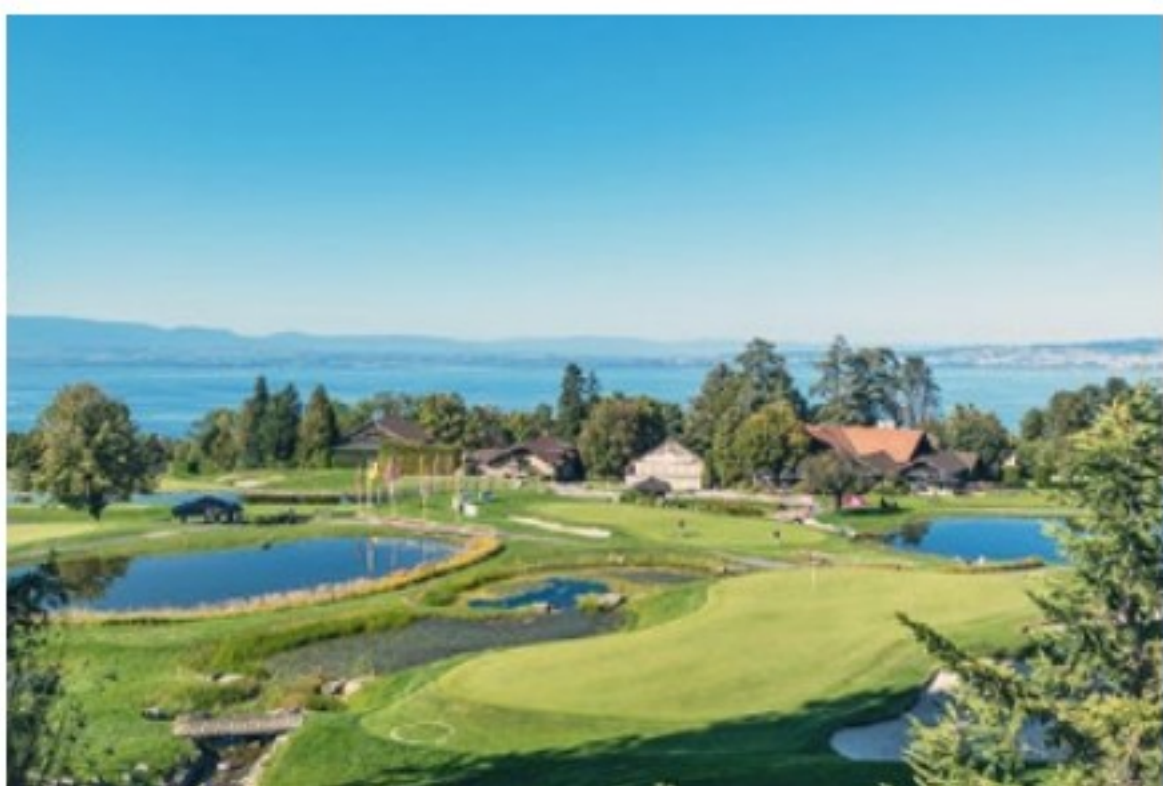
LYON SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY
04 72 19 19 73 WWW.LYON-SOTHEBYSREALTY.COM



CALUIRE — RHÔNE

Résidence tennis-piscine. Plein sud, vue Alpes et Mont-Blanc. Cinq chambres dont trois suites, salon sur grande terrasse. Climatisé. Cave, garage double. DPE : D. 950.000 € (honoraires à la charge du vendeur) | Réf. : AK2-5355

LYON SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY
04 72 19 19 73 WWW.LYON-SOTHEBYSREALTY.COM



EVIAN

Appt T6 de 282 m² au sein du Golf International de l'Évian Championship, position dominante sur le clubhouse, terrasse, jardin, 5 ch., parkings et caves. DPE : C. 1.750.000 € (honoraires à la charge du vendeur) | Réf. : EV1-1429

EVIAN SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY
04 50 74 11 11 WWW.EVIAN-SOTHEBYSREALTY.COM



EVIAN

Appt où furent signés les Accords d'Évian, 279 m². 3 chambres en suite. Terrasse panoramique, vue lac, finitions HDG, vendu meublé, caves, parking et box. DPE : D. 1.890.000 € (honoraires à la charge du vendeur) | Réf. : EV1-1462

EVIAN SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY
04 50 74 11 11 WWW.EVIAN-SOTHEBYSREALTY.COM



MORZINE

Au cœur de Morzine, station emblématique des Portes du Soleil, T4 duplex de 124 m² en dernier étage, balcon généreux, vue montagne, cave et garage double. DPE : C. 1.590.000 € (honoraires à la charge du vendeur) | Réf. : EV1-1461

EVIAN SOTHEBY'S INTERNATIONAL REALTY
04 50 74 11 11 WWW.EVIAN-SOTHEBYSREALTY.COM

PLUS DE 1115 AGENCES DANS LE MONDE
80 AGENCES EN FRANCE

à la semaine prochaine

SOTHEBYSREALTY-FRANCE.COM



RICHARD MILLE



RM 16-02 EXTRAPLATE

Calibre maison squeletté à remontage automatique
Réserve de marche de 50 heures ($\pm 10\%$)
Platine et ponts en titane grade 5
Rotor en platine
Boîtier en Quartz TPT®

A Racing Machine On The Wrist